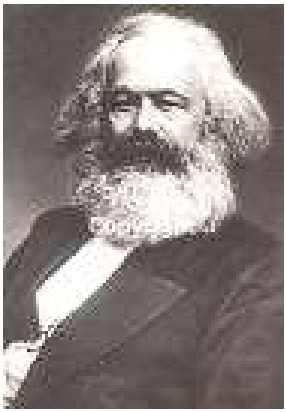
À propos du *Manifeste communiste*

René BERTHIER



A la fin des années 1840, les conditions économiques et sociales permettant l'apparition d'un mouvement ouvrier de masse étaient loin d'être présentes, sauf en Angleterre. Sur le continent, nous en sommes encore à un stade préindustriel. Pourtant, Proudhon d'un côté, Marx et Engels d'autre part, pressentent les évolutions qui vont avoir lieu dans les décennies à venir. Ils anticipent de manière différente la manière dont le mouvement ouvrier affrontera le problème de la défense de ses intérêts contre le système capitaliste.

Les analyses de Proudhon pendant cette période contiennent en germe ce qui sera plus tard l'anarcho-syndicalisme, en mettant la priorité sur l'organisation industrielle, de type syndical, laquelle devra être amenée à supplanter l'action gouvernementale. Celles de Marx et Engels préfigurent la social-démocratie dont l'action sera tournée vers la constitution de partis politiques dont l'objectif est la conquête du pouvoir par l'action parlementaire, « gouvernementale ». Dans un article de la *Révolution prolétarienne* de mars 1948, Robert Louzon fait la distinction

entre « socialisme syndical » et « socialisme d'Etat ». Cette formulation semble parfaitement pertinente [1].

Les options esquissées par Proudhon et Marx à la fin des années quarante se confronteront de manière vigoureuse au sein de l'AIT, et opposeront cette fois Marx et Bakounine.

Le XIXe siècle foisonne de textes messianiques. Aucun n'a connu le succès du *Manifeste communiste* [2] Peu après sa publication, une révolution secoua l'Europe entière qui fournit à Marx et Engels l'occasion de confronter la théorie et la pratique. Cette expérience malheureuse se terminera par... leur exclusion de la Ligue des communistes, le premier parti communiste de l'histoire.

Le *Manifeste communiste* est le programme de ce parti communiste, guère plus qu'une petite secte à l'époque. Quinze jours après sa publication éclata en France une révolution qui s'étendit dans toute l'Europe comme une traînée de poudre. Si en France elle fut la première révolution qui posa la question sociale, partout ailleurs le problème du jour était la question nationale, dont le *Manifeste communiste* ne dit pas un mot. L'Allemagne était alors éparpillée en une multitude d'Etats sur lesquels la Prusse au Nord et l'Autriche au Sud se disputaient l'hégémonie – l'une et l'autre étant également des puissances occupant des terres slaves. L'Italie, séparée en plusieurs Etats et occupée au Nord par les Autrichiens, rêvait d'une indépendance qui lui permettrait d'annexer le Tyrol et le Trentin. L'empire autrichien rassemblait une multitude de nationalités slaves, mais aussi la Hongrie, qui dominait elle-même des nationalités slaves. La Pologne, dépecée en 1772 par la Russie, la Prusse et l'Autriche, aspirait à une indépendance qui lui aurait rendu sa splendeur d'antan, c'est-à-dire la domination sur d'autres nationalités, non polonaises.

Or pas un mot n'est dit de cette question dans le *Manifeste*, dont les auteurs ne pouvaient pas ignorer qu'elle couvait sous les cendres.

---

[1] Révolution prolétarienne, mars 1948, « Socialisme ouvrier et socialisme bourgeois : les deux socialismes ».

[2] Le titre de la brochure est bien « Manifeste communiste », et non « Manifeste du parti communiste ». Engels parle bien de « Manifeste communiste » dans son texte « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes » écrit en 1890. « Manifeste du parti communiste » semble avoir été utilisé pour la première fois en 1886 sous la plume de Laura Lafargue, fille de Marx. Dans la *Critique du programme de Gotha* (1875), Marx parle cinq fois du « Manifeste communiste ».

Les commentateurs communistes de ce texte se sont trouvés longtemps dans la position du vainqueur qui écrit l'histoire, c'est-à-dire qui interprète les faits à sa convenance. Leur liberté d'action dans ce domaine a été d'autant plus grande que le mouvement libertaire ne s'est pour ainsi dire jamais réellement penché sur le *Manifeste communiste*.

Ainsi, pendant des décennies a été entretenue une incroyable mystification visant à occulter :

♦ Que le *Manifeste communiste* passe totalement à côté du problème le plus important du moment, la question nationale ;

♦ Que lorsque la révolution éclate en 1848 ses rédacteurs ont tout fait pour qu'il ne doit pas diffusé ;

♦ Que lesdits rédacteurs ont finalement été exclus de la Ligue des communistes pour leurs compromissions avec la bourgeoisie libérale ;

♦ Que le *Manifeste communiste* légitime la domination européenne sur les colonies ;

♦ Que le programme du *Manifeste communiste* était, seize ans plus tard, totalement dépassé par le niveau des débats qui s'étaient engagés dans l'AIT sur les questions de stratégie et d'organisation du mouvement ouvrier ;

♦ Que Marx et Engels, constatant qu'ils ne pouvaient imposer à l'AIT le programme du *Manifeste* devenu archaïque, ont liquidé l'Internationale en excluant bureaucratiquement la totalité du mouvement ouvrier de l'époque, sauf la microscopique section allemande.

*** * ***

Le *Manifeste* restera pratiquement inconnu pendant vingt ans. Même au sein de la Première Internationale, il est peu connu. La première traduction en langue française est parue à New York à la fin de 1871, à partir du texte anglais. La brochure ne se répandit qu'après 1885 dans la traduction de Laura Lafargue. Ses rédacteurs n'entendaient pas rédiger un texte « prophétique » mais tout simplement le programme d'une organisation politique, la Ligue des communistes. Or rarement un programme ne fut plus « à côté de la plaque », plus décalé par rapport aux tâches du jour.

La théorie des classes et celle de l'État n'y sont qu'ébauchées. Aucune des dix revendications transitoires ne porte sur le pouvoir politique. On ne trouve absolument rien sur la forme politique grâce à laquelle le prolétariat exercera son pouvoir : on devine simplement qu'il s'agit d'une forme de pouvoir central de type jacobin. Notons que dans le *Manifeste communiste*, qui passe pour un texte fondateur du marxisme, ne se trouve nulle par l'expression « dictature du prolétariat », concept que d'autres que Marx ont établi comme essentiel à la doctrine.

Bakounine avait lu le *Manifeste* ; plus tard, il le traduira en russe. Il reviendra souvent dans sa période anarchiste aux analyses qui y sont contenues dont certains passages, passés peut-être inaperçus, le confirmeront dans l'idée que Marx et Engels sont préoccupés avant tout par la question de l'unité allemande. Il n'est donc pas indifférent de nous y attarder.

I. – Le Contexte intellectuel

Le modèle de 1789

Marx opposait la révolution politique, dont 1789 constituait l'archétype, à la révolution sociale. Cette argumentation s'adressait essentiellement aux démocrates allemands. Révolution politique et révolution sociale sont deux processus distincts, ayant un contenu et une forme opposés, mais, en même temps, elles sont liées en ce qu'elles se présentent dans un ordre de succession historique nécessaire : la première est la condition de la seconde parce qu'elle permet la mise en œuvre des fondements de l'organisation du prolétariat en classe, à savoir le développement industriel qui produit le prolétariat et le renversement par la révolution bourgeoise du régime féodal.

C'est pourquoi on trouve, dans les textes de 1847-1848, de fréquentes allusions à la révolution prolétarienne allemande comme conséquence immédiate de la révolution politique qui aurait aboli les vestiges de l'absolutisme. Ainsi s'explique que, dans les premiers mois de la révolution, Marx et Engels tentent de mobiliser l'ensemble des forces anti-absolutistes autour de la question de la démocratie politique, en subordonnant l'action du prolétariat à cette revendication : plus vite cette dernière sera satisfaite, plus rapidement sera accomplie la transformation de la révolution bourgeoise en révolution sociale. C'est donc guidés par les conceptions évolutionnistes du *Manifeste* et de quelques textes écrits

à la même époque, tels que « La Critique moralisante » que Marx et Engels déterminent leurs orientations, elles-mêmes calquées sur le modèle obligé de la Révolution française.

En effet, tant que subsistent des vestiges des rapports de classes hérités de l'absolutisme, la bourgeoisie constitue une force progressive. Les travailleurs, dit Marx, n'ont aucune raison de préférer les vexations brutales du gouvernement absolu à la domination directe de la bourgeoisie – façon de poser le problème qui exclut toute autre hypothèse, par exemple que les vexations brutales sont aussi le fait de la bourgeoisie, et que les travailleurs n'ont *précisément* pas de raison de préférer les unes plutôt que les autres. Marx et Engels n'envisagent pas que l'histoire ne fonctionne pas avec des modèles, que deux événements successifs peuvent présenter des analogies, mais que le premier qui survient dans la série peut surdéterminer le second. Or c'est précisément ce qui se passa en Allemagne : c'est prendre des hommes comme Bismarck pour des idiots que d'imaginer qu'ils n'avaient pas tiré les leçons de 1789.

On peut dire que le schéma dogmatique que Marx a en tête va obérer toute son action pendant le début de la révolution : lorsqu'il modifiera son optique au bout de quelques mois, c'est-à-dire lorsqu'il se rendra à l'évidence que la bourgeoisie allemande ne *veut pas* faire son 89, il sera trop tard.

Si, en attendant, Marx pense que les travailleurs ont plus intérêt à la domination bourgeoise, c'est d'abord parce que la bourgeoisie est obligée de « faire des concessions politiques plus larges que celles de la monarchie absolue » (« La Critique moralisante »). La deuxième raison est que la domination bourgeoise crée les conditions futures de la victoire de la classe ouvrière. « La suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux », ce qui revient à dire que le prolétariat qui apparaîtrait dans une société où dominent les rapports féodaux aurait pour tâche prioritaire d'aider à la constitution des rapports bourgeois pour avoir ensuite la possibilité de les supprimer, car « le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire » (*Ibid.*). On est en plein dans la problématique dans laquelle se trouvait la social-démocratie russe en 1917, au début de la révolution : l'aile droite, la plus « orthodoxe » du point de vue marxiste, estimait qu'une révolution prolétarienne était

impossible et qu'une étape de démocratie bourgeoise était nécessaire pour mettre en place les conditions de réalisation du socialisme ; l'aile gauche estimait qu'il était possible de sauter cette étape et, pour légitimer son point de vue, opéra de considérables distorsions dans l'interprétation qu'elle faisait du marxisme.

Le point de vue de Marx et d'Engels est parfaitement exprimé dans un texte d'Engels écrit en 1848 :

> « Continuez donc de combattre vaillamment, gracieux messieurs du capital ! Pour le court moment actuel, nous avons encore besoin de vous ; il nous faut même, ici et là, votre domination. Vous devez balayer hors de notre voie les formes patriarcales (précapitalistes) ; vous devez centraliser ; vous devez transformer les classes plus ou moins possédantes en authentiques prolétaires en recrues pour nous ; vous devez, avec vos fabriques et votre réseau marchand, nous fournir la base et les moyens matériels nécessaires à l'émancipation du prolétariat. Comme rémunération, vous devez régner une brève période. Vous devez dicter vos lois ; vous pouvez donc parader dans la majesté que vous avez conquise, vous pouvez banqueter dans la salle royale et flirter avec la belle fille du roi, mais ne l'oubliez pas : le bourreau se tient déjà devant la porte [3]. »

L'ironie de l'histoire veut que ce soit Bismarck qui, en concédant « par en haut » le suffrage universel, en 1866, ait liquidé le mouvement libéral en Allemagne en désamorçant son action. En se fondant sur cet exemple, Bakounine montrera que la coexistence des rapports politiques féodaux et des rapports économiques du capitalisme est parfaitement possible.

Si la situation allemande présente un certain nombre d'analogies avec celle de la France de 1789, par la persistance de rapports de pouvoir absolutistes et de rapports de classes hérités de la féodalité, Marx comme Bakounine avaient parfaitement perçu le décalage entre les deux pays. A Paris, en 1848, c'est l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat qui est le moteur des événements, tandis qu'en Allemagne la bourgeoisie est confrontée au double problème de l'éventualité de la prise du pouvoir

---

[3] « Les Mouvements de 1847 », *Deutsche Brüsseler Zeitung* 23-1-1848.

et de l'antagonisme avec son propre prolétariat. Ce qui faisait la force de la bourgeoisie française de 1789, c'est, dira plus tard Bakounine, qu'elle avait une avance chronologique sur le prolétariat en matière de conscience de classe. Elle avait acquis une cohésion, une conscience collective de ses objectifs, la conscience de l'antagonisme qui l'opposait au prolétariat, qui faisaient défaut à ce dernier.

Grâce à cette avance, elle pouvait présenter ses propres revendications comme des revendications universelles. En 1848, cette avance a sinon disparu, du moins s'est-elle considérablement réduite. Le prolétariat devient conscient de lui-même, commence à s'organiser en Allemagne avec une ampleur que Bakounine a bien perçue, mais que Marx et Engels tenteront de minimiser parce que l'apparition prématurée de la classe ouvrière sur la scène aurait bousculé le schéma préétabli des fondateurs du socialisme dit scientifique.

On pourrait penser qu'une bourgeoisie qui a pris un tel retard historique qu'elle ne se met en mouvement contre les rapports féodaux qu'au moment où partout ailleurs l'antagonisme principal est celui qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat, cette bourgeoisie a définitivement manqué sa chance. Peut-on, dans ces conditions, dire encore avec Marx que les travailleurs savent que « leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débuter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé » ? (« La Critique moralisante »). En attendant, la classe ouvrière doit se cantonner à servir de troupes de choc contre l'absolutisme et contribuer à instaurer une constitution démocratique et le suffrage universel.

L'intérêt de l'analyse bakouninienne est de montrer l' »inconsistance révolutionnaire de la bourgeoisie allemande », selon ses propres termes, en tant qu'elle lutte contre les rapports féodaux. Dès lors que l'antagonisme principal s'était transféré, qu'il n'était plus celui qui opposait la bourgeoisie aux survivances de l'ordre féodal encore présentes en Allemagne en 1848, mais celui qui l'opposait à la classe ouvrière, la bourgeoisie n'a plus aucune raison de considérer les régimes politiques dominants alors en Allemagne comme l'ennemi principal ; elle a, au contraire, toutes les raisons de privilégier l'alliance avec le pouvoir. D'autant que la destruction des rapports féodaux se faisait *de toute façon*, en Prusse tout-au moins, à l'initiative de l'Etat lui-même.

Bakounine, sans doute plus « marxiste » que Marx, montre que l'instauration de l'union douanière et les innombrables mesures économiques prises centralement par l'Etat prussien en faveur du

développement industriel et commercial ont plus fait pour détruire les rapports féodaux que toutes les velléités révolutionnaires des libéraux allemands.

Si le mouvement communiste peut s'enorgueillir que l'année 1847 soit marquée par la publication du fameux Manifeste, le capitalisme allemand peut fêter cette même année la livraison à la Prusse du premier canon sorti des usines Krupp, donnant le départ à la grande industrie nationale allemande. L'un et l'autre allaient contribuer à assurer, vingt-trois ans plus tard, l'hégémonie du prolétariat allemand en Europe.

En 1870, Bakounine commentera les problèmes posés par l'application à l'Allemagne du modèle de la révolution politique à la française, de même que la question des phases successives d'évolution des régimes politiques. En deux pages condensées, il réfute la thèse que Marx a développée en 1848 et montre, d'abord, qu'un système féodal peut se « dissoudre » en quelque sorte de lui-même sous la poussée du développement capitaliste et, ensuite, que *la bourgeoisie n'a pas absolument besoin du pouvoir politique*.

« Ont également tort ceux qui parlent de l'Allemagne comme d'un pays féodal et ceux qui en parlent comme d'un Etat moderne : elle n'est ni féodale ni tout à fait moderne. » Elle n'est plus féodale parce que la noblesse a perdu depuis longtemps toute puissance séparée de l'Etat. Mais, ajoute-t-il, si un Etat moderne signifie un Etat gouverné par les bourgeois, l'Allemagne n'est pas moderne.

> « Sous le rapport du gouvernement, elle en est encore au XVIIIe et au XVIIe siècles. Elle n'est moderne qu'au point de vue économique ; sous ce rapport en Allemagne comme partout, ce qui domine, c'est le capital bourgeois. »

Quant à la noblesse, elle « ne représente plus de système économique distinct de celui de la bourgeoisie ». Les quelques survivances féodales qui subsistent « ne peuvent manquer de disparaître bientôt devant la toute-puissance envahissante du capital bourgeois ». Contre cela, Bismarck, Moltke et l'empereur ne peuvent rien : « La politique qu'ils feront sera nécessairement favorable au développement des intérêts bourgeois et de l'économie moderne. Seulement, cette politique sera faite non par les bourgeois, mais presque exclusivement par les

nobles [4]. » Le cas de figure d'une classe réalisant les objectifs historiques d'une autre est parfaitement banal dans la théorie marxiste. Il est surprenant que les fondateurs du « matérialisme historique » ne l'ait pas appliqué à la situation allemande.

Bakounine fait donc la description d'un régime qui a fait sa transition du féodalisme au capitalisme sans passer par le modèle que Marx avait en tête en 1847-1848, mais par la dissolution des anciennes formes devant la poussée irrésistible du développement capitaliste. Il montre également que le contrôle de l'appareil d'Etat par la bourgeoisie est au fond accessoire, ce qui contredit le schéma établi du marxisme. Dans une conférence aux Internationaux de Sonvilliers, Bakounine avait encore déclaré :

> « L'Allemagne depuis 1830 nous a présenté et continue de nous présenter le tableau étrange d'un pays où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie, mais à la monarchie absolue sous un masque de constitutionnalisme, militairement et bureaucratiquement organisée et servie exclusivement par les nobles. »

Or à la même époque, Engels fait le même constat : dans la préface de 1870 de *La Guerre des paysans en Allemagne*, il écrit que depuis 1848 en Allemagne le capitalisme s'est développé de façon fantastique. « Comment est-il donc possible que cette bourgeoisie n'ait pas aussi conquis le pouvoir politique et qu'elle se conduise d'une façon aussi lâche vis-à-vis du gouvernement ? » Etonné que les faits puissent ne pas concorder avec la théorie, Engels conclut que la bourgeoisie, au cours de son développement, arrive à un moment à partir duquel « tout accroissement ultérieur de ses moyens de domination, à savoir en premier lieu ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à l'exercice du pouvoir politique ». On conçoit qu'épisodiquement, « par exception », comme dit Engels, la bourgeoisie puisse abdiquer momentanément son pouvoir. Mais, curieusement, ce phénomène n'est pas une exception, il est une constante : en effet, en Angleterre, nous dit-il, la bourgeoisie n'a pu faire entrer son représentant au gouvernement (Bright) que de justesse ; en France, dit-il encore, la

[4] Bakounine, *L'empire knouto-germanique*, *Œuvres*, Champ libre, VIII, 154-155.

bourgeoisie comme telle « n'a tenu le pouvoir dans ses mains que deux années sous la République »...

L'exclusion de la bourgeoisie de l'exercice de son propre pouvoir n'est donc pas un phénomène circonstanciel, puisque quatre-vingts ans se sont passés depuis la Grande révolution. Cette simple constatation suffit à démentir la thèse mécaniste de la corrélation systématique entre le développement des forces productives et les formes politiques de domination. Elle dément également la validité du modèle marxiste de passage du « féodalisme » au capitalisme. L'Allemagne constitue l'exemple d'un ancien régime faisant échec à une révolution démocratique, tout en développant considérablement le capitalisme industriel, ce qui dément le fondement même de la théorie de Marx, selon laquelle des formes politiques obsolètes doivent éclater pour permettre le développement des forces productives.

Si les faits sont têtus et imposent aux hommes des contraintes dont il leur est difficile de se dégager, les hommes sont aussi capables de tirer des enseignements des faits pour contourner les obstacles. L'histoire ne se réduit pas à des schémas répétitifs, et ceux de Marx sont historiquement faux : en Angleterre l'industrie capitaliste ne devint la forme dominante qu'un siècle après la révolution politique bourgeoise, et en France quarante après. C'est donc la révolution politique, en contribuant à faire éclater les cadres du système ancien, qui mit en place les conditions de l'expansion du capitalisme. C'est particulièrement vrai pour la France avec Napoléon III qui est littéralement l'artisan du développement de l'industrie [5].

Un texte complexe

Le *Manifeste communiste* est un texte beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît à la première lecture, car il contient de nombreuses références non dites. C'était une habitude de la gauche hégélienne de rédiger des textes ayant un sens exotérique, pour le tout venant, et un sens ésotérique pour les initiés. Marx dira beaucoup plus tard que « les programmes de parti doivent absolument éviter toute dépendance directe de tels ou tels auteurs ou livres. […] ce n'est pas non plus le lieu de développements

[5] En France sous la Restauration, c'est-à-dire bien après la parution du code civil, les conditions de travail restent les mêmes qu'au XVIIIe siècle. Les douanes intérieures, les règlements corporatifs et la vieille fiscalité sont supprimés en 1789 au nom du développement de rapports commerciaux fondés sur les *anciennes* forces productives.

scientifiques nouveaux » [6]. Pourtant, ce document très court est truffé de références à des « auteurs ou livres » et à des « développements scientifiques » qu'il faut décrypter. Sur la théorie de l'histoire, le texte doit beaucoup à *l'Idéologie allemande*, mais aussi à *Misère de la philosophie*, que Marx est en train d'achever. Mais, on le verra, il doit beaucoup à Saint-Simon, à Robert Owen, à Charles Fourier, à Victor Considérant, et bien d'autres.

Les thèses du *Manifeste communiste* ne doivent pas être considérées comme la théorie achevée de Marx mais comme le point d'achèvement de la période philosophique de sa pensée de jeunesse. Le texte est extrêmement déficient sur la théorie des classes et sur la nature de l'Etat. En outre, Marx n'a pas encore abordé le point central de sa pensée, la théorie de la plus-value, ni élaboré le concept de « force de travail ».

Il faut garder à l'esprit que le Marx de 1847, c'est encore celui de *l'Idéologie allemande* et de *Misère de la philosophie* et qu'il vient de recevoir de Stirner et de Proudhon deux coups de pied au cul philosophiques qui auront une grande influence sur son évolution ultérieure. Nous de développerons pas cette question, mais mentionnons simplement deux faits :

♦ L'Unique et sa propriété, aujourd'hui pratiquement pas lu, fut à l'époque de sa parution un coup de tonnerre qui ébranla Marx. Ce dernier en effet se trouvait à ce moment-là sous l'influence de l'humanisme Feuerbach et aurait sans doute développé, sans la critique stirnérienne, une sorte de socialisme « gnan-gnan ». Ainsi peut-on lire dans les *Manuscrits de 1844* que « le communisme n'est pas en tant que tel le but du développement humain », signifiant par là que le but, c'est l'Homme (autrement dit pas le prolétaire).

Stirner reproche à Feuerbach de ne pas avoir détruit le sacré, mais seulement sa « demeure céleste », et de l'avoir « contraint de Nous rejoindre avec armes et bagages » [7]. Non seulement, pense Stirner, la philosophie n'a retiré de la religion que son enveloppe sacrée, elle ne peut se développer jusqu'au bout et s'accomplir qu'en tant que théologie : Feuerbach a édifié son système sur « une base totalement théologique », dit Stirner, qui affirme que l'homme générique de Feuerbach est une forme nouvelle du divin et qu'il reproduit la morale

[6] Marx à Henry Mayers Hyndman, 2 juillet 1881.
[7] *L'Unique et sa propriété* , Œuvres, Stock, p. 106.

chrétienne. C'est là un coup sévère porté aux positions que Marx développait à l'époque. Marx réagira vigoureusement et abandonnera ses positions humanistes.

♦ Quant à Proudhon, son *Système des contradictions économiques* avait abordé l'analyse des mécanismes du système capitaliste avec la méthode inductive-déductive au moment même où Marx, dans *l'Idéologie allemande*, pensait avoir découvert une conception « matérialiste » du monde, une méthode grâce à laquelle il allait pouvoir se livrer à ce même travail,. Marx fait dans *Misère de la philosophie* à une critique féroce du livre de Proudhon mais restera pendant quinze ans paralysé parce qu'avec « sa » méthode, il ne parvient à rien. Sa correspondance montre clairement son désarroi. Il ne sortira de l'impasse qu'en reprenant la méthode employée par Proudhon – évidemment sans jamais reconnaître que celui-ci avait eu raison…

L'unique et sa propriété, le Système des contradictions économiques, Misère de la philosophie, l'Idéologie allemande sont des ouvrages presque contemporains du *Manifeste communiste*. Rappelons que Marx achevait la rédaction de *Misère de la Philosophie* au moment où commençait celle du *Manifeste*. Certaines phrases du premier ouvrage auraient pu figurer dans le second, telles que celle-ci : « L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une révolution totale. »

Il nous a semblé utile de faire ces précisions d'abord pour montrer que la fréquentation de Marx avec la pensée d'auteurs « anarchistes » a été plutôt positive ; et pour souligner que le *Manifeste communiste* ne saurait en aucun cas être considéré comme l'expression de la pensée aboutie de Marx, qu'il n'est en quelque sorte que du « proto-marxisme ».

II. – Le contexte politique

La clé de l'analyse marxienne de la politique internationale est la Russie. Marx et Engels pensent que l'empire des tsars est le centre de la réaction en Europe et qu'il est responsable de toutes les initiatives contre la démocratie. C'est elle, selon lui, qui tient entre ses mains le sort de l'Allemagne et qui s'oppose en particulier à l'unification du pays. C'est là un débat qui sera au cœur de l'opposition entre Marx et Bakounine, et

dont les premières manifestations apparaîtront pendant la révolution de 1848. Il continuera à opposer les deux hommes au sein de l'AIT.

Dans le préambule du *Manifeste*, Marx évoque les « puissances de la vieille Europe » qui se sont unies pour traquer le « spectre du communisme ». C'est une allusion au régime qui fut mis en place à la suite du congrès de Vienne en 1815, après la chute de Napoléon. Tout ce que l'Europe comptait de despotes s'était uni pour réprimer la moindre manifestation de démocratie. Une chape de plomb s'était abattue sur le continent. Lors de la rédaction du *Manifeste communiste*, ce régime était encore en place, et était représenté par « le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne ».

Pie IX, qui fut aussi la bête noire de Bakounine, avait été élu pape en 1846. Passant au début pour un libéral, il tenta d'imposer à travers l'Eglise une politique férocement réactionnaire. Le tsar Nicolas Ier passait pour le gendarme de l'Europe. Toute la politique défendue par Marx et Engels en 1848-1849 dans leurs articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* tendra à désigner la Russie comme le principal adversaire de la démocratie et à appeler à la guerre contre elle.

Bakounine montrera plus tard que la capacité de nuisance de l'empire russe était alors sur le déclin et que la menace, largement fictive, de l'intervention russe en Europe occidentale servait surtout d'alibi à la bourgeoisie allemande pour ne pas agir. Thèse qu'Engels confirmera, mais beaucoup plus tard, dans la préface à l'édition russe du *Manifeste*, en 1882 (dont la première édition avait été traduite vers 1860 par Bakounine). Engels dit alors : « Au moment de la révolution de 1848-1849, les monarques d'Europe, tout comme la bourgeoisie d'Europe, voyaient dans l'intervention russe le seul moyen de les sauver du prolétariat qui commençait tout juste à prendre conscience de sa force. »

Le vrai gendarme de l'Europe en 1848 était Metternich, chancelier de l'empire autrichien, qui s'était rapproché de Guizot, ministre français, historien reconnu et idéologue de la bourgeoisie industrielle et financière. Guizot expulsa Marx et Bakounine de Paris. Quant à la police allemande, elle traquait les communistes en Allemagne mais n'hésitait pas à faire des incursions en France, en Belgique et en Suisse.

Le *Manifeste* est un document destiné à exposer « à la face du monde entier » les conceptions des communistes et leurs buts. Au « spectre du communisme », il s'agit d'opposer le « manifeste du parti lui-même ».

A la veille de la publication du *Manifeste*, plusieurs événements avaient marqué l'actualité :

L'insurrection de Cracovie

La Pologne avait été dépecée par trois complices, les souverains russe, autrichien et Prussien. Marx et Engels tenteront de minimiser le rôle de la Prusse dans le partage de la Pologne, allant presque jusqu'à dire qu'elle y fut obligée par la Russie. Encore un motif de désaccord avec Bakounine, qui ne niait pas le rôle déterminant de la Russie dans ce partage, mais affirmait que la Prusse n'avait pas donné sa part aux chiens [8].

Le 21 février 1846 éclate à Cracovie une insurrection. Cette ville était une enclave jusqu'alors restée autonome parce qu'aucune des trois puissances qui occupaient la Pologne ne parvenait à s'entendre sur son sort.

L'insurrection mit en place un gouvernement national sous la présidence de Jean Tyssovski, rejoint par Jean Dembowski. Ce dernier sera tué pendant l'insurrection. La République de Cracovie appela à l'insurrection dans toute la Pologne, annonça une réforme agraire et conféra les droits civiques aux juifs. Mais en même temps elle incita les puissances occupantes à régler le statut de la ville qui fut remise aux

---

[8] « Donc il ne faut pas s'étonner que la Russie impériale, à partir de 1815, soit intervenue dans les affaires de l'Allemagne et que son intervention a porté le caractère de la plus féroce réaction ; pas plus féroce pourtant que celle de l'Autriche et celle de la Prusse. Il est également clair que l'intervention russe ne put rester sans effet et que cet effet dut être nécessairement détestable. Mais l'intervention russe fut-elle isolée et fut-elle la cause principale du triomphe de la réaction en Allemagne et en Europe ? Voila la véritable question. Si le Cabinet de St Petersbourg s'était abstenu de toute immixtion dans les affaires de l'Europe, la politique tant intérieure qu'extérieure de Vienne, de Berlin, de Paris, de Turin, de Rome, de Naples et de Madrid en serait-elle devenue plus libérale, plus humaine, qu'elle ne le fut de 1815 à 1830 ? Les deux classes féodales restaurées dans toute l'Europe, le clergé et la noblesse, se seraient-elles montrées moins passionnément rétrogrades, et les souverains d'Autriche et de Prusse, le Pape et les Bourbons de France, d'Espagne et de Naples, aussi bien que la maison de Savoie, se seraient-ils montrés moins despotes ? Leur despotisme était-il bien à eux, ou bien n'était-il que le produit d'une inspiration russe ?

« Il me semble qu'il suffit de poser ces questions pour qu'elles soient résolues dans un sens qui doit délivrer la Russie du trop grand honneur qu'on a fait à l'efficacité de son influence et d'une grande partie de la responsabilité qu'on a voulu faire peser sur elle. » (*L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution Sociale*. Fragments et variantes. Fragment G.)

Autrichiens. On trouve un écho de cet événement dans le *Manifeste* : « En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui voit, dans une révolution agraire, la condition de l'affranchissement national, c'est-à-dire le parti [9] qui fit, en 1846, l'insurrection de Cracovie. »

En 1843 un comité central clandestin avait été mis sur pied à Posen, qui entendait agir dans les trois zones occupées. La personnalité de l'homme qui fut désigné pour diriger le mouvement, Mieroslawski, est révélatrice du degré de dilettantisme des révolutionnaires polonais : brillant, théâtral, léger, il envoya ses hommes au casse-pipe contre la Russie, la Prusse et l'Autriche avec peu d'armes, peu d'hommes, peu d'argent et des préparatifs à peine ébauchés [10]. Le soulèvement de Cracovie était prévu pour le 22 février 1846. La police prussienne, prévenue, arrête Mieroslawski et ses lieutenants, puis arrête sept cents suspects. En Pologne russe, la surveillance de la police était trop stricte, aussi rien ne se passa. Ce n'est que du côté autrichien que des troubles éclatèrent. Les révoltés établirent une sorte de dictature à la fois vaguement socialiste et nationaliste à Cracovie, et mirent en fuite une colonne autrichienne.

Le gouvernement autrichien réagit. Les paysans ruthènes furent excités contre leurs seigneurs polonais. Les serfs ruthènes, peu touchés par les arguments que leur avaient développés des citadins, voire des nobles polonais, furent en revanche fort sensibles aux appels contre leurs maîtres, surtout lorsque ces appels furent assortis d'une prime de dix florins pour tout propriétaire séditieux livré mort ou vif : 162 seigneurs furent ainsi assassinés avec un raffinement et une cruauté qui devaient donner la mesure des comptes à régler, et qui marquèrent définitivement un jeune témoin : Sacher Masoch.

Après l'annexion de Cracovie par l'Autriche, l'empereur rédigea un manifeste à ses « fidèles Galiciens », remercia les paysans et, en dehors de quelques vagues dispositions qui ne furent jamais appliquées, n'accorda à ses fidèles sujets aucune amélioration de leur sort. Ces événements prirent cependant une tournure inattendue. Dans un document peu connu qu'il écrivit plus tard de la forteresse de Königstein où il était emprisonné, Bakounine explique que l'affaire se retourna en

---

[9] A cette époque encore, le mot « parti » sous la plume de Marx ne doit pas être compris dans son acception moderne mais dans le sens de « ceux qui prennent parti pour une cause ».

[10] Bakounine eut affaire à lui à partir d'août 1862. Le deux hommes ne s'entendirent pas du tout.

réalité en faveur de la Russie, qui « accorda dans le royaume de Pologne toute sa protection aux nobles qui avaient alors fui la Galicie » :

> « ...la Russie fit face à l'Autriche en 1846 en tant que protectrice des biens et des droits de cette fraction des propriétaires terriens qui restaient étrangers à la politique, et essaya de se concilier l'égoïsme de la noblesse galicienne [11]. »

A propos de ce mouvement populaire, Bakounine dira plus tard que c'est le prince Metternich qui, avec l'aide des Jésuites, avait « ameuté les paysans polonais de la Galicie contre les seigneurs et patriotes polonais » [12].

Bakounine était extrêmement réservé à l'égard de l'émigration polonaise : s'il soutenait leur combat pour l'indépendance, il désapprouvait totalement leur prétention à rétablir la Pologne dans les frontières antérieures à son démantèlement, lorsque elle-même dominait des populations non polonaises.

L'élection de Pie IX

Le cardinal Mastai-Ferretti fut élu pape en 1846 et prit le nom de Pie IX. La période était alors très trouble et de nombreux cardinaux étrangers ne participèrent pas au conclave : l'élection devint presque une affaire italo-italienne car la crise politique entre la France et la Prusse contraignit les cardinaux français et allemands à regagner leur pays.

Cette élection fut très controversée : plusieurs candidats étaient en lice et Mastai-Ferreti, qui passait pour un libéral, était le moins probable et le moins souhaité. Tout le monde pensait que le cardinal conservateur Lambruschini serait élu. Le vote se trouvait bloqué par un jeu complexe d'alliances qui opposaient les conservateurs et les libéraux. Le cardinal Mastai-Ferreti ne fut élu que parce que les libéraux et les modérés s'entendirent sur sa candidature, mais celle-ci ne correspondait pas à l'ambiance générale du monde catholique de l'époque. L'empereur Ferdinand Ier d'Autriche tenta même d'empêcher son élection.

Le nouveau pape passait donc pour un libéral : il annonça une amnistie pour les prisonniers politiques. Cependant son libéralisme était

---

[11] « Ma défense », janvier-mars 1850.

[12] « La Russie – la question révolutionnaire dans les pays russes et en Pologne », 1868.

tout relatif : dans une encyclique de novembre 1848 il dénonça les sociétés secrètes, les associations bibliques, la fausse philosophie, le communisme et la presse.

Pie IX assouplit les lois qui exigeaient que les Juifs vivent dans des quartiers spécifiques, annula les lois qui leur interdisaient de pratiquer certains métiers et qui les obligeaient d'écouter quatre fois par an des sermons visant à leur conversion. Le catholicisme et le judaïsme étaient les seules religions autorisées par la loi, le protestantisme étant autorisé aux étrangers de passage mais interdit aux Italiens. Néanmoins, le témoignage d'un juif contre un chrétien restait interdit ; un impôt levé sur les seuls juifs servait à financer des écoles pour les convertis au catholicisme et les juifs continuaient à subir des discriminations dans d'autres domaines.

Au début de 1848, des troubles forcèrent le pape à accorder une constitution et un ministère laïc, bien qu'il résistât fermement aux pressions qui l'enjoignaient à déclarer la guerre à l'Autriche [13]. Les émeutes se multiplièrent, le Premier ministre fut assassiné et le pape, sous un déguisement, dut fuir à Gaète (24 novembre 1848), laissant Rome aux mains de la foule et des révolutionnaires, qui déclarèrent la république en février 1849. Le pape demanda alors de l'aide et les troupes françaises écrasèrent la République en juin – Louis Napoléon Bonaparte venait de se faire élire président de la seconde République. Pie IX ne rentra à Rome qu'en avril 1850. Devant faire face aux nationalistes et aux révolutionnaires au sein même de ses Etats, et à Victor Emmanuel à l'extérieur, le pape s'appuyait sur les forces françaises et autrichiennes qui garantissaient l'intégrité de ses territoires.

Le règne de Pie IX se situait à une époque de régression importante du catholicisme. Une forte déchristianisation frappait la France. Le pape y fit face en raidissant ses positions. En 1854, il déclara le dogme de l'Immaculée conception de la Vierge sans réunir un concile sur cette décision dogmatique. En 1864 il publia une encyclique, *Quanta cura*, qui condamnait la plupart des idées du temps. Cette encyclique était accompagnée d'un *Syllabus errorum :* il s'agit d'un catalogue énumérant les « principales erreurs de notre temps signalées dans les allocutions consistoriales, encycliques et autres lettres apostoliques ». Ces erreurs sont au nombre de 80 et constituent l'essentiel des « anathèmes » papaux que Bakounine relève, en 1865, dans ses « Fragments maçonniques ».

[13] Les nationalistes italiens voulaient une guerre contre l'Autriche pour récupérer les territoires qu'elle occupait.

En 1869, le pape convoqua le premier concile du Vatican, dont l'œuvre principale fut l'énonciation du dogme de l'infaillibilité pontificale, au sujet de laquelle Mgr Dupanloup déclara que c'était « la plus grande insolence qui se soit jusqu'ici perpétrée au nom de Jésus-Christ ».

Les Romains ne partageaient pas l'amour que, paraît-il, Pie IX – qui se dit « Pio Nono » en italien – suscitait auprès du reste du monde catholique. Ils l'appelaient « Pio No, No », c'est-à-dire « Pie Non, Non ». A sa mort, en 1878, la foule romaine tenta de se saisir de sa dépouille pour la jeter dans le Tibre.

La guerre du Sonderbund

Un autre événement eut lieu au moment de la publication du *Manifeste* : la guerre du Sonderbund en Suisse, du 3 au 29 novembre 1847.

La réaction triomphante en Europe mise en place par le congrès de Vienne en 1815 n'avait pas épargné la Suisse, où les conservateurs dominaient. Le « spectre du communisme » hantait également la bourgeoisie suisse, d'autant qu'en 1845 une crise économique, de mauvaises récoltes, la maladie de la pomme de terre entraînèrent une sévère disette. On défile dans les rues au cri de « Mort aux riches ! » Radicaux et conservateurs s'affrontent, avec tout de même un vent favorable pour les premiers. On craint la contagion au reste de l'Europe.

Mais la Restauration ramène en Suisse les jésuites, qui ouvrent des collèges dans les cantons catholiques. En 1842, les conservateurs gagnent les élections à Lucerne et révisent la constitution dans un sens clérical. Des tensions politiques et religieuses opposent sept cantons conservateurs et catholiques au reste de la confédération.

En France, Louis-Philippe avait rompu l'alliance avec l'Angleterre qui avait jusque-là favorisé le développement de régimes libéraux en Europe. C'est en partie grâce au soutien de l'Angleterre que la Belgique put faire sa révolution de 1830 – profitant opportunément, il est vrai, de la diversion que constituait l'insurrection polonaise. Le courant démocratique issu des révolutions de 1830 en France et en Belgique avait permis aux libéraux suisses de déborder les conservateurs : douze des vingt-deux cantons avaient démocratisé leurs institutions : les « radicaux » défendaient une politique démocratique, anticatholique et préconisaient la centralisation politique au détriment de l'autonomie historique des cantons.

En 1844, le canton de Lucerne confie l'enseignement secondaire du canton aux Jésuites. La mesure n'est pas contraire à la Constitution en vigueur mais suscite la consternation dans plusieurs régions du pays. Le nouveau mouvement « radical » y voit une mainmise de Rome et tente par la force, sans succès, de renverser le gouvernement de Lucerne. Sept cantons catholiques et conservateurs décident de constituer une coalition secrète, qui ne le resta pas longtemps, nommée le Sonderbund (« ligue séparée ») afin de défendre ses membres contre des corps-francs proches du parti radical-démocratique au pouvoir.

Les jésuites, c'est-à-dire Rome, se mirent de la partie. En 1846 fut révélée la tutelle qu'exerçait le nonce du Vatican sur le Sonderbund. Le Piémont-Sardaigne, la France, l'Autriche, mais aussi la Prusse soutenaient les patriciens de la coalition.

Les sécessionnistes commettent l'erreur de demander le soutien de plusieurs gouvernements étrangers. Aussi le 13 octobre 1847, la Diète fédérale vote une motion approuvée par une majorité de 12 cantons déclarant le Sonderbund en violation du Pacte fédéral : les cantons concernés refusent la dissolution de leur alliance. Une courte et curieuse guerre s'ensuivra, dont la bataille la plus meurtrière fit 37 morts et lors de laquelle le général vainqueur se vit décerner le titre de « bourgeois d'honneur » par une des villes vaincues…

Ce n'était pourtant pas une guerre des boutons car elle eut des répercussions internationales importantes. En effet, dans ce qui était encore (pour peu de temps) l'Europe du congrès de Vienne, la victoire fédérale était perçue comme une victoire de la démocratie contre le conservatisme politique et religieux. Les régimes réactionnaires au pouvoir en France, en Autriche, en Prusse, s'inquiétèrent et mirent la Suisse en garde contre tout changement unilatéral de leur constitution. « L'affaire du Sonderbund suisse », écrit Bakounine, « servit à Louis Philippe et au ministère Guizot de prétexte pour se réconcilier tout à fait avec la Sainte-Alliance de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, et pour entreprendre conjointement avec elle une intervention franchement réactionnaire en Europe [14]. »

L'éclatement des révolutions de 1848-1849 mit fin à l'intérêt que les dirigeants politiques conservateurs de l'Europe portaient à la Suisse.

---

[14] *L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution Sociale*. Fragments et variantes. Fragment G.

III. – Les précurseurs

Le *Manifeste* n'est pas tombé tout cuit du ciel, il s'inspire de textes socialistes de son époque, notamment du *Manifeste des égaux* de Sylvain Maréchal, du *Manifeste des justes* de Weitling, du *Manifeste de la démocratie au XIX*^{e} *siècle* de Victor Considérant, etc. Il n'y a rien d'extraordinaire dans le fait que Marx se soit inspiré de documents déjà existants ; bref, il n'y a pas de quoi fouetter un chat.

Saint-Simon avait remis en cause la propriété privée, l'héritage, les revenus sans travail. Pour les saint-simoniens, le prolétaire était l'héritier de l'esclave et du serf . Fourier veut créer un milieu nouveau, le phalanstère, sorte de coopérative dans laquelle pourra s'épanouir l'homme libre. Son disciple, Victor Considérant, critique les crises de surproduction, la libre concurrence qui crée des foules de prolétaires faméliques. La liberté politique et la souveraineté du peuple ne sont que des façades qui n'empêchent pas le peuple de mourir de faim. Owen, un grand patron anglais, s'en prend aux deux piliers du capitalisme : le profit et la libre concurrence qui sont contraires, selon lui, à l'ordre naturel. Il faut instaurer un système de production en commun, coopératif, conforme à l'ordre naturel et fondé sur l'association des producteurs. Tous nient la capacité de l'action politique à transformer le sort des prolétaires et préconisent la mise en œuvre d'expériences concrètes.

Louis Blanc publie *L'Organisation du travail* en 1839 et s'en prend lui aussi à la concurrence et la liberté politique abstraite. Il préconise l'atelier social groupant les ouvriers d'un même métier, mais il innove en faisant appel à l'Etat pour financer ce projet – ce qui fera dire à Bakounine que Marx est un de ses disciples. L'Etat doit réglementer la production, il est le banquier et fournit les outils de production. Le développement de l'atelier social, concurrençant l'industrie privée, fera capituler cette dernière.

Dans son *Premier mémoire sur la propriété*, Proudhon s'en prend à la propriété d'une manière quelque peu provocatrice par son exclamation : « La propriété c'est le vol », mais sa pensée sur la question est complexe et il fera une distinction entre propriété et possession.

La description que fait Proudhon, en 1846, de la misère du peuple dans le *Système des contradictions économiques*, n'est pas une formule de style :

> « Ce sont des scènes auxquelles l'imagination refuse de croire, malgré les certificats et les procès-verbaux. Des époux tout nus, cachés au fond d'une alcôve dégarnie, avec leurs enfants nus ; des populations entières qui ne vont plus le dimanche à l'église, parce qu'elles sont nues ; des cadavres gardés huit jours sans sépulture, parce qu'il ne reste du défunt ni linceul pour l'ensevelir, ni de quoi payer la bière et le croque-mort – et l'évêque jouit de 4 à 500 000 livres de rente – ; des familles entassées sur des égouts, vivant de chambrée avec les porcs, et saisies toutes vives par la pourriture, ou habitant dans des trous, comme les albinos ; des octogénaires couchés nus sur des planches nues ; et la vierge et la prostituée expirant dans la même nudité : partout le désespoir, la consomption, la faim, la faim ! ... et ce peuple, qui expie les crimes de ses maîtres, ne se révolte pas ! Non, par les flammes de Némésis ! Quand le peuple n'a plus de vengeances, il n'y a plus de providence. Les exterminations en masse du monopole n'ont pas encore trouvé de poëtes. Nos rimeurs, étrangers aux affaires de ce monde, sans entrailles pour le prolétaire, continuent de soupirer à la lune leurs mélancoliques voluptés. »

Ce passage de Proudhon, extrait d'un ouvrage écrit peu avant la rédaction du *Manifeste communiste*, parle de la condition des pauvres, des prolétaires de l'époque, les mêmes que ceux qui sont concernés dans le *Manifeste*. Sans doute même Proudhon décrit-il leur condition mieux que Marx. Mais là aussi se trouve peut-être la limite de Proudhon. Si le *Manifeste* n'avait été qu'un ouvrage prophétique, ou s'il n'avait été qu'une critique objective, il n'aurait sans doute pas exercé une telle attirance sur des millions d'hommes et de femmes. Ce qui fait sans doute le succès du texte, c'est à la fois la passion, l'indignation, parfois même l'humour qui s'en dégagent, et la froide analyse.

Mais il faut dire cependant que l'analyse n'est pas à la hauteur de l'indignation et de la passion.

Le mouvement chartiste

Dans les années qui ont précédé la publication du *Manifeste*

communiste Marx et Engels ont observé de près le mouvement ouvrier anglais car c'est en Angleterre que se trouvait le centre de gravité du capitalisme mondial, et ce qu'y faisait le prolétariat ne pouvait qu'être d'un grand intérêt. Les deux hommes étaient en relation avec les dirigeants de l'aile gauche du mouvement chartipste [15].

L'expérience chartiste fournit à Marx et Engels un sujet de réflexion permanent. Elle est la première manifestation qu'ils observent d'un mouvement ouvrier qui commence à s'organiser. Dans *Misère de la philosophie*, Marx écrit en 1845 :

> « En Angleterre, on ne s'en est pas tenu à des coalitions partielles, qui n'avaient pas d'autre but qu'une grève passagère, et qui disparaissaient avec elle. On a formé des coalitions permanentes, des trade-unions qui servent de rempart aux ouvriers dans leurs luttes avec les entrepreneurs. Et à l'heure qu'il est, toutes ces trade-unions locales trouvent un point d'union dans la National Association of United Trades, dont le comité central est à Londres, et qui compte déjà 80 000 membres. La formation de ces grèves, coalitions, trade-unions marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers qui constituent maintenant un grand parti politique sous le nom de Chartistes. »

La proximité de ce mouvement avec le communisme est appréciée de différentes manières selon l'époque. Ainsi, Engels écrit en 1847 dans ses « Principes du communisme » : « En Angleterre, par exemple, le mouvement chartiste, composé d'ouvriers, est beaucoup plus près des communistes que les petits-bourgeois démocrates ou les soi-disant radicaux. » Mais en 1890, son point de vue a radicalement changé alors même qu'il parle de leur activité pendant cette année 1847 : « A cause du caractère spécifiquement anglais de leur mouvement, les chartistes anglais furent laissés de côté comme non-révolutionnaires. »

Le mouvement chartiste sera qualifié en 1878 par Engels de « premier parti ouvrier des temps modernes » :

---

[15] « Nous étions en relation avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par l'intermédiaire de Julian Harnay, rédacteur de l'organe central du mouvement, *The Northern Star*, dont j'étais un des collaborateurs. » (Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes », 1890.)

> « La révolution industrielle avait donné naissance a une classe de grands capitalistes industriels mais aussi à une classe d'ouvriers d'industrie – bien plus nombreuse encore. Cette classe grandit en nombre au fur et à mesure que la révolution industrielle mettait la main sur de nouvelles tranches d'industries, et sa puissance grandit en proportion. Cette puissance, elle la fit sentir, dès 1824, en obligeant un Parlement récalcitrant à abroger les lois interdisant les coalitions ouvrières. Pendant l'agitation pour le *Reform Act*, les ouvriers constituèrent l'aile radicale du parti de la réforme : la loi de 1832 les ayant exclus du droit de vote, ils formulèrent leurs revendications dans la Charte du peuple et s'organisèrent, en opposition au grand parti bourgeois réclamant l'abrogation des lois sur les céréales, en un parti indépendant, le Parti chartiste, le premier parti ouvrier des temps modernes. » (*Socialisme utopique et socialisme scientifique*.)

Une crise économique frappait la Grande-Bretagne en 1830. Les manufactures fermaient, le chômage s'accroissait rapidement et les salaires baissaient. Des mouvements de révolte éclatèrent en automne. Dans le Nord, des trade unions apparaissaient comme des champignons. La révolution de juillet à Paris et celle d'août en Belgique accrut la tension. Des rumeurs circulaient : les ouvriers s'armaient et s'entraînaient.

La bourgeoisie commerçante et industrielle, qui était en contact avec le prolétariat, se rendait compte que la simple répression ne suffisait pas. Les classes moyennes revendiquaient également : elles demandaient des réformes et utiliseront le mécontentement ouvrier pour tenter d'assurer leur propre suprématie politique.

Un vaste mouvement apparaît en faveur d'une réforme du système électoral, contrôlé par des agitateurs issus des classes moyennes qui présentaient la réforme comme seule alternative à une révolution imminente. De nombreux travailleurs adhéraient à ce mouvement et constituaient une masse de manœuvre suffisamment importante pour effrayer la grande bourgeoisie. L'agitation pour la réforme électorale (*Reform Bill*) souleva l'enthousiasme de la classe ouvrière, mais ne lui apporta rien de concret. Les dirigeants du mouvement avaient affirmé que lorsque le vieux système serait supprimé, leurs conditions de vie seraient immédiatement améliorées ; cela explique aussi bien leur

enthousiasme pour soutenir le mouvement que leur désaffection totale après, lorsqu'ils s'aperçurent que les promesses n'étaient pas tenues.

Chaque comté, chaque ville envoyaient deux députés à la Chambre. Or la répartition de la population avait grandement changé ; des bourgs dont la population avait quasiment disparu continuaient à envoyer deux représentants tandis que l'exode rural avait accru considérablement la population dans des cités manufacturières, créant un énorme déséquilibre. Des circonscriptions fantômes (appelées « bourgs pourris ») se trouvaient entre les mains d'une petite minorité de notables qui vendaient leurs mandats [16].

Le cabinet whig prépara une réforme électorale qui souleva les passions dans tout le pays. Le texte fut finalement voté aux Communes, mais la chambre des Lords opposa un veto catégorique, ce qui suscita dans tout le pays une indignation générale. Des manifestations monstres eurent lieu dans les villes industrielles. Des émeutes éclatèrent. On était à deux doigts de la guerre civile. Ce n'est qu'à la troisième présentation que la loi fut acceptée, les Lords ayant estimé plus prudent de s'abstenir. Le Reform Bill devint une loi le 7 juin 1832. « Les Anglais avaient, à leur manière, pris la Bastille », commente Jean Allary [17]. La pratique des « bourgs pourris » avait permis à l'aristocratie rurale d'avoir des représentants à la Chambre des communes et lui permettait sinon de la contrôler, du moins de freiner les tendances trop marquées vers des réformes. « L'abolition des bourgs pourris ôta aux Lords beaucoup de leur pouvoir de contrôle sur la composition de la Chambre basse. Pour la même raison la couronne perdit le dernier de ses moyens d'intervention sur la politique parlementaire [18]. »

Cinquante-six bourgs perdirent leurs deux représentants ; trente en perdirent un. Quarante-deux villes qui n'avaient pas de députés pouvaient désormais en élire et 65 sièges supplémentaires étaient attribués aux comtés les plus peuplés. Le droit de vote était uniformisé et attribué à quiconque payait un loyer annuel de 10 livres. Pour les conservateurs, c'était une véritable révolution qui devait ouvrir les portes du pouvoir à la plèbe. Il reste cependant que seul un Anglais sur vingt-trois accédait au droit de vote. En 1834 une nouvelle réforme étendait le droit de vote à tous les contribuables.

---

[16] Cinquante propriétaires détenaient la représentation de toute l'Irlande.
[17] *Nouvelle histoire d'Angleterre*, Hachette, 1948.
[18] A.L. Morton, *A people's History of England*,Lawrence & Wishart, p. 393.

Le maître d'œuvre de cette réforme était le Premier ministre Lord Grey.

L'une des conséquences de la réforme électorale, sans doute la plus importante mais imprévue, fut que le prolétariat, qui s'était battu pour elle, s'aperçut qu'il n'y avait rien gagné. Le vote de la loi sur les pauvres (Poor Law Act) de 1834 les confirma dans l'idée qu'il n'y avait rien à attendre du politique et les incita à se consacrer à une forme de trade-unionisme révolutionnaire.

Cette réforme avait été mise en œuvre par Robert Peel et allait profondément marquer l'époque. Lorsque Peel arrive en fonction, en 1841, le budget de l'Etat est en déséquilibre. Après les guerres napoléoniennes, la bourgeoisie avait réussi a faire supprimer l'essentiel des impôts sur le revenu. En 1831, sur 47 millions de livres d'impôts, seulement 11,5 venaient des revenus. Les impôts étaient surtout constitués de taxes indirectes, autrement dit les pauvres payaient la même chose que les riches. Peel établit l'impôt sur le revenu. Les tarifs douaniers furent supprimés sur 600 articles et réduits sur 1000. L'impôt sur le revenu remplissait les caisses de l'Etat et la réforme des tarifs douaniers donnait un coup de fouet à l'économie. Le déficit budgétaire est absorbé en 1844. Une réforme monétaire donna à la livre une solidité jamais vue.

Cependant, un mouvement en faveur de l'abrogation des droits sur le blé apparaît dans les villes, à l'initiative de Richard Cobden et John Bright.

Peel était opposé à cette réforme, mais la mauvaise récolte de 1845 en Angleterre et la famine en Irlande le poussa à abroger la loi, en juin 1846.

Cette affaire était suivie de près par Marx et Engels. Ils y voyaient une confirmation de leurs thèses. Marx écrit en 1847 dans « La critique moralisante » que les ouvriers anglais ne partageaient pas les illusions de la bourgeoisie, mais prennent « à leur compte la *révolution bourgeoise* comme une condition de la *révolution des ouvriers*. Mais ils ne peuvent la considérer un seul instant comme leur *but final* », ce qui est dans le contexte britannique, une contre-vérité. Le prolétariat anglais n'envisageait rien d'autre que l'usage de la loi pour améliorer leurs conditions d'existence.

« Telle est réellement l'attitude des travailleurs, et les chartistes *anglais* en ont donné un exemple éclatant dans le mouvement tout récent de l'*Anti-Corn-Law-League.* Pas un instant, ils n'ont ajouté foi aux mensonges et inventions des radicaux bourgeois ; pas un instant, ils n'ont cessé de les combattre ; mais ils ont, en toute conscience, aidé leurs ennemis à triompher des tories ; et, le lendemain de l'abrogation des lois sur les céréales, s'affrontaient aux élections non plus les tories et les *free-traders*, les libres-échangistes, mais les *freetraders* et les chartistes. Et face à ces radicaux bourgeois, ils ont conquis des sièges au parlement. »

C'est dans ce contexte qu'apparaît le mouvement chartiste, qui a cependant des racines profondes. Voilà donc le modèle de Marx : les ouvriers allemands doivent s'allier aux bourgeois libéraux contre la monarchie.

Il existait alors une loi sur les pauvres (*Poor Law*). Une allocation, payée par l'Etat, était accordée à ceux qui étaient réduits à la famine. Cette allocation se montait à 8 millions de livres. Afin de la réduire, on institua en 1834 des *workhouses*, des établissements où les chômeurs, les pauvres, les orphelins étaient hébergés dans des conditions médiocres, mais ils étaient obligés à travailler. Il s'agissait en effet de ne pas inciter les pauvres à préférer les *workhouses* au travail. On combattait la misère par le bagne. De nombreux agitateurs dénonçaient la Poor Law de 1834 pour son inhumanité.

Deux courants apparurent dans la contestation. Celui qui était dirigé par Feargus O'Connor avait des accents révolutionnaires et organisait le mécontentement populaire en exigeant une refonte totale du système politique. D'autres préféraient avoir recours à l'action légale.

« …de 1838 à 1842, le premier mouvement ouvrier national, celui des chartistes anglais, atteignait son point culminant. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie passait au premier plan de l'histoire des pays les plus avancés d'Europe, proportionnellement au développement de la grande industrie d'une part, de la domination politique nouvellement conquise par la bourgeoisie d'autre part. Les enseignements de l'économie bourgeoise sur l'identité des intérêts du capital et du travail, sur l'harmonie universelle et la prospérité universelle résultant de la libre concurrence, étaient démentis de

façon de plus en plus brutale par les faits. » (Engels, *L'Anti-Dühring*, 1878.)

En 1836 fut fondée la London Working-Men's Association qui lança en 1837 une campagne pour une réforme parlementaire. Une pétition fut organisée, nommée la « Charte du peuple », qui exigeait une réforme électorale, et notamment des districts électoraux égaux, l'abolition du cens, le suffrage universel masculin (*Universal manhood suffrage*), le vote au scrutin, la tenue de parlements annuels, le paiement des membres du parlement. Engels déclara que ces six points étaient « suffisants pour renverser toute la Constitution anglaise, reine et lords inclus ». Ces six points furent rédigés sous la forme d'un projet de loi qui fut entériné lors de meetings énormes dans tout le pays : 200 000 personnes à Glasgow, 80 000 à Newcastle, 250 000 à Leeds, 300 000 à Manchester.

> « Lors de tous ces meetings, la Charte fut approuvée avec enthousiasme et la tactique proposée pour assurer son acceptation prit rapidement forme. Il s'agissait d'une campagne de grandes manifestations, une pétition de masse au Parlement, une convention nationale (le nom en fut délibérément choisi pour son lien avec la Révolution française) et, si la pétition était rejetée, une grève générale politique ou "mois sacré" [19]. »

La pétition, avec 1 280 000 signatures (il n'y avait alors que 839 000 électeurs) fut rejetée et faute d'organisation, la grève générale ne put être lancée. La Convention fut dissoute le 14 septembre. La répression étatique qui avait marqué le déroulement de cette campagne s'accrut : 450 personnes furent arrêtées et le mouvement semblait, au début de 1840, apparemment décapité et entra dans la clandestinité.

Pourtant, malgré l'interdiction de tout parti national, le 20 juillet 1840 fut fondée en Grande-Bretagne la National Charter Association. C'était le « le premier vrai parti dans le sens moderne du mot, un parti avec des cotisants et environ 400 sections locales. En 1842, il avait 40 000 membres et à travers lui le mouvement atteignit son plus haut point d'influence et d'activité » [20].

---

[19] A.J. Morton, *A People's History of Engeland*, Lawrence & Wishart..
[20] Morton, p. 436.

On organisa une nouvelle pétition, très différente de la première. Le langage en était moins mesuré : elle soulignait le contraste entre le luxe des riches et la pauvreté des masses et exigeait la réduction du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail, la mise en place d'une législation du travail, et dénonçait les dépenses d'entretien de la famille royale, etc. La pétition recueillit 3,3 millions de signatures – bien plus que la moitié de la population mâle de la Grande-Bretagne.

Le Parlement rejeta cette pétition en mai 1842 par 287 voix contre 49. Un représentant de la bourgeoisie s'exclama alors : « … nous ne pouvons en aucun cas, sans courir un terrible danger, confier le gouvernement suprême du pays à une classe qui, sans aucun doute, pratiquerait des incursions graves et systématiques contre la sécurité de la propriété » [21]. De là vient peut-être la formulation proposée par le *Manifeste* sur les « empiétements despotiques sur le droit de propriété » de la bourgeoisie.

Les dirigeants chartistes étaient alors indécis sur la suite des événements ; heureusement, les Trade Unions prirent la relève et ordonnèrent une grève générale pour soutenir la pétition. La grève s'étendit rapidement, mais en septembre, sous le double effet de la répression et de la faim, les grévistes retournèrent au travail. Le mouvement chartiste tomba alors en sommeil jusqu'en 1846.

L'exemple du mouvement chartiste montre qu'en deux occasions, le mouvement ouvrier réclame une loi électorale qui est rejetée. A chaque fois, l'organisation qui a pris l'initiative de cette revendication se trouve désemparée par le refus de la bourgeoisie d'élargir la base électorale, et se trouve contrainte à faire face à la répression qui l'oblige pratiquement à la clandestinité.

Trois choses doivent être notées :

1. Le mouvement ouvrier anglais se maintient fermement dans le cadre légal de l'époque : l'organisation de pétitions était un mode d'agitation politique traditionnel dans le pays ;
2. L'action légale conduit néanmoins à une défaite suivie de répression contre les agitateurs ;

[21] Cité par A.L. Morton et George Tate, *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, éd. Maspéro, p. 114.

3. Il n'est jamais contesté que c'est par la voie électorale que le mouvement ouvrier parviendra à imposer sa politique, ce qui implique l'hypothèse que la classe ouvrière constitue la majorité de la population.

Malgré de nombreuses différences entre les mouvements ouvriers anglais et allemand, ce dernier appliquera *grosso modo* la même stratégie ; dans les années 1890, Engels se plaindra amèrement qu'en Allemagne le suffrage universel ait été instauré et que malgré cela le mouvement ouvrier soit assujetti à l'Etat et à la bourgeoisie, confirmant en cela la thèse bakouninienne selon laquelle l'action parlementaire ne peut conduire à l'émancipation du prolétariat, ne serait-ce que parce que ce dernier ne constitue pas la majorité de la population.

C'est ce problème que soulève Engels en 1891 dans sa critique du programme d'Erfurt. Les deux principales revendications de 1848 sont réalisées : l'unité nationale et le régime représentatif. Mais, constate Engels, « le gouvernement possède tout pouvoir exécutif », et les « chambres n'ont pas même le pouvoir de refuser les impôts ». « La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie », dit-il encore, confirmant l'opinion de Bakounine selon laquelle les formes démocratiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple. Le « despotisme gouvernemental » trouve ainsi une forme nouvelle et efficace dans la pseudo-volonté du peuple [22].

[22] La critique bakouninienne du pouvoir dans la démocratie représentative se situe dans la continuité des réflexions de Tocqueville qui, avant le révolutionnaire russe, avait perçu la dynamique de l'Etat moderne et pressenti que celui-ci instaurerait un type de domination inédit, un despotisme nouveau : « Un peuple composé d'individus presque semblables et entièrement égaux, cette masse confuse reconnue pour le seul souverain légitime, mais soigneusement privée de toutes les facultés qui pourraient lui permettre de diriger et de surveiller elle-même son gouvernement. Au-dessus d'elle, un mandataire unique, chargé de tout faire en son nom sans la consulter. » (*L'Ancien Régime et la Révolution*, Gallimard, I, 213.) On croirait presque lire du Bakounine : Tocqueville définit ici précisément ce que l'anarchisme n'est pas. Dans *De la Démocratie en Amérique*, Tocqueville évoque ces citoyens qui doivent « choisir de temps à autre les représentants de ce pouvoir ; cet usage si important, mais si court et si rare, de leur libre arbitre, n'empêchera pas qu'ils ne perdent peu à peu la faculté de penser, de sentir et d'agir par eux-mêmes... » (*Ibid.*, II, 326.)

La révolution allemande de 1848 constitue littéralement un test qui permet de vérifier le cadre conceptuel élaboré par Marx, fondé sur la référence à deux modèles :

1. Le capitalisme anglais lui fournit le modèle sur lequel va se constituer le capitalisme mondial.
2. Le modèle de la révolution française.

Marx est persuadé de l'imminence d'une révolution européenne – non pas une révolution prolétarienne, mais une révolution bourgeoise qui brisera les Etats absolutistes et qui permettra l'avénement de la bourgeoisie libérale, étape incontournable de l'accession du prolétariat au pouvoir grâce aux institutions créées par la démocratie bourgeoise. Cette idée est exprimée sans ambiguïté dans « La Critique moralisante et la morale critisante », écrit l'année-même de la rédaction du *Manifeste communiste*.

L'influence de l'économie politique anglaise

L'influence de l'économie politique anglaise sur Marx est évidente dans le *Manifeste*. Le marché mondial unifiera la planète et la classe sociale qui réalisera cet objectif est la bourgeoisie. Le *Manifeste* souligne en particulier l'ouverture des marchés d'Asie et d'Amérique dans ces processus.

> « Le marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement réagit à son tour sur l'extension de l'industrie ; et, au fur et a mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait, décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le moyen âge. »

La bourgeoisie opère ainsi une véritable révolution, balayant toutes les structures archaïques qui entravent son développement. Et elle le fait sur le plan international :

> « Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. »

La bourgeoisie constitue ainsi une classe internationale :

> « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. »

Le progrès du capitalisme est identifié à une division internationale du travail et à une internationalisation grandissante du marché.

> « A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. »

Le point de vue de Marx et Engels est souvent considéré comme visionnaire : en effet, ce qu'ils décrivent en 1847 s'est presque entièrement réalisé un siècle et demi plus tard. Mais est-ce le rôle d'un *programme politique* que de faire des prédictions avec 150 ans d'avance ? Et surtout : le *Manifeste* est-il un programme politique ?

Mais l'idée que le monde s'unifiera grâce à l'extension internationale du commerce est une banalité qui était dans l'air du temps depuis longtemps : Turgot disait dès 1750 que « le commerce et la politique réunissent enfin toutes les parties du globe ». Comme c'est souvent le

cas, le caractère visionnaire de certaines propositions de Marx disparaît dès lors qu'on prend la peine de lire d'autres auteurs que… Marx.

L'unification du monde décrite dans le *Manifeste* n'est alors qu'une très lointaine perspective. Les antagonismes nationaux ne semblent jouer aucun rôle dans l'histoire présente.

> « Déjà, les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent. »

Ainsi, dans une Europe où les nations ne sont pas encore constituées en entités politiques homogènes, où les revendications nationales se font jour partout, les démarcations nationales sont considérées comme étant en voie de disparition.

Marx reprend à son compte cette vision d'un monde où le libéralisme et le libre échange ont vaincu les forces féodales. Le modèle anglais de libre-échange, qui triomphe à ce moment-là, est perçu comme un modèle qui va s'imposer partout, alors qu'il n'est qu'un accident historique. Par ailleurs, Marx part d'un point de vue qui est une aberration dialectique : il pense que le capitalisme va à terme se développer dans tous les pays sur le modèle anglais. Il n'envisage pas que l'apparition en Angleterre du capitalisme dans sa forme moderne va inter-agir sur la manière dont il va apparaître ailleurs. Il n'envisage pas non plus que le capitalisme anglais puisse activement *empêcher* qu'il se développe ailleurs, comme ce fut le cas en Inde. Selon lui, le système va subir une dispersion linéaire en appliquant le modèle tel qu'il est apparu en Angleterre. Marx fera la même erreur en politique lorsqu'il pensera pouvoir faire appliquer à l'Allemagne le modèle de la révolution française.

Les libéraux anglais affirment que la suppression des tarifs protecteurs, la division internationale du travail, jointe au développement des moyens de communication aura pour conséquence la prospérité générale et la paix des peuples – discours étonnamment semblable à celui tenu par les néo-libéraux d'aujourd'hui. Or au moment où paraît le *Manifeste*, tous les pays européens qui commencent à s'insérer dans le marché mondial ont en même temps établi des barrières douanières. La

principale carence du *Manifeste*, qui le rend inopérant comme programme pour son époque, est une fausse perception des formes politiques sous lesquelles le capitalisme devait se développer. Engels rectifiera le tir, tardivement, dans une lettre à Kautsky datant de 1882 :

> « Une des tâches réelles de la Révolution de 1848 (les tâches réelles et non illusoires d'une révolution sont toujours résolues à la suite de cette révolution) c'était l'établissement des nations opprimées et éparpillées de l'Europe centrale dans la mesure où ces nations étaient en général viables et en particulier mûres pour l'indépendance.
>
> « Cette tâche fut résolue pour l'Italie, la Hongrie, l'Allemagne par les exécuteurs testamentaires de la révolution, Bonaparte, Cavour, Bismarck, conformément aux conditions de l'époque. »

En attendant, les socialistes de l'époque, à la notable exception de Proudhon, voyaient dans l'expansion du capitalisme dans sa forme libre-échangiste la disparition progressive du nationalisme : c'est le contraire qui se produisit.

A la décharge de Marx, ses illusions étaient largement partagées. Pour Fourier et Victor Considérant, le développement des moyens de communications et l'interdépendance économique des nations conduiront à l'unité universelle – thèmes que Marx avait repris. Si pour Saint-Simon la division du travail et les relations commerciales ne suffisent pas à créer un ordre international de paix, ce dernier se constituera grâce à une organisation consciente. Le chemin de fer est « le symbole le plus parfait de l'association universelle », dit Michel Chevalier : le crédit bancaire permettra de discipliner la production, le canal de Suez fera de la Méditerranée « le lit nuptial de l'Orient et de l'Occident ». La technique est en elle-même un facteur de progrès. Pecqueur pense que pour assurer la paix il faut « multiplier les relations commerciales de manière à entrelacer ou enchevêtrer tous les individus, tous les peuples, tous les intérêts dans un vaste réseau de transactions et d'affaires qui les rendra solidaires les uns des autres… » Plus réaliste que les autres, Pecqueur pense cependant que l'unification internationale doit se faire progressivement, par la formation d'unions douanières qui rassemblent des « nations arrivées à un même degré de développement », puis en s'élargissant peu à peu. Un tel processus ne pourra englober

l'ensemble de la planète que s'il y a un régulateur international. Pecqueur estime que le libre échange est incompatible avec l'indépendance économique des Etats nationaux.

Pour Frédéric List, en Allemagne, à la suite de Fichte, la nation allemande ne peut exister que si elle réalise un espace économique protégé. List est loin d'être un socialiste, mais il montre que le nationalisme politique n'a aucun sens sans nationalisme économique. Si le mouvement communiste peut s'enorgueillir que l'année 1847 soit marquée par la publication du fameux *Manifeste*, le capitalisme allemand peut fêter cette même année la livraison à la Prusse du premier canon sorti des usines Krupp, donnant le départ à la grande industrie *nationale* allemande.

Marx souligne justement que si le capitalisme est international, le pouvoir bourgeois est étroitement national ; or on constate que l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale ne supprime pas les antagonismes nationaux, elle les renforce dans la mesure où les bourgeoisies nationales demanderont à l'Etat d'entendre leurs propres marchés, éventuellement par la force, et d'écarter les concurrents, éventuellement par la force aussi.

La carence du *Manifeste* sur ce point vient d'une absence évidente de réflexion sur l'Etat, qui se réduit à un « comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière », ce qui est quelque peu réducteur, même dans un document qui n'a pas l'ambition d'entrer dans le détail. La thèse de la subordination du politique à l'économique constitue un lourd handicap pour la compréhension du fonctionnement des mécanismes du système capitaliste. Dire, dans les années 1840, que « la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne » est une grossière contre-vérité car dans aucun pays du continent la bourgeoisie ne contrôle l'appareil de l'Etat. L'arrivée au pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte, trois ans après la publication du *Manifeste*, est incompréhensible si on s'en tient aux seuls schémas développés dans ce texte. Heureusement, Marx écrit le *18 Brumaire*, dans lequel il contredit le *Manifeste* en affirmant que la domination économique et la domination politique ne coïncident pas nécessairement. Marx montre alors que la bourgeoisie refuse de s'affirmer comme classe dominante et d'assumer la fonction de gouvernement. C'est le phénomène du bonapartisme, que Bakounine

analysera dans des termes à peu près identiques et qu'il nommera « césarisme ».

Le paradoxe du *Manifeste* réside dans le fait que le document dresse un tableau où le capitalisme a aplani toutes les différences nationales, alors que Marx et Engels vont s'efforcer frénétiquement, dans les mois qui vont suivre, de créer les conditions d'une existence nationale allemande unifiée. Ainsi peut-on lire :

> « C'est vers l'Allemagne que se tourne surtout l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au XVIe et au XVIIIe siècle, et que par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne. »

Le *Manifeste communiste* passe pour être un texte adressé au prolétariat mondial ; on oublie trop souvent qu'il n'était à l'origine que le programme d'un parti ouvrier *allemand*. D'où l'insistance sur le fait que les communistes doivent tourner leur attention vers ce pays, dont le prolétariat, est-il affirmé, est plus « développé » que celui de l'Angleterre et l'Allemagne. Affirmation hasardeuse si on lui donne un sens quantitatif. Sous la plume de Marx il s'agit évidemment du développement qualitatif, *théorique* du prolétariat allemand, considéré comme le légitime successeur de la philosophie allemande.

Mais lorsqu'il s'agira de passer de la théorie (la rédaction d'un programme) à la pratique (sa mise en application), les choses prendront une tournure curieuse : devenu rédacteur en chef de la *Nouvelle Gazette rhénane*, un journal qui n'a rien de révolutionnaire, commandité par des libéraux, Marx s'efforça de freiner les ardeurs de ceux de ses camarades communistes allemands qui n'avaient pas compris qu'il fallait promouvoir la révolution… bourgeoise et œuvrer à la constitution de la Grande Allemagne en lançant le pays dans une guerre contre la Russie.

La Ligue des communistes

En 1834 des réfugiés allemands à Paris créèrent la « Ligue secrète républicaine démocratique des proscrits », qui scissionna en 1836 : les

éléments les plus radicaux de ce groupe, essentiellement ouvriers, fondèrent la Ligue des Justes, qui connut un certain développement. Sur le plan doctrinal « c'était un rejeton allemand du communisme ouvrier français, inspiré de réminiscences de Babeuf, qui se développait à cette époque même à Paris », dit Engels, qui ajoute : « la Ligue n'était alors, en fait, que la section allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la *Société des saisons*, fondée par Blanqui et Barbès, avec laquelle elle était en relations étroites [23]. »

Après une insurrection manquée, le 12 mars 1839, deux dirigeants de la Ligue, Karl Schapper et Heinrich Bauer sont expulsés et se rendent à Londres. Les deux hommes, qui sont typographes, reconstituent l'organisation. C'est là que l'horloger Joseph Moll les rejoint. C'étaient trois hommes de valeur : « C'est en 1843 que je les connus tous les trois à Londres. C'étaient les premiers prolétaires révolutionnaires que j'eusse vus » dit Engels : « Et bien que, sur des points de détail, il y eût alors grande divergence entre nos idées, – à leur communisme égalitaire borné, j'opposais encore une bonne part d'orgueil philosophique non moins borné, – je n'oublierai jamais l'impression imposante que ces trois hommes véritables firent sur moi qui n'étais encore qu'en train de devenir un homme. »

Le 7 février 1840, les trois hommes fondèrent l'Association légale des ouvriers allemands pour la propagation de l'instruction, qui servit à la Ligue de « terrain de recrutement de nouveaux membres. Et les communistes étant, comme toujours, les membres les plus actifs et les plus intelligents de l'Association, il va de soi que toute la direction fut entre les mains de la Ligue, qui eut bientôt plusieurs communes, ou, comme on disait alors, "ateliers" à Londres. » Ainsi furent fondées des associations ouvrières qui essaimèrent un peu partout, « la liaison était en majeure partie maintenue par les membres qui allaient et venaient continuellement et qui, en cas de besoin, remplissaient le rôle d'émissaires ». On notera que dans ce texte écrit en 1890, Engels décrit des pratiques qui sont *absolument identiques* à celles de l'Alliance bakouninienne qu'il avait condamnées.

Cette organisation se développa également en Allemagne, où existaient de nombreuses sections, « naturellement de caractère plus

[23] Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes », 1890. Dans la suite du texte, les citations sans références sont extraites de ce document d'Engels.

éphémère ; mais celles qui naissaient compensaient et au-delà celles qui disparaissaient ».

Le transfert du centre de gravité de la Ligue à Londres lui conféra un véritable caractère international.

> « Dans la société ouvrière, en dehors des Allemands et des Suisses, se rencontraient également des membres appartenant à toutes les nationalités qui se servaient principalement de la langue allemande dans leurs relations avec les étrangers, notamment des Scandinaves, des Hollandais, des Hongrois, des Tchèques, des Slaves du Sud, et aussi des Russes et des Alsaciens. »

Accentuant encore, involontairement, certes, l'analogie avec les pratiques de Bakounine, Engels note que parallèlement à la société légale existait une société secrète : « A l'exemple de la société légale, la société secrète, elle aussi, prit bientôt un caractère plus international. »

> « On sentait qu'on prenait de plus en plus racine dans la classe ouvrière allemande, et que ces ouvriers avaient la mission historique d'être le porte-drapeau des ouvriers du nord et de l'est de l'Europe. »

Engels reproche cependant à l'organisation d'être constituée d'ouvriers qui étaient en fait des artisans. Le noyau ouvrier de la Ligue était formé essentiellement de tailleurs et d'ébénistes allemands : « L'artisan allemand de ce temps-là était encore infecté d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations. » Cependant, ces artisans furent capables « d'anticiper instinctivement leur développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat ».

Engels n'aimait pas les *Straubinger* [24], terme désignant les compagnons ouvriers qui parcouraient l'Allemagne – par extension les ouvriers qualifiés dont la condition était proche de l'artisanat. De fait, Engels leur reprochait leur étroitesse de vues et leur corporatisme. A Paris, Engels faisait beaucoup d'efforts pour soustraire ces *Straubinger* à

[24] Le mot vient de Straubing, une petite ville de Bavière. Marx et Engels avaient des termes fleuris pour désigner cette catégorie d'ouvriers, tels que *Knoten*, qu'on peut traduire littéralement par « bâtons noueux ».

l'influence de Proudhon ou de Weitling. De Paris, où il séjourna de 1846 à 1848, il écrit à Marx pour lui dire à quel point il est déçu par ses contacts avec les ouvriers parisiens, qu'il appelle les « tour de France », ce qui est sans doute la meilleure traduction du terme allemand *Straubinger*.

> « Je pense venir à bout des *Tour de France*. Ces gaillards-là sont évidemment eux-mêmes dans l'ignorance la plus crasse… Les ébénistes eux-mêmes ont maintenant une crainte superstitieuse du "communisme de la cuiller" ; ils en ont peur comme d'un revenant [25]… »
>
> « La Ligue est ici pitoyable… Je n'ai jamais vu pareille mesquinerie. Weitlingerie et proudhonnerie sont vraiment l'expression parfaite de l'ânerie de ces imbéciles [26]. »

Il convient tout de même de resituer ce genre de propos dans le contexte : Marx et Engels ont à l'époque moins de trente ans. Ce sont de jeunes blancs-becs intellectuels nouveau venus dans le mouvement socialiste qui, forts de leur vernis hégélien, s'imaginent tout savoir – ce qu'Engels reconnaîtra quarante-cinq ans plus tard lorsqu'il dira qu'il était alors animé d'un « orgueil philosophique borné ».

Schapper avait proposé à Engels de faire partie de la Ligue en 1843, mais ce dernier avait refusé, tout en restant en correspondance avec le groupe de Londres.

En 1847, Marx collaborait à la *Gazette allemande de Bruxelles* et avait autour de lui un « cercle de travailleurs intellectuels », pour reprendre l'expression de Franz Mehring. Il existait dans cette ville une importante colonie communiste qui avait des liens dans la plupart des pays européens. Marx et Engels étaient en contact en particulier avec les membres de la fraction la plus radicale des chartistes, Julian Harney et Ernest Jones [27].

---

[25] Lettre à Marx, octobre 1846.

[26] Ibid. 14 janvier 1848.

[27] Evoquant les différents dirigeants du mouvement chartiste, A.L. Morton écrit : « Harney et Jones étaient des hommes plus jeunes, et Jones n'est venu au mouvement que quand il était déjà en train de décliner. Harney était un homme ultra-émotif avec une forte tendance au culte sans discrimination du héros » [Morton écrit alors dans une note : « Marx et Engels avaient l'habitude de l'appeler, en privé, Citoyen Hip-Hip Hourrah ! »]

En janvier 1847, la Ligue des Justes constitua un « Comité de correspondance communiste de Londres » qui était en liaison avec le « Comité de correspondance de Bruxelles ». Joseph Moll vint trouver Marx à Bruxelles et Engels à Paris pour les inviter à entrer dans la Ligue. Moll leur déclara que la Ligue était prête à adopter leurs conceptions ; il précisa que la Ligue comptait organiser un congrès international à Londres afin d'entériner l'adoption des thèses de Marx et d'Engels. En outre, un manifeste devait être publié pour exposer la doctrine officielle de la Ligue, mais il fallait que les deux compères aident à l'élimination des éléments réfractaires à cette évolution nécessaire. Par « éléments réfractaires », il fallait entendre ceux qui continuaient à « interpréter tout événement comme un présage de la tempête imminente », c'est-à-dire les maniaques de l'émeute.

> « Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de l'exactitude absolue de notre conception autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration. Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la Ligue ; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi. »

Marx et Engels adhérèrent à la Ligue, qui prit le nom de Ligue des communistes et décida de constituer une nouvelle organisation « mieux adaptée aux besoins d'un organisme de propagande forcé de travailler dans la clandestinité, mais épuré de toutes les pratiques conspiratrices propres aux sociétés secrètes » [28].

Pratiquement, sa principale importance fut d'être un internationaliste, et il fit un travail très utile en établissant des contacts entre le Chartisme et les mouvements révolutionnaires à l'étranger. A la fois Harney et Jones avaient beaucoup de vues en commun avec Marx, avec qui ils furent étroitement associés quand ce dernier vint s'établir à Londres après 1848. » A.L. Morton, A People's History of Engalnd, Lawrence & Wishart, 1984.

[28] Mehring, p. 170.

Lors du premier congrès, dit Engels, « toutes les anciennes appellations mystiques datant du temps des conspirations furent supprimées, et la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès, et prit dès lors le nom de "Ligue des communistes"«.

> « Le deuxième congrès se tint fin novembre et début décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, -- la durée du congrès fut de dix jours au moins, -- défendit la nouvelle théorie. Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair ; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes sans retard aucun. Quelques semaines avant la révolution de février, nous expédiâmes le Manifeste à Londres, aux fins d'impression. »

Plusieurs projets furent rédigés, mais le seul qui a été conservé est connu sous le titre de « Principes du communisme » et se présente sous la forme de catéchisme, c'est-à-dire de questions-réponses ; Engels en est l'auteur. Marx était opposé à cette forme de présentation du programme et proposa d'intituler la brochure : *Manifeste communiste*.

> « Aussitôt revenu de Londres, Engels rédigea un projet de vingt-cinq points traité sous forme de catéchisme. Marx attendit un peu plus longtemps et proposé une autre présentation. Imitant en partie les programmes en usage dans tous les groupes politiques de cette époque, mais renouvelant l'originalité su genre et s'inspirant de la plus parfaite indépendance de pensée, il créa dans l'élan génial de sa grandiose conception un manifeste qui pouvait se réclamer en même temps de l'exposé historique, de l'analyse critique, du programme et de la prophétie… Avec une vie et une puissance plastique qu'il n'avait encore jamais eues et qu'il ne retrouva plus depuis, il y peignit l'évolution de la société des classes jusqu'au moment de son apogée [29]… »

Franz Mehring, un des rares historiens marxiste ayant de l'esprit critique – dans certaines limites, bien sûr – suggère que si le document

[29] Otto Ruhle, *Karl Marx*, Grasset, 1933.

avait été rédigé sous la forme de catéchisme, avec des questions et des réponses, cela « aurait plutôt aidé que nui à sa vulgarisation. Il eût été mieux adapté d'ailleurs aux nécessités de l'agitation immédiate que le texte ultérieur du *Manifeste* auquel il est en tous points conforme quant au contenu. »

En fait, le « Catéchisme » d'Engels est extrêmement clair, ce que le *Manifeste* n'est pas, et permet d'en éclairer certains passages. Cependant, comme on ne peut donner totalement tort à Marx, Mehring reconnaît que la forme qui a été finalement adoptée est celle qui a « valu au *Manifeste* de figurer durablement dans la littérature universelle » [30].

Mehring émet quelques critiques sur le *Manifeste :* « On ne peut plus aujourd'hui généraliser en disant que l'ouvrier moderne – à la différence des anciennes classes opprimées, qui dans le cadre de la servitude avaient du moins des conditions d'existence assurées –, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, tombe toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. »

Voici le passage du *Manifeste* qui est ici concerné :

> « L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. »

C'est là, dit Marx, un signe de la fin de la bourgeoisie car elle est devenue « incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante » ; il en résulte que « l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société ». A la décharge de Marx, il convient de préciser que la thèse de la paupérisation de la classe ouvrière était largement répandue chez les théoriciens socialistes [31]. La question de la

---

[30] Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, éd. Sociales, p. 178.

[31] Un an avant la publication du *Manifeste*, Proudhon écrivait dans le *Système des contradictions économiques* : « Le paupérisme est constitutionnel et chronique dans les sociétés, tant que subsiste l'antagonisme du travail et du capital ».

paupérisation est la thèse centrale du *Manifeste communiste*, qui justifie tout le document. De cette thèse découle la conviction des auteurs que le système capitaliste était sur le point de s'effondrer.

Mehring fait remarquer qu'en 1872 les auteurs du *Manifeste* « ont eux-mêmes reconnu que le texte était "vieilli par endroits"«. Cette remarque se trouve dans la préface à l'édition allemande. En réalité, ce n'est pas tant un point particulier, comme la thèse du paupérisme, que l'ensemble du programme élaboré par le *Manifeste* qui est « vieilli » : on se trouve au lendemain de la Commune de Paris qui a mis en pratique des principes radicalement opposés à ceux développés par Marx et Engels dans le *Manifeste*.

IV. – « L'idée fondamentale et directrice du *Manifeste* »

Lorsque Engels écrit la très courte préface à la troisième édition allemande du *Manifeste*, Marx vient juste de mourir « et sur sa tombe verdit déjà le premier gazon ». Engels résume dans cette préface l'idée maîtresse du document :

> « L'idée fondamentale et directrice du *Manifeste*, à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; que par suite (depuis la dissolution de la propriété commune du sol des temps primitifs), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social ; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes ; cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx. »

Dans une note, Engels précise que cette idée « est appelée à marquer pour la science historique le même progrès que la théorie de Darwin pour la biologie ».

Résumons. Marx serait l'inventeur de trois idées :

1. La production économique et la structure sociale déterminent l'histoire politique et intellectuelle.
2. L'histoire est l'histoire de la lutte des classes.
3. En se libérant le prolétariat libère la société tout entière.

L'idée que les formes de la production économique et les structures sociales qui en résultent sont in inter-relation, et l'idée que la lutte des classes – ou d'une façon générale les contradictions internes à une société – sont un facteur d'évolution historique, ne sont absolument pas des inventions de Marx.

Sur le premier point, Proudhon avait très clairement désigné les rapports qui unissent les structures politiques à l'économie, la détermination des phénomènes politiques par le système économique. Il n'entre pas dans notre propos de faire une analyse comparative des positions de Proudhon et de Marx sur la question. Un an avant la publication du *Manifeste*, Proudhon avait publié son *Système des contradictions économiques*, dont le titre lui-même est suffisamment explicite. Il convient cependant de dire que Proudhon ne limite pas l'histoire de l'humanité à l'idée simpliste selon laquelle elle serait l'histoire de la lutte des classes. Par le concept de « société économique », il entend désigner les rapports de production et la division de la société en classes antagoniques – il parle bien de « guerre du travail et du capital » –, mais aussi les phénomènes politiques et idéologiques qui constituent, avec les déterminations économiques, un ensemble inséparable.

L'idée de lutte des classes est tout à fait présente dans les œuvres des historiens de la Restauration [32], qui sont des historiens de la bourgeoisie. Ils ont appliqué une vision parfaitement matérialiste de l'histoire – à leur manière. Pour Guizot, que Bakounine qualifie d' »illustre homme d'Etat doctrinaire », c'est dans l'état de la société qu'il faut chercher la

[32] La Restauration est la période de l'histoire qui suit la chute de Napoléon Ier jusqu'à la révolution de 1848 et la constitution du second Empire. Littéralement, il s'agit de la « restauration monarchique » pendant laquelle se sont succédé trois rois.

signification de institutions. L'expression « lutte des classes » n'est évidemment jamais employée, mais c'est bien de cela qu'il s'agit :

> « Les intérêts qui dominent décident du mouvement social. Ce mouvement arrive à son but à travers des oppositions, cesse quand il l'a atteint, est remplacé par un autre, qui ne s'aperçoit pas qu'il commence, et qui ne se fait connaître que quand il est le plus fort. Telle a été la marche de la féodalité. Elle était dans les besoins avant d'être dans le fait, première époque ; et elle a été ensuite dans le fait en cessant d'être dans les besoins, seconde époque ; ce qui a fini par la faire sortir du fait. [33]«

Par ces accents quasi-hégéliens, Mignet expose que ce sont les intérêts de classe qui déterminent la marche de l'histoire.

Les historiens de la Restauration – Augustin Thierry, Mignet, Guizot, Thiers et quelques autres – ont découvert le social et le déterminisme historique, et ont compris que l'histoire est faite moins par des individualités d'exception que par les masses mues par un déterminisme collectif. Augustin Thierry, disciple et « fils adoptif » de Saint-Simon, s'intéresse à la « destinée des masses d'hommes qui ont vécu et senti comme nous, bien mieux qu'à la fortune des grands et des princes » [34]. Dans son *Essai sur l'histoire du tiers état*, ce disciple de Saint-Simon, a suivi « le progrès des masses populaires vers la liberté et le bien-être », qui lui paraît plus intéressant que »la marche des faiseurs de conquêtes ». On quitte ainsi l'histoire traditionnelle qui fait la description des faits et gestes des rois et des conquérants pour entrer dans l'histoire où les masses sont actrices.

Pour Guizot, la signification des institutions est à rechercher dans la société : « Avant de devenir causes, les institutions sont effet ; la société les produit avant d'en être modifiée ; et au lieu de chercher dans le système ou les formes du gouvernement quel a été l'état du peuple, c'est l'état du peuple qu'il faut examiner avant tout pour savoir quel a dû, quel a pu être le gouvernement », dit-il encore dans l'*Essai sur l'histoire de France*. Quelques pages plus loin il ajoute que « pour comprendre les

---

[33] Mignet, *La Féodalité.*

[34] Œuvres, III, 1859, *Première lettre sur l'histoire de France.*

diverses conditions sociales, il faut connaître la nature et les relations des propriétés ».

Selon Augustin Thierry, il se constitua en 1789 une « société homogène ». Puisque le tiers état avait gagné contre les nobles, puisque les nobles avaient perdu leur privilèges, il n'y avait donc plus qu' »une seule classe de citoyens, vivant sous la même loi, le même règlement, le même ordre » [35]. On voit très clairement transparaître le caractère de classe d'une telle conception : l'auteur écrit dans la perspective de la révolution bourgeoise. Une nouvelle aristocratie se crée, celle de l'argent, la bourgeoisie, dont les historiens de la Restauration sont les théoriciens conscients et lucides. Pour les historiens de la Restauration, la bourgeoisie était la dernière classe de l'histoire qui, en se libérant, libérait l'humanité. Marx ne fait que reprendre ce schéma, en l'adaptant au prolétariat. Le point de vue d'Augustin Thierry est le même que celui de l'auteur du *Manifeste communiste* : chacun de son point de vue estime que l'accession au pouvoir de la classe dont il se fait l'idéologue supprime les antagonismes de classe.

Les historiens de la Restauration avaient aussi affirmé que ce sont les intérêts matériels collectifs qui déterminent les actions. « Voulez-vous savoir au juste qui a créé cette institution, qui a conçu une entreprise sociale ? Cherchez quels sont ceux qui en ont vraiment besoin », dit encore Augustin Thierry [36].

Lorsque, à l'inverse, une institution devient contraire à l'intérêt collectif, ou à l'intérêt du groupe qui est à un moment donné l'expression de la collectivité, cette institution est combattue. Comme celle-ci est souvent le rempart des intérêts des privilégiés, il y a lutte des classes. Celle-ci joue un rôle déterminant dans l'œuvre d'Augustin Thierry, de même que chez un autre historien de la Restauration, Mignet. L'expression « lutte des classes » n'est évidemment jamais employée, mais c'est bien de cela qu'il s'agit :

> « Les intérêts qui dominent décident du mouvement social. Ce mouvement arrive à son but à travers des oppositions, cesse quand il l'a atteint, est remplacé par un autre, qui ne s'aperçoit pas qu'il commence, et qui ne se fait connaître que quand il est le plus fort.

[35] *Récits des temps mérovingiens.*
[36] *Lettres sur l'histoire de France.*

Telle a été la marche de la féodalité. Elle était dans les besoins avant d'être dans le fait, première époque ; et elle a été ensuite dans le fait en cessant d'être dans les besoins, seconde époque ; ce qui a fini par la faire sortir du fait [37]. »

Par ces accents quasi-hégéliens, Mignet expose que ce sont les intérêts de classe qui déterminent la marche de l'histoire. Ainsi, la constitution de 1791 était-elle « l'œuvre de la classe moyenne, qui se trouvait alors la plus forte ; car, comme on le sait, la force qui domine s'empare toujours des institutions [38]. »

On voit, à l'évidence, que la conception matérialiste de l'histoire, que l'idée de lutte des classes, ne sont pas des inventions de Marx. Les historiens de la Restauration ont fait avancer d'un grand pas l'analyse des causes du mouvement de l'histoire et leur influence sur les premiers théoriciens socialistes a été déterminante. Certes, l'optique qu'ils avaient de la lutte des classes était celle de la bourgeoisie en lutte contre la société aristocratique ; cette dernière s'étant effondrée, ils ont tout naturellement considéré que l'antagonisme des classes avait été supprimé, d'où l'idée de « société homogène ». Mais très rapidement, ils ont pris conscience de l'antagonisme qui opposait la bourgeoisie au prolétariat. Les théoriciens du mouvement ouvrier n'ont rien fait d'autre que reprendre et adapter le schéma développé par les historiens de la Restauration. Bakounine sera le seul à percevoir le défaut d'un tel schéma : si le prolétariat en tant que classe dominée prend le pouvoir et devient une classe dominante, ne donne-t-elle pas ipso facto naissance à une nouvelle classe dominée ? Bakounine, qui ne conteste pas le schéma d'évolution historique de la société occidentale développé par Marx – schéma lui-même hérité de Hegel – innove cependant dans la mesure où il estime que la paysannerie pourrait devenir une nouvelle classe dominée dans l'hypothèse où le prolétariat s'emparerait du pouvoir d'Etat. Il pense également que l'échec d'une révolution prolétarienne qui résulterait d'une incapacité de la classe ouvrière à s'allier avec la paysannerie conduirait à la constitution d'une « quatrième classe gouvernementale », la bureaucratie. Il parle même de « bureaucratie rouge »…

---

[37] Mignet, *De la Féodalité*.

[38] Cf. Marx : « La force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. »

C’est Saint-Simon qui est l’inspirateur des historiens de la Restauration. Il est le porte-parole des « producteurs », terme qui désigne chez lui les industriels.

Saint-Simon pense que les sociétés européennes sont parvenues au terme d’une évolution où les contradictions qu’elles contiennent vont éclater, mettant sur le devant de la scène la classe sociale jusqu’alors opprimée, les « industriels ». Des forces nouvelles sont en train de monter qui vont renverser l’organisation ancienne de la société. Le dévoilement des contradictions économiques rend ainsi possible l’établissement d’un projet politique.

Analysant la société issue de la Grande révolution, il constate que le pouvoir politique reste aux mains d’une classe décadente alors que le pouvoir effectif, économique, se trouve entre les mains des classes industrielles. Les industriels possèdent le talent, la capacité, les sciences et la richesse, mais ils sont gouvernés par les nobles. C’est, dit-il, un régime provisoire, un régime qui a un « caractère bâtard »[39]. Cet équilibre instable ne peut pas durer et doit se résoudre par la disparition du système féodal.

> « Il est clair que la lutte doit finir par exister entre la masse entière des parasites d’un côté, et la masse des producteurs de l’autre, pour décider si ceux-ci continueront à être la proie des premiers, ou s’ils obtiendront la direction suprême d’une société qui ne se compose plus aujourd’hui que d’eux seuls, essentiellement[40]. »

« Le parti des producteurs ne va pas tarder à se montrer », dit encore Saint-Simon, qui ne fait rien d’autre que décrire la lutte des classes dans sa perspective bourgeoise.

Trente ans après la publication du *Manifeste*, Engels reconnaîtra l’apport de Saint-Simon :

> « Saint-Simon était fils de la Révolution française ; il n’avait pas encore trente ans lorsqu’elle éclata. La Révolution était la victoire du tiers-état, c’est-à-dire de la grande masse de la nation qui était *active*

---

[39] *Du système industriel* [1820-1822], Œuvres, vol. XXII, p. 184.
[40] *Du système industriel*, p. 258.

dans la production et le commerce, sur les ordres privilégiés, oisifs jusqu'alors : la noblesse et le clergé [41]. »

La bourgeoisie possédante – c'est-à-dire la fraction de la bourgeoisie qui n'est pas liée à un travail productif – s'était développée rapidement pendant la Révolution en spéculant sur la propriété foncière de la noblesse et de l'Église confisquée et en fraudant la nation par les fournitures aux armées.

« Ce fut précisément la domination de ces escrocs qui, sous le Directoire, amena la France et la Révolution au bord de la ruine et donna ainsi à Napoléon le prétexte de son coup d'État. De la sorte, dans l'esprit de Saint-Simon, l'opposition du tiers-état et des ordres privilégiés prit la forme de l'opposition entre "travailleurs" et "oisifs". Les oisifs, ce n'étaient pas seulement les anciens privilégiés, mais aussi tous ceux qui vivaient de rentes, sans prendre part à la production et au commerce [42]. »

Dans la vision de Saint-Simon, le concept de producteur incluait les ouvriers, mais aussi les fabricants, les négociants, les banquiers. Ceux qui devaient diriger étaient les détenteurs de la science et de l'industrie. « Mais la science, c'était les hommes d'études, et l'industrie, c'était en première ligne les bourgeois actifs, fabricants, négociants, banquiers. »

« Concevoir la Révolution française comme une lutte de classe entre la noblesse, la bourgeoisie et les non-possédants était, en 1802, une découverte des plus géniales. En 1816, il proclame la politique science de la production et il prédit la résorption entière de la politique dans l'économie [43]. Si l'idée que la situation économique est la base des institutions politiques n'apparaît ici qu'en germe, le passage du gouvernement politique des hommes à une administration des choses et à une direction des opérations de production, donc

---

[41] Engels, *L'Anti-Duhring*, 1878.

[42] Engels, *L'Anti-Duhring*, 1878.

[43] Cf. Saint-Simon, *Correspondance politique et philosophique*. Lettres de H. Saint-Simon à un Américain, contenue dans le recueil : *L'Industrie, ou discussions politiques morales et philosophiques dans l'intérêt de tous les hommes livrés à des travaux utiles et indépendants*, tome 2, Paris, 1817, pp. 83-87.

l'abolition de l'État, dont on a fait dernièrement tant de bruit, se trouve déjà clairement énoncée ici [44]. »

Engels conclut son propos en affirmant que « nous trouvons chez Saint-Simon une largeur de vues géniale qui fait que presque toutes les idées non strictement économiques des socialistes postérieurs sont contenues en germe chez lui ».

Saint-Simon pense que les sociétés européennes sont parvenues au terme d'une évolution où les contradictions qu'elles contiennent vont éclater, mettant sur le devant de la scène la classe sociale jusqu'alors opprimée, les « industriels ». Des forces nouvelles sont en train de monter qui vont renverser l'organisation ancienne de la société. Le dévoilement des contradictions économiques rend ainsi possible l'établissement d'un projet politique. Dans un écrit de 1802, Saint-Simon fait la distinction essentielle entre propriétaires et non propriétaires : « En décomposant l'ordre social, j'y trouve cette première division en propriétaires et non propriétaires, qui a remplacé celle d'hommes libres et d'esclaves qui existait dans les siècles trop vantés des Grecs et des Romains [45]« Saint-Simon a l'intuition que les changements politiques ne sont pas en mesure d'opérer de véritables réformes et affirme l'essentialité du système économique : l'élément moteur de la société moderne est dans l'industrie et dans les classes industrielles. « La politique est la science de la production », dit-il dans *L'Industrie* [46].

Mais ce qui intéresse Saint-Simon est moins l'économie politique que l'ensemble des forces qui s'équilibrent ou qui s'affrontent dans la société. Ainsi la société n'est pas un ensemble immobile, et ses mutations ne sont pas des accidents : l'histoire est une transformation liée à l'évolution des systèmes sociaux dont Saint-Simon va tenter de montrer que les causes sont liées au développement des forces industrielles (les « forces productives » dirait Marx).

Saint-Simon reprendra le schéma historique classique distinguant trois phases allant du système féodal au système industriel.

---

[44] *Ibid.*
[45] *Lettre aux Européens,* Alcan, p. 79.
[46] II, 188.

Première période : après la chute de l'Empire romain, le Moyen Age se caractérise par une forme de double pouvoir, religieux (« papal et théologique ») et temporel (« féodal et militaire »), qui se stabilise entre le Xe et XIe siècle. Bakounine, quant à lui, voit dans la première partie du Moyen Age une prééminence du religieux, l'Eglise et le clergé étant pratiquement définis comme une classe dominante ; au XIe, avec Philippe le Bel en France, notamment, le pouvoir royal se dégage de la tutelle de Rome.

Deuxième période, caractérisée par deux événements : d'abord le système féodal se désorganise tandis que se développe le mouvement des communes qui marque un certain affranchissement des villes envers la noblesse ; ensuite la naissance des sciences positives. Ces deux phénomènes définissent le début de l'avénement de la « classe industrielle ». Le XVIIIe siècle acheva la ruine du système féodal.

Troisième période, entamée par le révolution de 1789 : la Restauration, sous laquelle vit Saint-Simon, n'est qu'une phase transitoire vers l'établissement définitif du système industriel.

On voit à quel point on peut faire l'analogie entre le schéma historique de Marx et celui de Saint-Simon ; cependant ce dernier n'a fait que s'inspirer de Condorcet, et on retrouve l'idée des phases successives d'évolution des sociétés dans la théorie de l'histoire de Hegel. La différence entre Hegel et Saint-Simon réside cependant dans le constat que ce dernier se place incontestablement dans une perspective matérialiste de l'histoire – mais une perspective où c'est la bourgeoisie industrielle qui est la dernière classe de l'histoire.

> « Il est clair que la lutte doit finir par exister entre la masse entière des parasites d'un côté, et la masse des producteurs de l'autre, pour décider si ceux-ci continueront à être la proie des premiers, ou s'ils obtiendront la direction suprême d'une société qui ne se compose plus aujourd'hui que d'eux seuls, essentiellement [47] . »

Il y a quelque chose d'authentiquement subversif chez Saint-Simon, qui pense que « tous les hommes doivent travailler » [48] ; « un homme ne

[47] *Du système industriel*, p. 258.
[48] *Lettre d'un habitant de Genève.*

peut avoir la liberté de rester les bras croisés [49]. » Il estime que la propriété ne peut plus être considérée comme une rente. L'entrepreneur est vu comme un gérant qui est au service de tous, il est un rouage dans le système économique où l'administration des choses remplace le gouvernement des hommes. Dans une large mesure, la nature de la propriété se trouve ainsi délégitimée : Saint-Simon ruine le fondement mystique du droit de propriété. « La propriété doit être constituée d'une manière telle que le possesseur soit stimulé à la rendre productive le plus qu'il est possible [50]. » On arrive rapidement à l'idée de l'expropriation de la classe oisive au profit de la classe qui travaille. Aussi Maxime Leroy peut-il écrire que « Saint-Simon a fait émerger socialement la classe ouvrière, cette classe qui n'était considérée jusqu'alors que comme un ensemble de pauvres : à partir de Saint-Simon, et aussi à partir de Sismondi, cette masse pauvre est étudiée dans ses rapports avec la production, sous l'angle du labeur ; il ne s'agit, non plus, d'un pauvre tout court, mais d'un ouvrier pauvre ; et c'est là plus qu'une nuance [51]. »

Trente ans après la publication du *Manifeste*, Engels reconnaîtra l'apport de Saint-Simon :

> « Saint-Simon était fils de la Révolution française ; il n'avait pas encore trente ans lorsqu'elle éclata. La Révolution était la victoire du tiers-état, c'est-à-dire de la grande masse de la nation qui était *active* dans la production et le commerce, sur les ordres privilégiés, oisifs jusqu'alors : la noblesse et le clergé [52]. »

La bourgeoisie possédante – c'est-à-dire la fraction de la bourgeoisie qui n'est pas liée à un travail productif – s'était développée rapidement pendant la Révolution en spéculant sur la propriété foncière de la noblesse et de l'Église confisquée et en fraudant la nation par les fournitures aux armées.

> « Ce fut précisément la domination de ces escrocs qui, sous le Directoire, amena la France et la Révolution au bord de la ruine et donna ainsi à Napoléon le prétexte de son coup d'État. De la sorte,

---

[49] *Du Système industriel*, XXI, 15.
[50] Saint-Simon, *Le nouveau christianisme.*
[51] Maxime Leroy, *Histoire des idées sociales en France*, Gallimard, p. 237.
[52] Engels, *L'Anti-Duhring*, 1878.

dans l'esprit de Saint-Simon, l'opposition du tiers-état et des ordres privilégiés prit la forme de l'opposition entre "travailleurs" et "oisifs". Les oisifs, ce n'étaient pas seulement les anciens privilégiés, mais aussi tous ceux qui vivaient de rentes, sans prendre part à la production et au commerce [53]. »

Dans la vision de Saint-Simon, le concept de producteur incluait les ouvriers, mais aussi les fabricants, les négociants, les banquiers. Ceux qui devaient diriger étaient les détenteurs de la science et de l'industrie. « Mais la science, c'était les hommes d'études, et l'industrie, c'était en première ligne les bourgeois actifs, fabricants, négociants, banquiers. »

« Concevoir la Révolution française comme une lutte de classe entre la noblesse, la bourgeoisie et les non-possédants était, en 1802, une découverte des plus géniales. En 1816, il proclame la politique science de la production et il prédit la résorption entière de la politique dans l'économie. Si l'idée que la situation économique est la base des institutions politiques n'apparaît ici qu'en germe, le passage du gouvernement politique des hommes à une administration des choses et à une direction des opérations de production, donc l'abolition de l'État, dont on a fait dernièrement tant de bruit, se trouve déjà clairement énoncée ici [54]. »

Engels conclut son propos en affirmant que « nous trouvons chez Saint-Simon une largeur de vues géniale qui fait que presque toutes les idées non strictement économiques des socialistes postérieurs sont contenues en germe chez lui ».

Il convient donc, en conclusion, de relativiser quelque peu le caractère « génial » des trouvailles de Marx, qui n'a inventé ni le concept de lutte des classes, ni l'application du matérialisme à l'analyse historique, ni la théorie des phases successives d'évolution des sociétés ; Marx n'a fait que reprendre des idées qui étaient dans l'air du temps, et son « génie » se limite à l'interprétation particulière qu'il leur a données, ce qui est déjà pas si mal.

---

[53] *Ibid.*
[54] *Ibid.*

Engels, qui est un peu le « gaffeur » du couple qu'il forme avec Marx, se laisse parfois aller à « dérailler ». Ainsi, dans la lancée de son admiration pour son ami, il écrit une chose étonnante dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1878) :

> « Si, jusqu'ici, la raison et la justice effectives n'ont pas régné dans le monde, c'est qu'on ne les avait pas encore exactement reconnues. Il manquait précisément l'individu génial qui est venu maintenant et qui a reconnu la vérité ; qu'il se soit présenté maintenant, que la vérité soit reconnue juste maintenant, ce fait ne résulte, pas avec nécessité de l'enchaînement du développement historique comme un événement inéluctable, c'est une simple chance. L'individu de génie aurait tout aussi bien pu naître cinq cents ans plus tôt, et il aurait épargné à l'humanité cinq cents ans d'erreur, de luttes et de souffrances. » *(Je souligne.)*

Une telle affirmation est une énormité du point de vue du « matérialisme historique ». Elle fait dépendre l'histoire de la présence d'un « individu génial » qui serait apparu en dehors de tout contexte historique. Si cet « individu génial » était apparu cinq cents ans plus tôt, il se serait heurté à un haussement d'épaules général, serait passé pour l'idiot du village ou aurait été brûlé pour sorcellerie.

L'Etat

Marx expose pour la première fois sa conception matérialiste de l'histoire dans *l'Idéologie allemande*, ouvrage écrit en 1846 en collaboration avec Engels. En résumé, la division du travail provoque la naissance des classes et détermine la nécessité de l'Etat. Alors que, pour la théorie libérale, l'Etat est le gardien des intérêts particuliers, Marx déclare que c'est *« dans cette contradiction des intérêts particulier et commun que l'intérêt commun prend, comme Etat, une forme indépendante, distincte des réels intérêts particuliers et collectifs et en même temps comme communauté illusoire »* [55]. L'Etat n'est pas la réalisation de l'unité de la société mais l'expression des antagonismes de classe qui la déchirent.

[55] *l'Idéologie allemande.*

Si l'Etat libéral est un organisme au service de la classe dominante, il reste cependant que tout Etat a besoin de chercher une justification idéologique à son existence.

Le *Manifeste* ne contient aucune analyse sérieuse de la notion d'Etat ; on y trouve seulement que *« le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise »*. En 1848 cette définition est cependant assez exacte, dans la mesure où les gouvernements libéraux d'Europe sont élus au suffrage censitaire, c'est-à-dire à partir d'un électorat déterminé par le niveau de sa fortune.

Cependant, l'Etat du *Manifeste* n'a de racines que sociales. Marx passe complètement à côté du fondement national de l'Etat alors qu'en 1848 une vague révolutionnaire, fondée sur les revendications nationales des peuples dominés par les grands empires, balaiera toute l'Europe. La question nationale, qui est la question du jour, n'est pas seulement absente du *Manifeste :* elle n'y a aucune place dans la mesure où le système capitaliste, selon Marx, en unifiant la planète, rend cette question obsolète.

Marx pensait que la mondialisation du mode de production capitaliste allait rendre caduques les distinctions nationales. C'est le contraire qui s'est produit. Le capitalisme n'a pu se développer que là où l'Etat a été capable de mettre sur pied une politique de défense des intérêts nationaux – protectionnisme à l'intérieur, expansion coloniale à l'extérieur. Au lieu que se constitue un capitalisme planétaire faisant table rase des particularités nationales, il s'est constitué un système de concurrence effréné entre capitalismes nationaux. Ce n'est qu'aujourd'hui, 150 ans après le *Manifeste*, que la mondialisation des économies nationales commence à ressembler un peu à ce que décrivit Marx.

On peut mettre ce constat au crédit de Marx en disant qu'il avait une vision prophétique. Cependant il est douteux que Marx ait cherché à faire de la prospective sur 150 ans : son objectif était immédiat, il pensait, comme la plupart des socialistes du temps, que la révolution était imminente. Il serait plus pertinent de dire que Marx s'est complètement trompé dans son analyse. Le fait qu'il ait eu raison, par hasard, avec 150 ans d'avance, ne saurait évacuer son incapacité à percevoir que pendant plus de cent ans le capitalisme à l'échelle mondiale a été constitué de capitalismes concurrents se fondant sur des Etats nationaux.

Contrairement à Marx, qui pensait que la mondialisation du mode de production capitaliste allait rendre caduques les distinctions nationales, c'est le contraire qui s'est produit. Le capitalisme n'a pu se développer que là où l'Etat a été capable de mettre sur pied une politique de défense des intérêts nationaux – protectionnisme à l'intérieur, expansion coloniale à l'extérieur, etc. Si le *Manifeste communiste* décrit en termes romantiques l'expansion internationale du capitalisme qui fait avancer dans les contrées les plus reculées les limites de la civilisation, il ne dit rien sur les antagonismes créés entre les Etats nationaux par le développement du capitalisme. Or, l'Etat national n'est pas seulement un cadre formel du système capitaliste, il est une machine de guerre du capitalisme national contre la concurrence : la diplomatie ou l'armée sont les instruments qu'il emploie. Il n'est pas exact de dire avec le *Manifeste* que « le bon marché des produits est la grosse artillerie avec laquelle on abat les murailles de Chine ». On pourrait plus justement dire que la grosse artillerie qui abat les murailles de Chine assure le bon marché des produits... Autrement dit, l'Etat national qui dispose de la puissance est capable d'instaurer des barrières douanières pour protéger ses propres produits, et d'abattre les barrières douanières des Etats concurrents. Les textiles indiens étaient meilleur marché que les textiles anglais : ce sont pourtant les textiles anglais qui ont gagné, dans une lutte où la tant vantée libre concurrence n'a pas eu grand chose à voir. Les Anglais ont *détruit* l'industrie textile indienne. Marx le sait bien, puisqu'il l'expliquera – vingt ans plus tard, il est vrai – dans le *Capital*…

A la fin du XIXe siècle, tous les pays qui ont créé une industrie se retranchent derrière des politiques protectionnistes, sauf l'Angleterre.

Marx prévoit dans le *Manifeste* que le système capitaliste, dont la description est fondée sur l'Angleterre de son temps, se répandra sur la planète en détruisant les structures sociales archaïques, établissant les bases d'un développement des forces productives qui permettront l'édification du socialisme. C'est donc essentiellement sur l'expansion du modèle anglais de capitalisme que se fonde l'idée marxienne. Or, l'économie anglaise de l'époque est une économie de libre concurrence, dans un contexte international où il n'y a pas de capitalisme concurrent. La libre concurrence, pierre de touche de la théorie libérale, ne fonctionnera en réalité que pendant une période très courte de l'histoire du capitalisme. Elle n'est, dans l'histoire économique qu'un accident. C'est pourtant sur elle que Marx bâtit sa théorie. Paru à la veille des

révolutions de 1848 en Europe, le *Manifeste* ne dit pas un mot de la question nationale, qui sera la grande revendication des peuples d'Europe pendant les deux années qui suivront. C'est que, pour le *Manifeste*, « les démarcations et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus (...) le jour où tombe l'antagonisme des classes au sein de la même nation, tombe également l'hostilité entre les nations »... Des conceptions aussi simplistes ne pouvaient encourager Marx à envisager une évolution ultérieure en réalité beaucoup plus complexe.

Si Bakounine n'a pas grand mérite à voir les choses différemment, en ce sens que son analyse est de trente années postérieure à celle du *Manifeste*, il reste que dès la révolution de 1848-1849, lors de laquelle il fut très actif, il avait, infiniment mieux que Marx, saisi l'importance de la question nationale. Le modèle bismarckien qu'il décrit correspond donc à une phase d'évolution du capitalisme beaucoup plus avancée que celle décrite par Marx dans les années 40. Il s'agit d'une conjoncture dans laquelle des Etats sont amenés à prendre des mesures de protection du capitalisme national, et donc dans laquelle les antagonismes entre Etats peuvent s'exacerber pour la conquête des marchés. L'expansion mondiale du capitalisme n'est pas perçue comme un grignotage progressif, par l'économie industrielle, de modes de production dépassés, mais comme une guerre entre Etats, guerre à laquelle le modèle bismarckien est tout à fait adapté.

La libre concurrence, saluée par Marx comme la conséquence normale du développement capitaliste, n'a été qu'un phénomène accidentel et très momentané qui a servi aux industriels anglais à un moment où la Grande-Bretagne était le seul pays capitaliste, sans concurrent réel. L'industrialisation d'autres pays provoqua l'apparition d'une centralisation économique et la mise en place de mesures que seul l'Etat pouvait prendre pour protéger le capitalisme national, mesures d'autant mieux garanties que l'Etat pouvait s'appuyer sur une force militaire conséquente. Ce n'est donc pas sans raison que Bakounine affirme que « l'Etat moderne, par son essence et les buts qu'il se fixe, est essentiellement un Etat militaire » [56].

[56] Bakounine, *Etatisme et anarchie*, Œuvres Champ libre, IV, 211.

Le lecteur de l'époque qui s'en serait tenu au schéma développé dans le *Manifeste* n'aurait pas pu comprendre l'avènement de Louis-Napoléon Bonaparte, que Marx décrit dans le *18 Brumaire* en se fondant sur un autre schéma descriptif. En effet, contrairement à ce qui est dit dans le *Manifeste*, domination économique et politique ne coïncident pas toujours. Les événements de 1851 révèlent que la bourgeoisie refuse de s'affirmer comme classe dominante et d'exercer le pouvoir politique ; elle s'abrite derrière un protecteur. L'Etat bonapartiste n'est pas l'émanation d'une classe déterminée, il a des appuis dans toutes les couches de la société, du paysan à l'ouvrier socialiste. L'Etat est le *« bienfaiteur patriarcal de toutes les classes »* [57].

On est loin de l'Etat conçu comme « délégation qui gère les affaires de la bourgeoisie ». C'est d'ailleurs une constante chez Marx que ses ouvrages historiques contredisent, ou relativisent considérablement, ses textes doctrinaux.

On ne trouve pas dans le *Manifeste* l'idée que l'Etat secrète une énorme machine bureaucratique et militaire. Ce n'est que dans *le 18 Brumaire* que Marx constatera que l'Etat, instrument de la classe dominante, *« semble être devenu complètement indépendant »* sous Napoléon III, ce qui contredit totalement la thèse du *Manifeste*. L'adéquation entre Etat et classe dominante sera donc plus tard relativisée par Marx et Engels. Ce dernier dira dans *l'Origine de la famille* que l'Etat est *« en règle générale »* l'Etat de la classe dominante. Il dira également que l'Etat est un Etat issu de la société mais *« qui veut se placer au-dessus d'elle et s'en dégage de plus en plus »*, ce qui introduit la notion d'autonomisation de l'Etat chère aux anarchistes. Marx ajoutera que les organes du pouvoir *« mirent avec le temps la puissance publique au service de leurs propres intérêts et, de serviteurs de la société, en devinrent les maîtres »* [58]. Ce constat, 150 ans après la rédaction du *Manifeste*, mérite d'être sérieusement reconsidéré.

L'idéologie

Le *Manifeste* est présenté comme une théorie de la classe ouvrière fondée sur le matérialisme historique, mais, chez Marx, on ne trouve nulle part ni de définition de ce qu'est une classe, ni de définition de ce

---

[57] *18 Brumaire.*
[58] *la Guerre civile en France.*

qu'est le matérialisme historique ; on ne trouve même pas l'expression : « matérialisme historique ». L'un des pivots du matérialisme historique, les rapports entre « l'infrastructure » économique et la « superstructure » idéologique, est à peine esquissé dans le *Manifeste*. Marx se borne à indiquer que les changements matériels entraînent des changements idéologiques. L'idéologie bourgeoise est un masque derrière lequel *« se cachent autant d'intérêts bourgeois »*. Marx ne tient pas compte, d'une part, du fait que l'idéologie peut devenir, une fois constituée, une force matérielle, et, d'autre part, qu'il n'y a pas toujours adéquation entre intérêts de classe et idéologie. Il reconnaîtra ces faits quelques années plus tard, dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* et dans *Les luttes de classe en France.* Dans ces deux textes, il apparaît que la lutte entre les deux fractions de la bourgeoisie d'alors, les orléanistes et les légitimistes, ne peut se limiter à des contradictions purement économiques. La lutte entre les deux camps, dit alors Marx, s'explique par *« la superstructure d'impressions, d'illusions »*... Bien que la division de la société en classes antagonistes reste une des clefs de l'analyse de la société, elle apparaît comme une méthode insuffisante pour appréhender le réel dans sa totalité.

La classe ouvrière

La classe ouvrière est une catégorie en constante mutation. L'organisation des prolétaires en classe, dit Marx dans le *Manifeste, « est à tout instant brisée de nouveau par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse plus forte, plus solide, plus puissante »*. A cette époque, Marx croit que le machinisme *« efface de plus en plus les différences du travail et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas »*.

La misère croissante de la classe ouvrière, conséquente de l'extension du machinisme, n'est pas une vue de l'esprit. L'ouvrier du *Manifeste* vivait dans une misère qu'aucune législation ne venait tempérer. Là se trouve sans doute une des clefs du succès de ce texte, qui évoque avec indignation les conditions terribles d'exploitation de la classe ouvrière de l'époque. Là se trouve aussi l'une de ses limites. En effet, on peut se demander où le prolétaire trouvera la capacité politique et l'énergie pour renverser la société capitaliste, s'il est vrai que *« l'ouvrier moderne, au lieu de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend de plus en plus au-dessous des conditions de la propre classe »*. Le *Manifeste* répond à cette question par un acte de foi en l'immanence de la justice dans

l'Histoire. C'est une vision essentiellement religieuse, où le prolétariat, après une longue évolution faite de souffrances, sera devenu digne de réaliser le salut de l'humanité.

La description que fait Marx du prolétariat de son époque est datée. La misère de la clase ouvrière au milieu du XIXe siècle est celle qui accompagnait la mutation du travail à domicile en travail dans les fabriques. L'ouvrier de cette époque avait un pied dans l'artisanat ruiné par le machinisme, un autre dans la fabrique avec ses horaires inhumains et ses conditions de travail terribles. C'est ainsi que l'ouvrier est décrit comme quelqu'un qui « descend de plus en plus au-dessous des conditions de sa propre classe ».

L'ouvrier du *Manifeste* est un « proto-ouvrier » qui vit à la limite de la mendicité et risque à tout moment de sombrer dans les bas-fonds. C'est un artisan exclu de son outil de travail, un produit de la décomposition de la classe moyenne plus qu'un ouvrier au sens moderne du mot.

Ce n'est qu'après le début de l'expansion économique commencée vers 1850 qu'apparaît le prolétariat en tant que classe créatrice de valeurs d'échange.

Le prolétariat d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui de 1848. La complexification de la société industrielle rend plus complexe l'élaboration d'une définition. En effet, entre le processus de production lui-même et la réalisation de la plus-value se sont constituées des couches sociales qui ne participent pas directement à la production de valeur mais dont l'absence rendrait impossible la réalisation du profit capitaliste. On pourrait reprendre la définition de Pierre Besnard dans *les Syndicats ouvriers et la révolution sociale* :

> « ... l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille – l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat. »

Le prolétariat au sens où l'entendait la CGT-SR de Pierre Besnard couvrirait aujourd'hui 75 % de la population en France. Le terme « prolétaire » peut aujourd'hui faire sourire : tant pis. Disons qu'il désigne ceux qui produisent les richesses et qui n'en bénéficient pas, ou peu. Il désigne aussi ceux qu'on écarte du droit de produire : chômeurs,

paysans expulsés. Il désigne ceux qui n'ont aucun pouvoir. Il désigne enfin ces millions d'hommes qu'on a envoyés sur tous les fronts s'entre-tuer alors qu'ils n'avaient aucune raison de le faire, ces millions de femmes, d'enfants, qui meurent pour la raison d'Etat ou les parts de marché que se disputent les multinationales. Autrement dit, les damnés de la terre, qui sont légion, contrairement à ce que certains veulent faire croire, et dont le nombre va croissant.

Il n'y a, dans le *Manifeste communiste*, rien sur les formes d'exercice du pouvoir du prolétariat. On apprend simplement que « lorsque, dans le cours du développement, les antagonismes de classes auront disparu et que toute la production sera concentrée entre les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique », ce qui est une généralisation sans contenu qui renvoie le *Manifeste* au niveau de tous les projets utopistes antérieurs.

La bourgeoisie

Dans le *Manifeste*, la bourgeoisie n'est ni homogène ni immuable. Marx distingue d'une part le grand capitaliste, le capitaine d'industrie, et d'autre part les *« anciennes petites classes moyennes, les petits industriels, les petits commerçants et les petits rentiers, les artisans et les paysans »*. Ceux-là, dit-il, *« sombrent dans le prolétariat »*. Ce constat, faut-il le rappeler, n'a strictement rien d'original à l'époque.

Le *Manifeste* décrit de manière tragique la ruine de l'artisanat industriel à une époque où la révolution industrielle introduit le machinisme. Cette description apocalyptique ne correspond pas à la réalité, car grande industrie et artisanat ont cohabité et ont établi des relations d'interdépendance, de division du travail. Le schéma d'une société divisée entre grande industrie socialisée et artisanat prolétarisé mérite d'être sérieusement reconsidéré. La vision développée dans le *Manifeste communiste* est totalement inopérante dans une société industrielle développée.

S'il est vrai que certaines couches de la petite bourgeoisie sombraient dans la plèbe, qu'une partie des métiers artisanaux disparaissaient, d'autres couches liées à d'autres fonctions apparaissaient. Le développement des forces productives et la concentration du capital, au lieu de faire disparaître la petite bourgeoisie, provoquaient au contraire son expansion.

A côté des classes moyennes traditionnelles se sont constituées de nouvelles classes moyennes directement nées de l'évolution du mode de

production capitaliste. Le propre d'une société industrielle développée est *précisément* l'existence d'une vaste classe moyenne. Cette situation, que Marx ne semble pas voir, a des conséquences déterminantes dans la stratégie politique de la classe ouvrière. On oublie en effet que la politique marxienne se situait à l'intérieur du cadre parlementaire. Promouvoir les candidatures ouvrières au Parlement aurait pu avoir un intérêt s'il était avéré que le prolétariat industriel (le seul que connaissait Marx en 1848) constituait une majorité substantielle de la population, ce qui est loin d'être le cas. Bakounine fondera son opposition à la stratégie parlementaire sur le fait que la classe ouvrière ne peut matériellement pas arriver au pouvoir de cette manière, sauf à contracter des « alliances contre-nature » avec certaines fractions de la bourgeoisie. A partir d'un constat erroné, les fondateurs du socialisme dit scientifique ont développé une stratégie politique fondée sur l'idée que le prolétariat, devenu la classe numériquement la plus nombreuse, allait pouvoir conquérir le pouvoir par l'action parlementaire.

Cette erreur d'appréciation sur les classes moyennes perdurera dans la social-démocratie allemande. Le révisionnisme de Bernstein, plus tard, n'exprimera rien d'autre que la volonté de revenir à une « vérité des prix ».

La littérature socialiste de la première moitié du XIXe siècle est remplie d'analyses sur la paupérisation des classes moyennes produite par l'expansion du capitalisme manufacturier et industriel. Le *Manifeste communiste* affirme que la condition de « l'ouvrier moderne » se dégrade et que le paupérisme s'accroît plus rapidement que la population et la richesse ». Dans les *Luttes de classes en France*, on apprend que « la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise ».

On sait maintenant que c'est faux : si l'expansion de l'industrie provoque la ruine de certaines couches de la petite bourgeoisie, elle suscite l'apparition d'autres couches occupées à des tâches qui entrent dans la division du travail nécessaire à la grande industrie : autour des grandes entreprises se trouve une grande quantité de petites entreprises qui se consacrent à de la sous-traitance. Contrairement à la croyance tenace chez les socialistes du XIXe siècle – y compris Bakounine – l'expansion industrielle a au contraire accru l'importance de la petite-bourgeoisie. Ce constat a des implications directes au niveau stratégique pour le mouvement ouvrier. En effet, la petite bourgeoisie en voie de paupérisation était considérée comme une alliée potentielle du

prolétariat. En outre, la perspective de sa disparition accréditait chez les penseurs de la social-démocratie l'idée que, à terme, une minorité de capitalistes – concentration du capital aidant – aurait face à elle une écrasante majorité de prolétaires et qu'il suffirait à ceux-ci de bien voter et de prendre le pouvoir. Les choses ne se passèrent pas ainsi. D'une part, il était peu crédible que la petite-bourgeoisie prolétarisée identifie ses intérêts avec ceux du prolétariat. On a toujours tendance à identifier ses intérêts avec ceux qui se trouvent « au-dessus ». Mais surtout, la petite-bourgeoisie a connu au contraire une expansion importante. Toute la stratégie de la social-démocratie s'effondrait, ce que Kropotkine a manifestement perçu.

Kropotkine se réfère à un chapitre du *Capital* dans lequel Marx désigne la concentration du capital comme une « fatalité d'une loi naturelle ». Cette idée, dit-il, était « récurrente dans les écrits de tous les socialistes français, particulièrement Considérant, et leurs disciples allemands, et elle était utilisée par eux comme argument en faveur de l'inévitabilité d'une révolution sociale. Mais Marx était un penseur trop avisé et il n'aurait pas manqué de voir les développements ultérieurs de la vie industrielle, qui n'étaient pas prévisibles en 1848 ; s'il avait vécu maintenant, il n'aurait pas manqué d'observer la croissance formidable de nombreux petits capitalistes et des fortunes qui sont réalisées au sein des classes moyennes… »

Kropotkine, on le voit, fait le constat de cette évolution sociologique qui marque la petite bourgeoisie dans le capitalisme qui lui est contemporain, évolution que la social-démocratie allemande ne semble manifestement pas percevoir. Et, fait notable, il rend crédit à Marx qui, *s'il avait vécu*, n'aurait pas manqué, lui, de percevoir cette évolution.

> « Très certainement, il aurait également remarqué l'extrême lenteur avec laquelle la destruction des petites industries s'accomplit – une lenteur qui ne pouvait pas être prédite il y a cinquante ou quarante ans, parce que personne ne pouvait prévoir alors les possibilités qui ont été offertes au transport, la croissance des variétés de la demande, ni les faibles moyens peu coûteux maintenant nécessaires pour fournir de la force motrice en petites quantités. Etant un penseur, il aurait étudié ces faits et aurait très certainement modéré le caractère absolu de sa formulation initiale… »

Kropotkine conclut en souhaitant que les disciples de Marx s'appuient moins sur des « formules abstraites » et qu'ils « tentent d'imiter leur maître dans ses analyses des phénomènes économiques concrets »…

Voilà un étonnant hommage rendu par Kropotkine à Karl Marx.

La critique que fait Kropotkine de la théorie de la paupérisation des couches moyennes vise en fait moins Marx que la social-démocratie allemande. La discussion sur ce sujet, dit-il, « a souvent pris en Allemagne un caractère passionné et même personnellement agressif » [59]. Les éléments ultra-conservateurs instrumentalisent les petites entreprises et les industries domestiques pour promouvoir le retour à un « âge d'or » du passé, celui des corporations patriarcales archaïques. C'est, dit Kropotkine, une « arme contre la social-démocratie ». Mais par ailleurs, les social-démocrates, opposés à juste titre à cette évolution, ont une approche trop abstraite des questions économiques et attaquent « tous ceux qui ne répètent pas simplement les phrases stéréotypées sur le fait que "les petites entreprises sont en déclin" et que "le plus tôt sera le mieux", puisque cela laissera la place à la centralisation capitaliste qui, selon la croyance social-démocrate, "réalisera sa propre perte"«.

Champs, usines et ateliers a été publié en 1898, avec une réédition en 1912. Cette année-là, Edouard Bernstein écrit au congrès de Stuttgart une lettre dans laquelle il aborde la question de l'imminence de « l'écroulement de la société bourgeoise » implicite dans le *Manifeste communiste ;* il récuse l'idée selon laquelle la social-démocratie doit « régler sa tactique sur cette grande catastrophe ». « Les partisans de cette théorie du cataclysme invoquent, à l'appui de leur façon de voir, le *Manifeste communiste*. A tort, sous tous les rapports. » Bernstein confirme donc les propos de Kropotkine sur les militants qui répètent les phrases stéréotypées du dogme en vigueur :

> « L'aggravation de la situation économique ne s'est pas effectuée comme l'avait prédit le *Manifeste*. Il est non seulement inutile, mais très sot même de dissimuler ce fait. Le nombre de possédants n'a pas diminué mais grandi. L'énorme accroissement de la richesse sociale n'est pas accompagné par la diminution du nombre des magnats du

[59] *Champs, usines et ateliers*. Ayant en ma possession une édition anglaise, j'ai traduit les passages cités.

capital, mais au contraire par l'augmentation du nombre de capitalistes de tout degré. Les couches moyennes modifient leur caractère, mais elles ne disparaissent pas de l'échelle sociale [60]. »

Il est peu probable que Kropotkine ait eu connaissance de cette lettre mais la concordance entre celle-ci et les propos qu'il tient sur le même sujet dans son livre méritait d'être soulignée.

La conscience socialiste

Il y a une fracture très nette entre Marx et ses successeurs sur la question de l'acquisition de la conscience socialiste par la classe ouvrière. Dans le *Manifeste*, les communistes *« n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien »* ; ils ont, précise-t-il, *« sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien »*. Les conceptions des communistes *« ne reposent nullement sur les idées, sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions effectives d'une lutte de classes qui existe, d'un mouvement qui s'opère sous nos yeux. »*

Le *Manifeste* souligne le rôle important joué par les théoriciens bourgeois ralliés au socialisme mais ne leur attribue pas un rôle de dirigeant du mouvement ouvrier. Ils ne font qu'exprimer de façon précise ce qui se trouve déjà contenu dans l'action du prolétariat. Ce ne sera pas le cas de Karl Kautsky, pour qui *« la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classes du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément »* ; le socialisme émane des intellectuels bourgeois qui le communiquent *« aux prolétaires intellectuellement les plus développés »*, idée que Lénine reprendra presque mot à mot dans *Que faire* ? Lénine est plus un disciple de Kautsky que de Marx.

La révolution

Il n'y a pas, dans le *Manifeste*, une théorie cohérente de la révolution, mais un mouvement entre deux conceptions, l'une catastrophiste, l'autre

---

[60] Bernstein dira l'année suivante dans *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* : « Une erreur ne devient pas sacrée par le fait qu'à un moment donné Marx et Engels l'ont partagée… ».

évolutive. La vision catastrophiste est peut-être due à Engels. Observateur de la société anglaise, il avait écrit un livre fameux, *La situation des classes laborieuses en Angleterre* dans lequel il prédisait à brève échéance dans ce pays une lutte décisive, sinon finale, entre bourgeoisie et prolétariat. Engels abandonna cette thèse en 1847, mais le marxisme conserva un balancement permanent entre les deux visions de la révolution. Ces deux conceptions, présentes dans le *Manifeste*, préfigurent sans doute la coupure qui aura lieu plus tard dans le mouvement communiste entre social-démocratie réformiste et radicalisée.

1. La théorie catastrophiste dérive du « matérialisme historique » dans sa forme déterministe : l'histoire est une succession linéaire de phases successives nécessaires, c'est-à-dire inévitables, valable dans tous les pays :

> « Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général [61]. »

Cette thèse, qui servit de fondement à un marxisme économiste et mécaniste, fut remise en cause par Bakounine mais aussi par Marx et Engels eux-mêmes à la fin de leur vie. Elle sert cependant de ligne conductrice au *Manifeste*.

La société capitaliste résulte d'une longue évolution historique consécutive à une série de transformations dans les moyens de production.

---

[61] Marx, *Critique de l'économie politique*, 1859.

a) Classe économiquement dominante sous l'ancien régime, la bourgeoisie devient ensuite la classe politiquement dominante : *« La bourgeoisie, depuis la création de la grande industrie et du marché mondial, a conquis finalement la souveraineté politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise. »*

b) Les couches moyennes se prolétarisent : *« Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat. »* La société tend par conséquent à se diviser en *« deux grandes classes diamétralement opposées l'une de l'autre »*.

c) Cet antagonisme entre deux classes ne suffit pas pour assurer la victoire du prolétariat ; il faut que ce dernier soit *« le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité »*. L'émancipation du prolétariat coïncide avec l'émancipation de l'humanité tout entière.

d) Cependant, la condition incontournable de toute révolution reste la concentration des forces du prolétariat qu'heureusement la bourgeoisie réalise grâce à la concentration du capital et des moyens de production : *« Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent passif et inconscient, substitue à l'isolement des ouvriers par la concurrence leur union révolutionnaire par l'association »*, dit le *Manifeste.*

e) Le système capitaliste crée la misère pour les uns en même temps que l'abondance pour les autres ; la bourgeoisie, dit Marx, *« est incapable de dominer, parce qu'elle est incapable d'assurer à son esclave l'existence même dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est forcée de le laisser descendre à une condition où elle doit le nourrir au lieu d'être nourrie par lui. La société ne peut plus vivre sans la bourgeoisie ; en d'autres termes, l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec la société »*.

f) Enfin, *« les démarcations et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus... le jour où tombe l'antagonisme des classes au sein de la même nation, tombe également l'hostilité entre les nations »*. Dans un monde en voie d'internationalisation, la révolution prendra un caractère mondial.

Lorsque ces conditions seront réunies, grâce aux lois de l'évolution capitaliste, le prolétariat pourra faire *« sauter toute la superstructure des*

couches qui forment la société officielle ». Le schéma de la révolution déduit du *Manifeste* fait appel aux lois de l'histoire et de l'économie, indépendamment de tout projet révolutionnaire. C'est un déterminisme poussé à l'extrême, que Bakounine critiquera sévèrement. Les idéologies ne jouent aucun rôle dans le processus révolutionnaire ainsi décrit, elles ne sont que des reflets du monde extérieur : *« Est-il besoin d'une grande pénétration pour comprendre que les vues, les notions et les conceptions des hommes, en un mot leur conscience, changent avec tout changement survenu dans leurs conditions de vie, leurs relations sociales, leur existence collective ? »*

Le *Manifeste* ne dit rien sur l'activité consciente de hommes, qui sera pourtant évoquée dans d'autres ouvrages. Pour l'instant, Marx admet tout au plus que dans le prolétariat se trouve une catégorie, les communistes, qui ont *« sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétaire »*. Et parmi les communistes, il y a les intellectuels bourgeois qui, *« à force de travail se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique »*.

Un certain nombre de conditions doivent ainsi être remplies préalablement à la révolution sociale, qui se montrent presque toutes fausses ou non nécessaires :

♦ La bourgeoisie doit être au pouvoir car c'est elle qui opère la rupture avec la société féodale. Bakounine montrera que dans le cas de l'Allemagne une société dont la « superstructure » politique est dominée par la noblesse opère la mutation vers le capitalisme industriel.

♦ Les classes intermédiaires ont disparu, liquidées par la concentration du capital. Dans les faits, le développement du capitalisme ne fait pas disparaître les classes intermédiaires mais au contraire les développe.

♦ Le prolétariat constitue la majorité de la population et il est concentré grâce à la grande industrie. Toute la stratégie politique issue du *Manifeste* se fonde sur cette hypothèse qui est contredite par les faits.

♦ Ses conditions de vie se sont dégradées par la « loi d'airain des salaires » qui fait qu'il ne peut plus assurer sa survie. Marx abandonnera cette thèse.

♦ Le monde est en voie d'internationalisation. C'est la seule hypothèse qui s'avérera juste, un siècle et demi plus tard, mais qui est contredite par le développement du nationalisme et du protectionnisme pendant un siècle.

Il faut replacer les positions de Marx dans l'époque pour avoir sur elles une appréciation juste. Le capitalisme industriel en France n'en est qu'à ses débuts, le prolétariat industriel y est peu nombreux et dispersé. En Allemagne Marx n'attendait rien d'autre qu'une révolution bourgeoise. Seule l'Angleterre pouvait espérer réaliser – dans un avenir indéterminé – les conditions d'une révolution. L'impatience révolutionnaire de Marx est par ailleurs alimentée par les crises périodiques de surproduction qu'il prenait pour des crises d'agonie, et qui n'étaient que des crises de croissance du capitalisme.

2. La théorie marxienne de l'histoire se fonde sur l'idée qu'une révolution n'est possible que lorsque les forces productives entrent en contradiction avec les rapports de production : *« Les conditions féodales de la propriété ne correspondaient plus aux forces productives déjà développées. Elles entravaient la production au lieu de la favoriser... Il fallut les briser »*, dit Marx dans le *Manifeste.* Cette affirmation est trop péremptoire pour correspondre à une réalité historique constatée : les révolutions bourgeoises ont eu lieu, aussi bien en Angleterre qu'en France, bien avant l'apparition de l'industrie capitaliste et l'opposition entre *« conditions féodales de la propriété »* et forces productives en expansion ; par ailleurs en Prusse l'industrie capitaliste s'est développée alors même qu'existaient des formes politiques féodales.

Quarante ans après la prise de la Bastille, les rapports de production en France ne sont pas différents de ceux de la fin du XVIIIe siècle et ce ne sont pas des forces productives nouvelles qui entrent en contradiction avec eux, mais le développement de relations commerciales fondées sur les anciennes forces productives ; la seule véritable mutation intervenue en 1789 a été le transfert d'une partie de la propriété foncière entre les mains de la bourgeoisie.

La critique marxiste ultérieure du capitalisme sera fondée sur une théorie des crises : les forces productives s'accroissent trop vite par rapport aux revenus et provoquent l'arrêt de la production, le chômage. Lorsqu'il écrit le *Manifeste,* les connaissances de Marx en économie sont

limitées, essentiellement empruntées à Ricardo pour la théorie des salaires et à Sismondi pour la théorie des crises.

Une crise s'accompagne de la destruction des forces productives, d'une aggravation de la misère, de l'agitation ouvrière et de l'accroissement de la lutte des classes. Pour Marx, la solution à la crise est la révolte de la classe ouvrière contre les rapports de propriété. Crise et révolution s'identifient l'une à l'autre. Les communistes doivent donc surveiller les cycles économiques conduisant à des crises et préparer la classe ouvrière à transformer les révoltes en révolution politique. Le mouvement de l'histoire s'identifie au mouvement des crises économiques.

Marx et Engels sont alors convaincus que le système capitaliste va s'effondrer à bref délai. Dans son Catéchisme communiste, Engels affirme que les forces productives se développent avec une telle puissance qu'elles ne peuvent qu'éclater : « aujourd'hui donc, la suppression de la propriété privée est devenue non seulement possible, mais même absolument nécessaire », dit-il.

Pourtant, les crises périodiques qui sont le signe de l'agonie du système ne sont que des crises de croissance.

Le programme

Il y a une certaine contradiction entre la partie théorique, explicative du *Manifeste* et la partie programmatique. Dans la première partie nous avons un déterminisme historique qui semble faire échapper l'histoire à la volonté des hommes. Si la théorie de la révolution esquissée tout d'abord dans le *Manifeste* semble retirer à l'intervention humaine toute validité, la partie programmatique du texte, dans le chapitre II, restitue à la classe ouvrière – implicitement au moins – une certaine capacité d'initiative en admettant qu'il n'est pas nécessaire que le capitalisme parvienne au terme de son évolution pour amorcer une transformation socialiste de l'économie. Il faut, pour cela, que la classe ouvrière utilise les armes que la bourgeoisie met à sa disposition pour imposer un programme socialiste.

Le *Manifeste* est avant tout un texte destiné aux Allemands, aux militants de la Ligue des communistes émigrés à Londres, ce qui explique la phrase : « …c'est sur l'Allemagne que les communistes concentrent leur action. » C'est un accident de l'histoire que ce texte ait pris une ampleur universelle. Il faut donc que la politique préconisée

s'applique non seulement à la métropole capitaliste du moment, l'Angleterre, mais aussi à l'Allemagne. Dans la lutte contre l'absolutisme, les révolutionnaires allemands attendaient peu de chose de la bourgeoisie allemande, mais la vision dialectique de Marx exigeait qu'une révolution bourgeoise soit une étape préliminaire incontournable. C'est pourquoi le *Manifeste* précise que *« la révolution bourgeoise allemande ne peut être que le prélude immédiat de la révolution prolétarienne »*. Cette déclaration est en contradiction avec la thèse marxienne des formes successives d'évolution du capitalisme : la possibilité d'une révolution prolétarienne est envisagée en Allemagne alors que le capitalisme et la classe ouvrière y sont à peine développés.

Ce débat n'est pas innocent, car on le retrouvera au moment de la révolution russe : une révolution prolétarienne est-elle possible dans un pays où il n'y a quasiment pas de classe ouvrière ? Les bolcheviks s'appuieront sur les thèses de Marx et d'Engels sur l'Allemagne, et développeront les mêmes thèses qu'Engels : on procédera par étapes successives grâce au volontarisme politique. « La révolution prolétarienne, dont tout indique qu'elle approche, ne pourra par conséquent que transformer peu à peu la société actuelle et ne pourra supprimer complètement la propriété privée que quand on aura créé la quantité nécessaire de moyens de production. » Ce n'est pas Lénine qui parle mais Engels, dans le *Catéchisme communiste.*

Le *Manifeste* ne dit rien sur la forme politique du régime instauré après la prise du pouvoir, il ne dit rien non plus sur la forme de l'organisation de la classe ouvrière. Si on s'en réfère aux deux premiers points du programme de la Ligue des communistes en Allemagne, datant de mars 1848, c'est-à-dire après la publication du *Manifeste*, il y a tout lieu de penser qu'il s'agira d'une république centralisée de type jacobin fondée sur le suffrage universel, qui, Marx et Engels en furent toujours convaincus, assurerait la domination politique du prolétariat – c'était là un des principaux points de désaccords entre Bakounine et Marx.

Le gouvernement réalisera son programme grâce à des *« empiétements despotiques sur le droit de propriété et les conditions bourgeoises de production »* [62]. Ce programme, manifestement inspiré du

[62] En 1836 fut fondée la London Working-Men's Association qui lança en 1837 une campagne pour une réforme parlementaire. Une pétition fut organisée, nommée la « Charte du peuple », qui exigeait une réforme électorale, et notamment des districts électoraux égaux, l'abolition du cens, le suffrage universel masculin, (*Universal manhood suffrage*), le vote au scrutin, la tenue de parlements annuels, le paiement des

socialisme d'Etat de Louis Blanc et de celui de Pecqueur, allie des mesures concrètes à des vœux parfaitement utopiques et vagues, tels que la disparition progressive de *« l'opposition entre la ville et la campagne »* [63]. En fait, le projet qui est contenu dans ce programme est

---

membres du parlement. Engels déclara que ces six points étaient « suffisants pour renverser toute la Constitution anglaise, reine et lords inclus ». Ces six points furent rédigés sous la forme d'un projet de loi qui fut entériné lors de meetings énormes dans tout le pays : 200 000 personnes à Glasgow, 80 000 à Newcastle, 250 000 à Leeds, 300 000 à Manchester. « Lors de tous ces meetings, la Charte fut approuvée avec enthousiasme et la tactique proposée pour assurer son acceptation prit rapidement forme. Il s'agissait d'une campagne de grandes manifestations, une pétition de masse au Parlement, une convention nationale (le nom en fut délibérément choisi pour son lien avec la Révolution française) et, si la pétition était rejetée, une grève générale politique ou "mois sacré". » (A.J. Morton, *A People's History of Engeland*, Lawrence & Wishart.) La pétition, avec 1 280 000 signatures (il y avait alors 839 000 électeurs) fut rejetée et faute d'organisation, la grève générale ne put être organisée. La Convention fut dissoute le 14 septembre. La répression étatique qui avait marqué le déroulement de cette campagne s'accrut : 450 personnes furent arrêtées et le mouvement semblait, au début de 1840, apparemment décapité et entra dans la clandestinité.

Pourtant, malgré l'interdiction de tout parti national, le 20 juillet 1840 fut fondée en Grande-Bretagne la National Charter Association. C'était le « le premier vrai parti dans le sens moderne du mot, un parti avec des cotisants et environ 400 sections locales. En 1842, il avait 40 000 membres et à travers lui le mouvement atteignit son plus haut point d'influence et d'activité » (Morton, p. 436.)

On organisa une nouvelle pétition, très différente de la première. Le langage en était moins mesuré : elle soulignait le contraste entre le luxe des riches et la pauvreté des masses et exigeait la réduction du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail, la mise en place d'une législation du travail, et dénonçait les dépenses d'entretien de la famille royale, etc. La pétition recueillit 3,3 millions de signatures – bien plus que la moitié de la population mâle de la Grande-Bretagne.

Le Parlement rejeta cette pétition en mai 1842 par 287 voix contre 49. Un représentant de la bourgeoisie s'exclama alors : « … nous ne pouvons en aucun cas, sans courir un terrible danger, confier le gouvernement suprême du pays à une classe qui, sans aucun doute, pratiquerait des incursions graves et systématiques contre la sécurité de la propriété ». (Cité par A.L. Morton et George Tate, *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, éd. Maspéro, p. 114.)

Les dirigeants chartistes étaient alors indécis sur la suite des événements ; heureusement, les Trade Unions prirent la relève et ordonnèrent une grève générale pour soutenir la pétition. La grève s'étendit rapidement, mais en septembre, sous le double effet de la répression et de la faim, les grévistes retournèrent au travail. Le mouvement chartiste tomba alors en sommeil jusqu'en 1846.

[63] On ne comprend pas très bien cette notion de suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Il ne s'agit évidemment pas de créer des villes à la campagne ou des pâturages dans les villes mais de supprimer un type de rapport social. Dans l'hypothèse où les antagonismes sociaux sont supprimés, l'opposition entre ville et campagne, qui se livrent à des activités productives différentes et se trouvent dans une situation de division

une société mixte s'apparentant à tous les programmes socialistes réformistes du XXe siècle.

Les fondateurs du socialisme dit scientifique ne mettront pas longtemps pour renier leur programme – moins d'un an – non pas parce qu'il n'était pas assez radical, mais parce qu'il l'était trop !

La critique anarchiste du marxisme commence avec celle du *Manifeste* effectuée par Bakounine. Le révolutionnaire russe accusait Marx de s'être inspiré du socialisme d'Etat de Louis Blanc, ce qui mettait Marx en fureur. Bakounine avait en particulier dénoncé l'illusion que le suffrage universel pouvait être un moyen de réalisation du socialisme. Le détail de la critique de cette illusion est complexe, mais réduit à l'essentiel on peut dire, d'une part, que le fait que le prolétariat soit majoritaire n'est pas déterminant pour Bakounine, et, d'autre part, qu'une stratégie électorale implique des alliances avec la bourgeoisie radicale ou supposée telle, ce qui signifie l'inévitable édulcoration du programme ouvrier. Toute la critique bakouninienne de Marx reposera sur ce constat :

> « L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontre qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité [64]«

Le *Manifeste* ne dit précisément rien sur la manière dont la république socialiste assurera l'avantage du prolétariat sur ses alliés petits-bourgeois.

---

de travail, disparaît aussi.

[64] Bakounine, Œuvres, III, 166.

* * *

Dire que le *Manifeste* est l'expression de la première irruption du prolétariat comme force politique indépendante sur la scène politique est une exagération idéaliste. Un événement qui passa totalement inaperçu ne peut guère être défini comme une « irruption ». C'est en outre faire injure à la première vraie apparition du prolétariat international organisé en classe sur la scène de l'histoire : l'Association internationale du travail, fondée en 1864.

Le *Manifeste* est tout au plus la première manifestation du communisme, et une manifestation très discrète puisque ses auteurs l'ont mis sous le boisseau pendant la révolution de 1848 et que le texte n'a commencé à être connu que vingt ans plus tard.

V. – 1848 : Un test

La révolution allemande de 1848 constitue littéralement un test qui permet de vérifier le cadre conceptuel élaboré par Marx. Or, dès le début de la révolution de 1848, Marx et Engels tenteront de freiner le développement d'un mouvement ouvrier autonome, y compris en minimisant son importance relative. Des revendications ouvrières trop radicales auraient risqué d'effrayer la bourgeoisie libérale. Les événements, en effet, ne peuvent que se plier à la matrice initiale de toutes les révolutions, au schéma selon lequel la première tâche du prolétariat est d'œuvrer à la constitution d'un Etat national libéré de l'absolutisme. Dans la mesure où l'accession au pouvoir de la bourgeoisie est une condition incontournable de la révolution sociale ultérieure, la lutte aux côtés de la bourgeoisie libérale pour une constitution, pour les libertés démocratiques, devient une priorité, une tâche à laquelle le prolétariat doit s'associer, non pas conditionnellement, mais en abandonnant ses propres revendications, son propre programme.

Le sacrifice du parti

Marx et Engels étaient membres de la Ligue des communistes, fondée en 1847, une petite organisation qu'on peut considérer comme le premier embryon de parti communiste. Le programme de la Ligue, en dix-sept points, directement inspiré du *Manifeste*, intitulé « Les revendications du

Parti Communiste d'Allemagne », qui appelait, entre autres, à la République, à l'armement de la population et à l'expropriation des terres paysannes. Ce programme fut jugé trop radical. Aussi Engels qui tentait de trouver des actionnaires pour le journal auprès des intellectuels et des bourgeois progressistes, écrit-il à son ami le 15 avril 1848 : « Si un seul exemplaire de notre programme en dix-sept points était diffusé ici, tout serait perdu pour nous [65]. » Engels redoute une activité indépendante des ouvriers du textile : « Les ouvriers commencent à s'agiter un peu, d'une manière encore très rudimentaire, mais en masse. Ils ont aussitôt formé des coalitions. Mais voilà justement qui contrecarre *notre* action » [66]. « Notre action » fait évidemment référence à la campagne de souscription pour financer la Nouvelle Gazette rhénane : l'agitation ouvrière risque de faire réfléchir les bourgeois qui ont été sollicités à sortir leur porte-monnaie.

En somme, l'encre du *Manifeste* est à peine sèche que ses rédacteurs entendent mettre une sourdine à leur programme, pour des raisons tactiques : il ne leur aura pas fallu longtemps pour trahir les dispositions qu'ils avaient manifestées :

> « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. »

En mai 1848 se tient à Cologne une réunion à laquelle participent quatre membres du comité central de la Ligue, dont Marx et Engels, et cinq membres de la commune de Cologne de l'organisation. Minoritaire, Marx use des pleins pouvoirs qui lui avaient été concédés et *dissout la Ligue*, alors même que fleurissent partout dans le pays des Associations ouvrières regroupant des centaines de milliers de membres ! A Cologne même, où se tient la réunion, l'Association ouvrière compte des milliers de membres.

---

[65] Il s'agit des « Revendications du parti communiste en Allemagne », tract rédigé par Marx et Engels, imprimé à Paris le 30 mars 1848.

[66] Correspondance, t. I, p. 540 et 543.

Il est intéressant de connaître les raisons qui ont motivé, aux yeux de Marx, cette dissolution : selon un des membres de la Ligue, cité par Claudin, il considérait que « l'existence de la Ligue n'était plus nécessaire puisqu'il s'agissait d'une organisation de propagande et non d'une organisation pour conspirer et que, dans les nouvelles conditions de liberté de presse et de propagande, celle-ci pouvait se faire ouvertement, sans passer par une organisation secrète [p. 133] ».

Il s'opposera à sa reconstitution en février 1849. Il adhère à l'Association démocratique de Cologne, une organisation composée de libéraux bourgeois, et prend la direction de *la Nouvelle Gazette rhénane*, commanditée par des libéraux. Liquidant le programme et l'organisation prolétariennes, il va dès lors tenter de réveiller la conscience de classe... de la bourgeoisie ; il va tenter de convaincre celle-ci de faire son 1789 [67]. En somme, Marx dissout en pleine révolution le premier parti communiste de l'histoire parce qu'il pense que dans les conditions nouvelles de liberté de presse et de propagande, l'existence d'une organisation secrète n'est plus nécessaire.

Pourtant, à en croire Engels « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes » qu'il rédigea en 1890, il explique qu'elle eut « eut un développement relativement rapide ». Il explique en détail l'activité de la Ligue, comment elle recrutait, comment elle s'établissait dans tous les pays d'Europe du Nord, comment, lorsque la loi interdisait les associations ouvrières, on utilisait les sociétés de gymnastique, de chant, comment les liaisons étaient maintenues entre les différentes « communes » de l'organisation. Bref, dit-il, la Ligue « prit une extension considérable » ! En Allemagne même où existaient « de nombreuses sections », et où les conditions étaient plus difficiles, celles qui disparaissaient renaissaient encore plus nombreuses. Il est incroyable que Marx ait pu dissoudre une organisation aussi dynamique, dont Engels lui-même dit qu'elle fut « une excellente école d'action révolutionnaire » !

L'idée d'agir dans l'aile gauche du parti démocrate apparaît rétrospectivement étonnante. Fernando Claudin écrit qu'on ne connaît « aucun document digne de foi dans lequel Marx ou Engels expliquerait

[67] Cf. René Berthier : « 1848, ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande », in *les Anarchistes et la révolution française*, éditions du Monde libertaire, 1990.

ce choix » [68]. Marx aurait dissout autoritairement l'organisation parce, selon un des membres de la Ligue, cité par Claudin, il considérait que « l'existence de la Ligue n'était plus nécessaire puisqu'il s'agissait d'une organisation de propagande et non d'une organisation pour conspirer et que, dans les nouvelles conditions de liberté de presse et de propagande, celle-ci pouvait se faire ouvertement, sans passer par une organisation secrète [69] ».

Ainsi, Marx et Engels n'envisageaient pas, pour l'organisation, d'autre alternative que d'être une « société secrète » ou une organisation de propagande. La notion de parti comme *organisateur* du mouvement ouvrier semble *totalement absente* de leurs conceptions à l'époque. Dans un régime où existe la liberté de la presse et de propagande, *il n'y a pas besoin de parti communiste* : voilà l'idée du parti défendue par Marx en 1848 ! On comprend mieux, dès lors, que le moindre regroupement un tant soit peu cohérent de militants actifs – comme fera Bakounine plus tard –, soit interprété par Marx comme une « société secrète ».

Engels confirme : dans *Quelques mots sur l'histoire de la ligue* (1885), il tente de minimiser les choses : la Ligue était trop faible, elle se trouait « dans l'impossibilité de donner autre chose que des directives générales, qu'il valait du reste beaucoup mieux répandre par la voie de la presse. » Mais pour que des « directives générales puissent être répandues par la voie de la presse », il fallait bien qu'existât une organisation, que Marx avait dissoute ! « Bref, conclut Engels, à l'instant même où cessaient les causes qui avaient rendu nécessaire la Ligue secrète, celle-ci cessait d'avoir une signification comme telle » [70].

Il considérait en outre que le prolétariat était « incapable de s'organiser lui-même », ne sentant que confusément « l'opposition profonde entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie ». Inconscient de son rôle historique, il était « contraint de remplir, pour le moment, dans sa grande majorité, les fonctions de l'aile extrême gauche de la bourgeoisie » [71]. C'était là en fait ce que Marx et Engels *voulaient* que le prolétariat fasse.

---

[68] Cf. Marx, Engels et la révolution de 1848, Maspéro, p. 132.

[69] Claudin, *Marx, Engels et la révolution de 1848*, Maspéro, p 133.

[70] Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue*, 1885, Oeuvres complètes, III, p. 191-192.

[71] Cf. Engels, « Marx et la *Neue Reinische Zeitung*, Œuvres complètes, III, p. 171-172.

Cette opinion, émise en 1885, ressemble trop à une justification *a posteriori* pour être réellement prise en considération. Cela n'empêche d'ailleurs pas Engels de dire en 1893, au sujet de la révolution de 1848, que « partout cette révolution avait été l'œuvre de la classe ouvrière » [72], ce qui contredit totalement ce qu'il avait déclaré quelques années plus tôt.

On voit donc que la conception que Marx et Engels avaient du parti était extrêmement limitative.

En 1860, Marx donne une indication intéressante sur la notion qu'il avait du « parti ». Rappelons que nous sommes *deux ans avant que Ferdinand Lassalle crée le parti social-démocrate* – un parti dans le sens moderne du mot. Dans *Herr Vogt*, il parle de ses « camarades de parti » (*Parteigenossen*), mais le parti est entendu comme un ensemble de personnes de même tendance.

Marx est alors très soucieux de ne pas assimiler le « parti » à une société secrète. Ainsi, il écrit à Freiligrath le 2 février 1860 :

> « Je remarque d'abord qu'après que sur ma demande, la "Ligue" eut été dissoute en novembre 1852, je n'ai appartenu – ni appartiens – à aucune organisation secrète ou publique, donc que le parti, dans le sens tout à fait éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans. Les conférences sur l'Economie Politique, que j'ai tenues depuis la parution de mes écrits (automne 1859) devant une élite de quelques ouvriers, dont d'anciens membres de la Ligne, n'avaient rien de commun avec le travail d'une société fermée… » (…)

1859 est la date de la publication de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*, qui préludera à la publication du *Capital* en 1867.

Après les événements de 1848-1849, Marx est soucieux de montrer qu'il n'est impliqué dans aucune activité concrète. Il affirme qu'il n'a existé depuis 1852 aucune société dont il a été membre. Il a, dit-il, « la ferme conviction que mes travaux théoriques servaient davantage la

[72] Engels, préface à l'édition italienne du Manifeste, in : Karl Marx, Œuvres, La Pléiade, tome I, p. 1491.

classe laborieuse que mon entrée dans des associations qui ont fait leur temps sur le continent ».

> « La “Ligue”, comme la “*Société des Saisons*” de Paris, comme cent autres sociétés, n’a été qu’un épisode dans l’histoire du parti, qui naît spontanément du sol de la société moderne. » (…)

Lorsqu’il déclare que les langues de vipère de la « démocratie de la bêtise » ne peuvent « pardonner à notre parti d’avoir plus d’intelligence et de caractère qu’elles-mêmes », ce n’est là encore pas d’une organisation qu’il parle mais d’un courant d’idées :

> « J’ai essayé d’écarter ce malentendu, qui me ferait comprendre par “parti” une Ligue morte depuis huit ans, ou une rédaction de journal dissoute depuis douze. J’entends le terme “parti”» dans sa large acception historique. »

L’attitude de Marx et Engels pendant la révolution de 1848 est d’autant moins compréhensible qu’ils avaient tous les éléments pour ne pas se faire d’illusions sur la bourgeoisie allemande de l’époque : « Même les bourgeois radicaux de Cologne, écrit Engels à Marx, voient en nous leurs futurs ennemis mortels et ils ne veulent pas nous donner d’armes que nous retournerions très rapidement contre eux » [73] !

Bakounine reconnaîtra, vingt ans plus tard, qu’en Allemagne « la question sociale commençait à peine à pénétrer par les filières occultes dans la conscience du prolétariat », et qu’elle « ne pouvait encore détacher le prolétariat allemand des démocrates auxquels les ouvriers étaient prêts à emboîter le pas sans discuter, pourvu que les démocrates voulussent bien les mener au combat » [74]. Bakounine ne néglige donc pas l’hypothèse du manque de maturité du prolétariat allemand. Il s’agirait en somme moins d’une divergence d’analyse entre Marx-Engels et Bakounine qu’une opposition sur la politique à mener. Ce sont les leçons de 1848 qui ont conduit le Bakounine de la période anarchiste à considérer : 1) que l’alliance du prolétariat avec les bourgeois radicaux conduit inévitablement les travailleurs à s’aligner sur le programme de la

---

[73] *Op. cit.*
[74] Bakounine, *Etatisme et anarchie*, IV, 322.

bourgeoisie ; 2) que l'expérience de la lutte est le meilleur accélérateur de la conscience ouvrière.

Selon Marx et Engels, l'établissement des libertés démocratiques, et en particulier du suffrage universel, devait être le prélude aussi bien que la condition de l'hégémonie de la classe ouvrière, assurée par l'application du suffrage universel, qui devait inévitablement porter la classe ouvrière au pouvoir.

Le sacrifice du parti et du programme ouvriers à une alliance avec les libéraux bourgeois correspond à une analyse précise des étapes nécessaires de l'évolution historique, du progrès en histoire. Bakounine était parfaitement conscient des raisons qui motivaient Marx et c'est sans doute en pensant à l'attitude de ce dernier en 1848 qu'il proclama plus tard son refus d'adhérer à la théorie de l'évolution des phases successives des modes de production, non parce qu'elle était fausse, mais parce qu'elle n'avait qu'une valeur relative et qu'elle conduisait dans la pratique à des positions inacceptables. Rappelons que c'est en opposition à cette théorie que les bolcheviks se sont engagés dans la révolution russe.

En 1870, Bakounine insiste sur le fait qu'en 1850 il existait, en Allemagne, un grand nombre de fabriques et d'ouvriers d'industrie, « que le sort destine à être des recrues de la propagande démocratique ». Le prolétariat des villes constituait l'élément révolutionnaire le plus sérieux, dit-il encore en 1874, il a prouvé « en 1848 à Berlin, à Vienne, à Francfort-sur-le-Main, et en 1849 à Dresde, dans le royaume de Hanovre et dans le grand-duché de Bade, qu'il est capable de se révolter pour de bon et qu'il est prêt à le faire dès qu'il se sent un tant soit peu dirigé de façon intelligente et honnête » [75].

Bakounine regrette que la volonté « nettement exprimée de révolution ou de transformation sociale » faisait défaut, et que le prolétariat était sous l'influence directe des radicaux bourgeois, de ce qu'il appelle l' »extrême démocratie », celle-là même que Marx voulait amener à la conscience révolutionnaire. C'est là une critique ouverte de la stratégie prônée par Marx à l'époque. L'opinion de Bakounine sur le prolétariat allemand comme élément révolutionnaire potentiel semble bien

[75] *Etatisme et anarchie*, IV, 320

confirmée par les faits. Il a existé en effet une agitation révolutionnaire importante, qu'accrédite d'ailleurs Engels lorsqu'il écrit au sujet des ouvriers du textile : la masse y est, c'est justement ce qui nous gêne.

Deux membres de la Ligue, Willich et le docteur Gottschalk, avaient fondé à Cologne une Association ouvrière qui organisa jusqu'à 10 p. 100 de la population. Contredisant ce que dira plus tard Engels sur l'arriération du mouvement ouvrier allemand, celui-ci se constitue en classe non à travers un parti mais sous la forme d'associations ouvrières. En contradiction avec les orientations de Marx, Gottschalk applique le principe énoncé dans le Manifeste de ne négliger « à aucun moment de faire éclore chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'opposition hostile qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie », et de « refuser de dissimuler ses idées et ses projets ».

La première réunion de l'Association ouvrière, le 13 avril 1848, rassembla 300 ouvriers et artisans. Le 24, il y en a 3 000. Fin juin, il y en a 8 000 [76]. Une floraison d'associations ouvrières regroupant des centaines de milliers de membres voient le jour, et des initiatives sont prises pour tenter de les unifier au plan national. A l'évidence, une instance capable d'unifier ces initiatives, d'en être le porte-parole, manquait tragiquement.

D'avril à mai, dit Claudin, « les lettres des membres du comité central de la Ligue et d'autres militants reflètent la forte poussée du tout jeune mouvement ouvrier mais aussi la faiblesse, quand ce n'est pas l'inexistence, de la Ligue des communistes » [77].

Marx et Engels devaient être à cette époque désorientés par la situation. F. Claudin écrit : « A l'exception de brefs commentaires dans quelques lettres d'Engels, on ne trouve pratiquement aucun témoignage écrit sur ce que pensaient Marx et Engels de l'évolution de la situation politique allemande avant la publication de la *Nouvelle Gazette rhénane* [78]. »

Contrairement à ce que dit Engels, ce n'est pas tant le prolétariat qui était « inconscient de ses tâches historiques » que la direction de la Ligue – à savoir Marx et Engels, précisément. Stefan Born écrivit à Marx qu'il se trouvait à la tête d'une « sorte de parlement ouvrier formé de

[76] Cf. Claudin *op. cit*., p. 132.
[77] *Ibid*. 132.
[78] *Ibid*. pp. 129-130.

représentants de nombreuses corporations et usines » – ce qui ressemble furieusement à un conseil ouvrier –, et se plaint du manque d'organisation de la Ligue, dont les militants de base ne s'étaient sans doute pas tous dispersés. On pouvait résoudre le problème en sabordant celle-ci, comme l'a fait Marx. On pouvait aussi profiter du mouvement ascendant du prolétariat pour renforcer ses positions.

Les chefs de la Ligue des communistes : Willich, Moll, Schapper pensaient réellement que la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour ; Marx et Engels pensaient le contraire. Si on limite l'analyse de la situation à ce constat, il est évident que les premiers avaient tort et les seconds avaient raison. Marx s'en tient à l'idée que 1848 est le 1789 allemand et que la réalisation de l'unité nationale allemande libérée de l'absolutisme est la première tâche à l'ordre du jour.

Ce programme apparaît clairement dans un article écrit par Marx en 1847, « la Critique moralisante et la morale critique » [79]. En Allemagne, dit-il, la bourgeoisie a pris du retard parce qu'elle « commence sa lutte contre la monarchie absolue et cherche à fonder sa puissance politique au moment où, dans tous les pays évolués, la bourgeoisie est déjà engagée dans le combat le plus violent avec la classe ouvrière ». Il existe dans ce pays des « des antagonismes modernes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière », du fait du développement industriel : « La bourgeoisie allemande se trouve donc déjà en opposition avec le prolétariat ». C'est là un « état de choses contradictoire » puisque le régime politique qui domine est la monarchie absolue. L'alternative qui se pose est donc simple : ou le maintien de la monarchie absolue, ou la domination bourgeoise. Pourquoi, dit Marx, les travailleurs « préféreraient-ils, dès lors, les vexations brutales du gouvernement absolu, avec sa suite mi-féodale, à la *domination directe des bourgeois ? »* Si la bourgeoisie dominait, elle serait obligée de faire des concessions politiques plus larges que la monarchie absolue.

> « Les travailleurs savent fort bien que la bourgeoisie est obligée non seulement de leur faire des concessions politiques plus larges que ne le fait la monarchie absolue, mais qu'au service de son commerce et de son industrie, elle fait naître, contre son gré, les conditions favorables à l'union de la classe laborieuse, et cette union des

[79] *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*, 28 et 31 octobre, 11, 18 et 25 novembre 1847.

travailleurs est la première condition de leur victoire. Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débuter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé. […] Ils peuvent, ils doivent prendre à leur compte la *révolution bourgeoise* comme une condition de la *révolution des ouvriers.* Mais ils ne peuvent la considérer un seul instant comme leur *but final.* »

Marx en appelle à l'exemple des chartistes anglais : dans le mouvement de l'Anti-Corn-Law-League, ils ont aidé leurs ennemis à triompher des *tories*, « et, le lendemain de l'abrogation des lois sur les céréales, s'affrontaient aux élections non plus les *tories* et les *free-traders*, les libres-échangistes, mais les *free-traders* et les chartistes. Et face à ces radicaux bourgeois, ils ont conquis des sièges au parlement. » Voilà donc le modèle de Marx : les ouvriers allemands doivent s'allier aux bourgeois libéraux contre la monarchie.

Ce ne sera qu'en décembre 1848, constatant l'effondrement des parlements de Berlin et de Francfort, c'est-à-dire dans la phase descendante de la révolution, que Marx commence à s'intéresser à la situation des ouvriers et qu'il accepte, « pour rendre service », dit-il, la présidence de l'Association ouvrière. Quelques semaines avant de s'enfuir pour la France, Marx réadhère à la Ligue des communistes qu'il avait tenté d'occulter pendant la révolution.

Marx exclu du premier parti communiste de l'histoire

Les communistes allemands demanderont d'ailleurs des comptes à Marx et à Engels, après les événements.

Ce fait est attesté dans un texte très curieux datant de 1850, connu sous le nom d'*Adresse du comité central à la Ligue des communistes*. Marx fait une critique virulente de la politique qu'il a lui-même menée pendant la révolution, mais sans jamais reconnaître personnellement ses erreurs. Il se désigne, lui et Engels, à la troisième personne. Il ne dit pas « je » ou « nous », mais « les petits bourgeois », « les démocrates bourgeois », etc. La portée de ce texte ne peut donc être comprise si on

ne dispose pas de la clé, et beaucoup de militants communistes qui ont lu ce texte n'ont pas compris de quoi il s'agissait réellement.

Marx s'en prend aux *« petits bourgeois qui étaient dirigeants des associations démocratiques »* et *« rédacteurs des journaux démocratiques »* pendant la révolution ; il appelle les travailleurs à refuser de *« servir de claque aux démocrates bourgeois »* et proclame la nécessité de *« l'organisation autonome du parti du prolétariat »*. Or, qui a adhéré à l' »Association démocratique » constituée de bourgeois libéraux, qui a dirigé la *Nouvelle Gazette rhénane* d'orientation libérale ? Marx.

On trouve également une attaque contre ceux qui *« ont cru que le temps des sociétés secrètes était passé et que l'action publique pouvait seule suffire »*, c'est-à-dire contre les positions mêmes que Marx et Engels avaient défendues.

De même, les affirmations sur la nécessité de rétablir *« l'indépendance des ouvriers »* acquièrent un sens quelque peu ironique lorsqu'on songe à la crainte d'Engels devant l'éventualité de la diffusion du programme de la Ligue, c'est-à-dire le *Manifeste communiste*, jugé trop radical.

La méthode employée explique que l'autocritique soit passée inaperçue. Elle explique aussi que les auteurs qui nient que Marx ait dissout la Ligue – chose inacceptable ! – puissent se justifier en disant que si Marx avait fait une chose pareille, ce serait admettre qu'il l'aurait caché toute sa vie. Il est évident qu'il n'allait pas s'en vanter ; mais il en a parlé, précisément, dans l'*Adresse du comité central à la Ligue des communistes*, sans se nommer, évidemment...

Cet épisode de la vie de Marx est intéressant pour le traitement idéologique qui en a été fait plus tard par l'orthodoxie communiste. En effet, savoir que Marx a dissout le premier parti communiste de l'histoire en pleine révolution fait mauvais effet... Aussi les choses ne sont-elles jamais présentées de façon aussi triviale. Les historiens soviétiques ont soutenu que Marx avait dissout le comité central de la Ligue, mais pas la Ligue elle-même. E. Kandel, le principal historien de la Ligue, a recours à un subterfuge douteux : *« La Ligue des communistes a continué de fonctionner sous la forme d'associations ouvrières ouvertes, elle a continué d'exister en tant que tendance idéologico-politique* [80]*«* Etienne

[80] Cité par Claudin, p. 134.

Balibar fait encore mieux, il va même jusqu'à attribuer à Marx la paternité de l'Association ouvrière de Cologne !

La révolution vaincue, la répression s'était abattue en Allemagne. La Ligue des communistes se reconstitue dans l'exil de Londres, avec Marx et Engels, mais des dissensions la divisent. Une tendance, avec Marx, estime, à partir d'une analyse de la conjoncture économique, qu'une nouvelle révolution n'est pas envisageable dans l'immédiat, ce qui est interprété par l'autre tendance comme un renoncement à la révolution.

Les histoires officielles du marxisme passent sous silence le fait que Marx et Engels ont été exclus du premier parti communiste de l'histoire – la Ligue des communistes – par les membres de la section londonienne à laquelle ils étaient affiliés.

Cette exclusion, lorsqu'on en parle, est présentée – avec quelque raison – comme le fait d'une tendance « gauchiste » qui s'imagine pouvoir faire la révolution à tout moment, mais les attendus de l'exclusion vont plus loin que cela. Les motifs invoqués pour exclure Marx et Engels sont directement liés aux positions que les exclus avaient défendues pendant la révolution :

1. Parce qu'il faut « rétablir une solide organisation de la Ligue, afin qu'on ne se contente pas de créer une opposition et d'éditer des gazettes » : allusion évidente à leur activité dans la libérale *Nouvelle Gazette rhénane* ;

2. « Parce que Marx et Engels ont sélectionné un groupe de semi-littérateurs pour en faire leurs partisans personnels et fantasmer sur leur futur pouvoir politique » ;

3. « Parce que cette camarilla littéraire ne peut être utile à la Ligue et rend toute organisation impossible », et parce que Marx et Engels utilisent la Ligue à leurs fins personnelles, l'ignorant totalement lorsqu'elle ne leur est pas utile – allusion claire à la dissolution autoritaire de la Ligue dans le but de troquer leur titre de membres de comité central contre celui de rédacteurs de la *Nouvelle Gazette rhénane* [81].

On trouve là une préfiguration des débats qui auront lieu vingt ans plus tard dans l'AIT, à cette différence près que Marx ne sera pas exclu,

[81] Cf. Claudin, *op. cit.* p. 313.

c’est au contraire lui qui exclura de l’Internationale la presque totalité du mouvement ouvrier mondial...

Marx déclara à cette époque que le prolétariat ne pouvait pas prendre le pouvoir et que s’il l’avait fait, il aurait été contraint de réaliser un programme qui n’était pas le sien – sujet que les bolcheviks auraient dû méditer… La remarque est parfaitement juste, et il semble évident que la classe ouvrière n’était pas en mesure de prendre, et encore moins d’assumer le pouvoir en 1848. Mais la question n’est pas là ; elle est dans le fait le mouvement ouvrier allemand, qui s’agitait « en masse » et « formait des coalitions », subissait alors une forte poussée, qui n’aurait certes pas suffi à en faire un élément hégémonique dans la révolution, mais qui lui aurait fourni l’expérience d’une pratique autonome, tant du point de vue de l’élaboration de ses revendications que de celui de la structure organisationnelle dans laquelle elle se regroupait. Rosa Luxembourg dira plus tard qu’il vaut mieux que la classe ouvrière fasse elle-même l’expérience de ses propres erreurs.

Les historiens officiels du marxisme sont évidemment soucieux d’éviter que Marx et Engels, par leur activité pendant la révolution de 1848, ne passent à la postérité comme les liquidateurs du parti ouvrier dont le *Manifeste* est l’acte de naissance.

Dans « Révolution et contre-révolution en Allemagne », écrit au lendemain de la révolution de 1848 (1851), Engels dresse un bilan de l’activité révolutionnaire des années passées. « Si nous avons été battus, dit-il, tout ce que nous avons donc à faire, c’est de recommencer par le début. » Il ajoute que les causes de la défaite du mouvement ouvrier ne doivent pas être cherchées « dans les efforts, talents, erreurs ou trahisons accidentelles de quelques-uns des chefs, mais dans les conditions sociales générales de vie de chacune des nations ébranlées par la crise. » Ces réflexions, fort justes, ressemblent cependant à une auto-justification. Engels cherche à se dédouaner et à dédouaner Marx de leur propre activité pendant la révolution.

Engels a certes raison de dire que le succès de la contre-révolution n’est pas dû à ce que « Monsieur Untel ou le citoyen Tel Autre » a trahi. Mais cette déclaration prend un sens presque comique lorsqu’on lit un texte datant de 1850, l’Adresse du comité central de la Ligue des communistes, que Marx et Engels ont écrit. A condition, cependant, de la décoder.

L'explication de l'échec de la révolution par la trahison de quelques-uns n'est certes pas satisfaisante, et Engels a raison de dire que cela n'explique pas comment le peuple s'est laissé trahir.

> « Combien piètres sont les perspectives d'avenir d'un parti politique dont le seul inventaire politique se résume dans le fait que le citoyen Un Tel ou Tel Autre n'est pas digne de confiance [82]«.

Mais l'argument permet aussi de suggérer que les erreurs politiques de la direction d'une organisation révolutionnaire n'ont aucune incidence sur les résultats de l'action de celle-ci, ce qui est manifestement faux. La dissolution pure et simple d'une organisation révolutionnaire par ses dirigeants, au début d'une révolution, constitue, il faut bien le reconnaître, un handicap majeur pour le mouvement...

La question nationale

Marx et Engels abordent la révolution de 1848 avec un cadre conceptuel élaboré dans un certain nombre de textes antérieurs au *Manifeste communiste* : ce cadre est issu de la « découverte » du matérialisme historique exposée en 1845 dans *L'Idéologie allemande* et dans un certain nombre d'articles, notamment ceux publiés dans le *Deutsche Brüsseler Zeitung*, dont « La Critique moralisante et la morale critique ».

Leur discours imprégné de schémas préétablis inspirés de leurs réflexions sur la Révolution française, de la grande machinerie de la philosophie de l'histoire de Hegel et de leurs convictions concernant le rôle historiquement progressiste de la bourgeoisie, a pu se confronter à des faits qui se déroulaient sinon sous leurs yeux – parce qu'ils n'en virent pas grand chose – du moins à leur époque.

Leurs analyses, appliquées à des situations concrètes, sont révélatrices des options qu'ils développeront lors de la révolution de 1848. Il s'agit donc de voir ce que Marx et Engels entendaient réellement lorsqu'ils écrivirent dans le *Manifeste* :

• que « la bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire » ;

• qu'elle « envahit le globe entier » ;

[82] « Révolution et contre-révolution en Allemagne », Œuvres choisies, I.

• que « par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays » ;

• que « sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises ».

• qu'elle soumet « les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés ».

En effet, au moment où ils écrivent le *Manifeste*, il est beaucoup question de l'émir Abdelkader. Sa défaite par les troupes françaises est un « progrès de la civilisation » puisque la conquête du pays par la France participe de la victoire de la civilisation, c'est-à-dire du développement des forces productives, sur les peuples arriérés :

> « Si nous pouvons regretter que la liberté des Bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes Bédouins étaient une nation de voleurs dont les moyens de vie principaux étaient de faire des razzias contre leurs voisins ou contre les villages paisibles, prenant ce qu'ils trouvaient, tuant ceux qui résistaient et vendant les prisonniers comme esclaves. Toutes ces nations de barbares libres paraissent très fières, nobles et glorieuses vues de loin, mais approchez seulement et vous trouverez que, comme les nations plus civilisées, elles sont motivées par le désir de gain et emploient seulement des moyens plus rudes et plus cruels. Et après tout, le bourgeois moderne avec sa civilisation, son industrie, son ordre, ses "lumières" relatives, est préférable au seigneur féodal ou au voleur maraudeur, avec la société barbare à laquelle ils appartiennent [83]. »

Dix ans plus tard, Engels constatera avec satisfaction, dans un article sur l'Algérie pour *The New American Cyclopaedia*, que « depuis l'occupation française, on affirme que le commerce s'est considérablement accru »… C'est indiscutablement un satisfecit accordé à l'occupation française du pays.

Parlant quelques années plus tard de la colonisation anglaise en Inde, Marx dira que « si pénible qu'il soit pour le sentiment humain de devoir

[83] Engels, *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

constater le démembrement et la désagrégation de l'unité de ces myriades d'organisations sociales patriarcales laborieuses et paisibles (…) nous ne devons pas pour autant oublier que sous leur apparence inoffensive, ce idylliques communautés villageoises n'en ont pas moins toujours constitué la base solide du despotisme oriental... »

Ces communautés villageoises « emprisonnaient l'esprit humain dans l'horizon le plus étroit », le « privant de toute grandeur et de toutes lesénergies historiques ». « Egotisme barbare », « vie indigne, stagnante et végétative », « culte bestial de la nature » caractérisent ces sociétés. Aussi, « quels qu'aient été ses crimes, l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution » [84].

L'Inde était pour Marx « une proie vouée à la conquête » qui « ne pouvait donc échapper au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du moins pas d'histoire connue » [85]. Marx estime que l'Angleterre est à l'origine de « la seule révolution sociale qui ait jamais eu lieu en Asie » [86]. Cette vision déterministe de l'histoire s'accommode de certains dérapages. La machinerie grandiose héritée de Hegel ne s'attarde pas aux détails :

> « La question n'est donc pas de savoir si les Anglais avaient le droit de conquérir l'Inde, mais si nous devons préférer l'Inde conquise par les Turcs, par les Persans, par les Russes à l'Inde conquise par les Britanniques »

La réponse ne fait pas mystère : en effet, alors que toutes les invasions précédentes ont été absorbées par la civilisation supérieure de l'Inde, les Britanniques, qui sont un peuple supérieur au peuple indien, ne se laisseront pas absorber : ils sont « les premiers conquérants supérieurs et par conséquent inaccessibles à la civilisation hindoue » [87].

---

[84] K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in *Œuvres*, IV, Politique I, Paris Gallimard La Pléiade, pp 719-720.

[85] « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », in *Du colonialisme en Asie. Inde, Perse, Afghanistan*, juillet 1853. Mille et une nuits, Paris, 2002, édition établie par et postface de Gérard Filoche, pp. 43-44.

[86] « Chroniques anglaises », *op. cit*.

[87] Karl Marx, « Les résultats futurs de la domination britannique en Inde », *New York*

En conformité avec les thèses du *Manifeste*, la légitimité historique du capitalisme se fonde sur sa capacité à développer les forces productives, à créer un marché mondial qui liquide les sociétés archaïques, donc réactionnaires. Les massacres perpétrés par les colonisateurs importent peu : ils sont un mal nécessaire car la violence, dira Engels dans l'*Anti-Dühring* [88], est « l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes ». Pas plus les indigènes colonisés dans les textes de la fin des années quarante que les peuples slaves d'Europe centrale dans les articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849 ne sont identifiés comme opprimés et se livrant à une résistance légitime.

Le *Manifeste communiste* est un texte européo-centriste qui ne s'adresse en aucun cas aux masses dominées de ce qu'on n'appelle pas encore de tiers monde. Le seul sujet de l'histoire dans ce programme pour la Ligue des communistes est le prolétariat d'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. Le succès planétaire du livre reste donc un mystère.

Nous avons voulu montrer que Marx et Engels, au moment de la publication du *Manifeste communiste*, abordent la révolution de 1848 avec :

1. Un appareil conceptuel déjà élaboré ;
2. Des prises de position en accord avec cet appareil conceptuel qu'ils ont appliquées à des cas concrets [89].

Cette machinerie sera mise en œuvre en 1848-1849, fondée sur le schéma à la fois hégélien et saint-simonien des formes historiques, transposé en succession nécessaire des modes de production : le capitalisme devient un passage obligé pour que l'humanité puisse accéder au progrès, idée développée préalablement au *Manifeste communiste* dans « La critique moralisante ».

Daily Tribune, 8 août 1853.

[88] F. Engels, *Le Rôle de la violence dans l'histoire*, Paris, Éditions sociales, 1971, p 38.

[89] Le souci de certains auteurs de distinguer absolument Marx et Engels ne me paraît pas pertinent en ce sens que le premier n'a jamais démenti les prises de position du second. Cela ne signifie évidemment pas que cette distinction n'ait pas d'intérêt.

C’est la conception de ce qu’est un « progrès historique » qui est posée. Cette question sera soulevée par Marx et Engels dans leurs articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* pendant la révolution de 1848. Cependant, le pivot de leur argumentation se modifiera. En effet, en 1848, en Europe centrale, ce n’est pas le problème de l’émancipation sociale du prolétariat qui se pose mais celui de l’émancipation nationale des Slaves occupés par la Russie, la Prusse et l’Autriche – et accessoirement par les Magyars.

Bakounine défendit alors, notamment dans son « Appel aux Slaves », l’idée d’une alliance entre les Allemands qui luttaient pour un régime démocratique et les Slaves qui luttaient pour leur émancipation nationale. Une telle alliance, pensait-il, aurait rendu la révolution invincible. Il se heurta aux réticences dans les deux camps, mais surtout chez les Allemands, Marx et Engels en tête, qui n’entendaient aucunement céder les territoires slaves que l’empire autrichien et la Prusse occupaient depuis des siècles.

Cohérents avec leur analyse, Marx et Engels collaborent à la libérale *Nouvelle gazette rhénane* et défendent un programme démocratique dans lequel la constitution d’une Allemagne unifiée tient la première place.

Lorsqu’ils traitaient des pays colonisés, la clé de leur argumentation était la capacité des nations « civilisées » à introduire le capitalisme ; maintenant ils ajoutent à cette clause la nécessaire constitution de l’unité allemande – l’une et l’autre étant définies comme un facteur de progrès historique en Europe centrale, la germanisation des peuples slaves signifiant en même temps leur accession à la civilisation du capital.

Ce n’est que de ce point de vue-là que tous les mouvements révolutionnaires de l’Europe sont jugés. Tous les textes de Marx et d’Engels de cette époque attribuent un caractère progressiste ou réactionnaire aux mouvements révolutionnaires selon qu’ils servent directement ou indirectement la cause de l’unité allemande. Le degré plus ou moins grand de germanisation des peuples non allemands constituait également le critère d’attribution du label progressiste. Engels, à cette occasion, invente un certain nombre de concepts significatifs tels que celui de « nation contre-révolutionnaire » ou de « déchet historique » qui s’appliquent essentiellement aux peuples slaves qui refusent de se laisser germaniser [90].

---

[90] Les Juifs ont aussi droit à leur part : dans la *Nouvelle Gazette rhénane* du 29 avril 1849, Engels nous apprend qu’ils sont « la race la plus sale de toutes ».

Polonais et Hongrois se voient attribuer le label de « nations historiques » en contradiction totale avec les critères mêmes du « matérialisme historique », selon lequel, en principe, ce serait la capacité d'une nation à développer une économie capitaliste et industrielle qui devrait être déterminante. Or ces deux pays sont des nations agraires et nobiliaires. Ces deux accrocs aux principes s'expliquent par le fait que ces deux pays jouent un rôle déterminant dans la *Realpolitik* allemande. Ce n'est plus la lutte des classes qui est le moteur de l'histoire. Les Hongrois ont aux yeux d'Engels quelque crédit car, bien que dominés par les Autrichiens, ils tiennent eux-mêmes sous leur joug des millions de Slaves. Les Polonais également sont un « peuple historique » par leur fonction, qui est de constituer entre l'Allemagne et la Russie un tampon. A l'inverse, la monarchie autrichienne, progressiste tant qu'elle maintenait les Slaves sous sa domination, sera condamnée lorsqu'elle se montrera incapable de conserver son autorité [91].

Dans la perspective de l'unification de l'Allemagne, Marx et Engels entendaient en 1848 lancer la Prusse dans une « guerre démocratique » contre la Russie. Ils pensaient que cette guerre cimenterait la nation allemande, obligerait le roi de Prusse à faire des concessions libérales pour s'assurer le soutien de la population. Leur soutien à l'indépendance polonaise ne procédait pas d'un quelconque sentiment de justice ou de reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais de raisons strictement stratégiques : il y aurait, dit Marx, entre l'Allemagne et la barbarie russe, un « rempart de vingt millions de héros » [92]. Bien entendu, il n'est pas question de rendre à la Pologne Dantzig et Posen. Il s'agit de désagréger l'empire russe, mais sans mordre sur les acquisitions de l'Allemagne, qui s'était elle-même approprié des territoires polonais. Aussi Engels propose-t-il aux Polonais de se dédommager à l'Est :

---

[91] Dans « La Lutte des Magyars », publié le 13 janvier 1849 dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, Engels tente de montrer que les Allemands « véhiculaient le progrès et intervenaient activement dans l'histoire », que les « Slaves méridionaux d'Autriche et de Hongrie n'ont pas payé trop cher, en échangeant leur nationalité contre l'allemande ou la magyare » ; « la maison des Habsbourg, dit-il enfin, qui tint jadis sa puissance de l'union des Allemands et des Magyars en lutte contre les Slaves méridionaux, vit les derniers mois de son existence, dès lors qu'elle regroupe les Slaves méridionaux en lutte contre les Allemands et les Magyars. » Marx-Engels, *Écrits militaires*, L'Herne, pp. 231 et 236.

[92] *La Nouvelle Gazette rhénane*, « La Pologne, la Russie, l'Europe ».

« Recevant de vastes territoires à l'Est, les Polonais se seraient montrés plus conciliants et plus raisonnables à l'Ouest [93] ».

L'internationalisme prolétarien est mis aux oubliettes.

Dans La Nouvelle Gazette rhénane des 15 et 16 février 1849, Engels exalte le rôle civilisateur de l'Allemagne. Au Nord de l'Europe, les Allemands ont germanisé de vastes étendues de territoires slaves « dans l'intérêt de la civilisation ». Au Sud, « l'industrie allemande, le commerce allemand, la culture allemande introduisirent spontanément (*sic*) la langue allemande dans le pays ». Et les Slaves d'Autriche veulent accéder à leurs « prétendus droits ? » Mais un Etat indépendant en Bohême-Moravie couperait les débouchés naturels de l'Autriche sur la Méditerranée, l'Allemagne orientale serait « déchiquetée comme un pain rongé par les rats » ; « tout cela pour remercier les Allemands de s'être donné la peine de civiliser les Tchèques et les Slovaques obstinés, et d'avoir introduit chez eux le commerce, l'industrie, une agriculture rentable et l'instruction ». Tout cela pour avoir « empêché ces douze millions de Slaves de devenir turcs ! » Rappelons que ces propos sont tenus quelques mois après la publication du *Manifeste communiste*.

C'est dans la logique de l'histoire que les grandes civilisations démolissent les « petites nations rachitiques et impuissantes », les « tendres nations fleurettes » pour créer de grands empires capables de participer au développement historique. Alexandre, César, Napoléon sont appelés à la rescousse.

En conclusion, Engels affirme donc :

> « Il apparaît que ces "crimes" commis par les Allemands et les Magyars contre les Slaves en question sont parmi les actes les plus louables dont notre peuple et le peuple hongrois peuvent se glorifier dans l'histoire. » Engels va même jusqu'à reprocher aux Magyars de s'être montrés « trop accommodants et faibles à l'égard des Croates prétentieux... »

Mis un état de fureur hystérique contre Bakounine qui avait osé formuler des revendications au nom des Slaves et qui avait eu l'audace

[93] « Révolution et contre-révolution en Allemagne », *Œuvres choisies*, t. I, éditions du Progrès.

de proposer une alliance avec les démocrates allemands, Engels s'en prit au révolutionnaire russe avec une violence inouïe. La réponse d'Engels à l'*Appel aux Slaves* de Bakounine, parue en février 1848 dans la *Nouvelle Gazette rhénane* sous le titre de « Le Panslavisme démocratique » [94], constitue un paroxysme dans le délire. Alors que jusqu'à présent seuls les Russes, selon Engels, étaient l'objet de la haine des Allemands , « la haine des Tchèques et des Croates s'y est ajoutée et (...) en communauté avec les Polonais et les Hongrois, nous ne pouvons affermir la révolution que par le terrorisme le plus déterminé contre les peuples slaves ». A la fin de son texte, Engels appelle d'ailleurs à la « lutte, la "lutte à mort, impitoyable", contre les Slaves traîtres à la révolution ; la guerre d'extermination et le terrorisme sans merci – non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais pour la révolution ! »

C'est également dans « Le panslavisme démocratique », qu'Engels tint ces propos :

> « Est-ce un malheur si la magnifique Californie vient d'être arrachée aux Mexicains pourris qui ne savaient qu'en faire ?... "L'indépendance" de quelques Espagnols de Californie et du Texas en souffrira peut-être ; la "justice" et autres principes moraux pourront être enfreints par-ci, par-là ; mais qu'est-ce que cela peut faire en face de tant d'autres faits de ce genre de l'histoire universelle [95] ? »

Le droit des peuples est totalement absent de la machinerie conceptuelle marxienne. Engels est là en parfaite cohérence avec le *Manifeste communiste* et avec « La critique moralisante ». L'annexion par les Etats-Unis de territoires mexicains est approuvée au nom de la civilisation parce que les « énergiques Yankees » développeront mieux la riche Californie que « les paresseux Mexicains » qui « ne savaient pas quoi en faire » [96]. Rosa Luxembourg appuya plus tard le point de vue d'Engels, ce qui lui fournit l'occasion de lancer quelques flèches anti-anarchistes :

---

[94] Engels, « Le Panslavisme démocratique » in Les marxistes et la question nationale, Haupt, Lowy, Claudie Weill, Editions Maspéro.

[95] *Ibid.*

[96] *Ibid.*

« L'exemple donné par Marx est caractéristique à cet égard. Pourquoi et à quel propos la guerre a-t-elle éclaté entre les États-Unis et le Texas ? La Californie était indispensable au développement économique des États-Unis, d'abord comme réserve d'or au sens propre, ensuite comme ouverture sur l'Océan Pacifique. Seule l'acquisition de ce pays pouvait permettre aux États-Unis de s'implanter d'un océan à l'autre, de s'établir et de s'ouvrir des débouchés autant à l'Ouest qu'à l'Est. Pour les Mexicains attardés, la Californie n'était qu'une possession territoriale. Les intérêts de la bourgeoisie l'ont emporté. L'"État-nation" adulé et idéalisé par les anarchistes [97] comme émanant de la "volonté du peuple" fut un instrument efficace de conquête dans l'intérêt du capitalisme [98]. »

Marx n'en est pas de reste. Les Mexicains sont « les derniers des hommes », dit-il en 1849. En 1857 les Monténégrins sont des « voleurs de bétail » et en 1862 des « flibustiers ».

Le Bakounine de la maturité n'ignore pas l'argumentation marxienne selon laquelle l'extension du capitalisme dans les pays coloniaux constituait un progrès historique. Cette argumentation est déjà amplement et lyriquement développée dans le *Manifeste*, que le révolutionnaire russe, rappelons-le, avait traduit en russe. Les « Allemands patriotes de l'Internationale » ne repoussent pas le principe de la conquête, ils veulent « l'attribuer comme un droit exclusif aux nations représentantes de la civilisation moderne, c'est-à-dire de la civilisation bourgeoise, car il n'y en a pas encore d'autre ni en Europe, ni en dehors de l'Europe » : « La conquête faite par les nations civilisées sur les peuples barbares, voici leur principe ». C'est « l'application de la loi de Darwin à la politique internationale. »

« C'est ainsi qu'il est permis aux Américains du Nord d'exterminer peu à peu les Indiens ; aux Anglais d'exploiter les Indes orientales ; aux Français de conquérir l'Algérie ; et enfin aux

---

[97] On ne saisit pas très bien en quoi les anarchistes peuvent « aduler » l'Etat-nation. Si Luxembourg fait allusion aux thèses de Bakounine pendant la révolution de 1848, favorables à l'indépendance nationale des Slaves, elle fait un grave contresens dans la mesure où le révolutionnaire russe n'était à l'époque pas du tout « anarchiste » : il ne le deviendra que vingt ans plus tard.

[98] Rosa Luxembourg, *L'État-nation et le prolétariat*, Source : Przeglad Sozialdemokratyczny, Cracovie, 1908.

Allemands de civiliser, *nollens vollens*, les Slaves, de la manière que l'on sait. Mais il doit être expressément défendu aux Russes de "s'emparer comme d'une proie des montagnes-forteresses du Caucase" [99]. »

Ainsi Bakounine connaissait les textes où Marx et Engels s'exprimaient sur la question : « La conquête de l'Algérie est un événement important et de bon augure pour le progrès de la civilisation », écrit Engels en 1848 : « elle a déjà forcé les beys de Tunis et de Tripoli et même l'empereur du Maroc à entrer dans la voie de la civilisation » [100].

Les prises de position de Marx et d'Engels sur les questions de revendications nationales reposent sur des critères parfaitement étrangers au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Bakounine ne connaissait certainement pas le contenu de la lettre que Marx adressa à Lassalle le 2 juin 1860, mais il savait que c'était ce principe-là qu'appliquait Marx : « Il est évident qu'en matière de politique étrangère, les phrases sur la "révolution" ou la "réaction" n'ont aucun sens » – sauf, pourrait-on dire, lorsque les intérêts nationaux de l'Allemagne sont en cause : alors, les qualificatifs de « réactionnaire » ou de « révolutionnaire » s'appliquent à tout ce qui va respectivement à l'encontre ou est en faveur le l'Allemagne.

C'est forts de ce principe que Marx et Engels se sont tenus aux côtés des conservateurs et des tenants de l'impérialisme britannique pour défendre la Turquie féodale contre les prétentions russes sur Constantinople : c'est qu'une Turquie forte constituait un rempart contre la Russie.

De la même façon, Engels se montrera réticent envers les prétentions des Bulgares à l'indépendance et préférera qu'ils restent sous la domination des Turcs : indépendante, la Bulgarie risque de se mettre

---

[99] « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura, 1872, *Œuvres*, III, 57. Dans ce texte, Bakounine ne défend pas les conquêtes territoriales de la Russie : il les met simplement en parallèle avec celles des Etats occidentaux, tout en soulignant les particularités de l'occupation russe. Cf. René Berthier : *Bakounine politique, Révolution et contre-révolution en Europe centrale*, Editions du Monde libertaire, 1991, Ch. 5 « Allemagne et Russie ».

[100] Engels, « Le Panslavisme démocratique » in Les marxistes et la question nationale, Haupt, Lowy, Claudie Weill, Editions Maspéro.

sous la dépendance de la Russie. Précisons que ce n’est pas par sympathie pour la Turquie ni par amour pour l’impérialisme britannique mais, comme le révélera Engels, parce que le contrôle russe des détroits sera à terme une menace pour l’extension des intérêts allemands dans les pays du Danube.

Concernant les colonies, on aurait pu penser que le point de vue d’Engels eût évolué avec le temps. Pas du tout. En 1882, il écrivit à Karl Kautsky une lettre édifiante dans laquelle il expose ce qui se passera si la classe ouvrière parvenait à conquérir le pouvoir. Les « peuples assujettis peuplés d’indigènes », c’est-à-dire l’Inde, l’Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles…

> « les pays sous simple domination et peuplés d'indigènes, Inde, Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, devront être pris en charge provisoirement par le prolétariat et conduits à l’indépendance, aussi rapidement que possible. Comment ce processus se développera, voilà qui est difficile à dire. L'Inde fera peut- être une révolution, c'est même très vraisemblable. Et comme le prolétariat se libérant ne peut mener aucune guerre coloniale, on serait obligé de laisser faire, ce qui, naturellement, n'irait pas sans des destructions de toutes sortes, mais de tels faits sont inséparables de toutes les révolutions. Le même processus pourrait se dérouler aussi ailleurs : par exemple en Algérie et en Égypte, et ceci serait, pour nous, certainement la meilleure solution. Nous aurons assez à faire chez nous. Une fois que l'Europe et l'Amérique du Nord seront réorganisées, elles constitueront une force si colossale et un exemple tel que les peuples à demi civilisés viendront d’eux-mêmes dans leur sillage [101] … »

Il ne s’agit pas à proprement parler d’une vision colonialiste en ce sens qu’Engels n’entend pas maintenir en sujétion les pays conquis par les puissances occidentales. Il précise en effet dans sa lettre : « Une seule chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut faire de force le bonheur d'aucun peuple étranger, sans par là miner sa propre victoire. » C’est cependant une vision clairement européo-centriste, la transition dont la classe ouvrière, après avoir conquis le pouvoir politique, aura la

[101] Lettre d’Engels à Kautsky du 12 septembre 1882.

responsabilité envers les colonies étant de les conduire vers la « civilisation ». Le parti communiste ne réagira pas autrement : il vota les pouvoirs spéciaux pour l'armée coloniale en Algérie en 1956. Léon Blum considérait la colonisation comme une opportunité de répandre la « civilisation ».

Les Slaves resteront longtemps, dans le dispositif doctrinal marxien, des peuples inférieurs. Toute sa vie, Bakounine a tenté d'expliquer – aux intellectuels slaves d'Europe centrale que le sujet ne passionnait pas, aux social-démocrates Allemands que la question laissait indifférents – que le peuple russe opprimé était la première victime de l'empire des tsars. Ceux que Bakounine désignait sous le nom de « communistes allemands » semblaient ne voir dans la Russie que la politique de l'Etat russe, jamais le peuple.

Marx remettra – très tardivement – le schéma déterministe du *Manifeste communiste* ; cette remise en cause ne se constate cependant que dans sa correspondance et n'a pas été intégrée dans le corpus de la doctrine, ce qui explique que des générations de militants (et de commentateurs peu soucieux de remettre en question une construction rassurante) ont répété les thèses d'un marxisme mécaniste qui ne correspondait plus à la pensée réelle de Marx. Surtout, cette remise en cause aurait placé Marx dans la situation de disciple de Bakounine, ce qui était évidemment insoutenable…

En effet, Bakounine ne niait aucunement les fondements théoriques de la doctrine marxienne mais la relativisait sur deux points :

• La prééminence des déterminations en histoire comme principe absolu ;
• La théorie des phases successives d'évolution des modes de production comme principe absolu.

Ces deux thèses, disait-il, étaient vraies, mais *relativement*, car :

• Les faits juridiques, culturels, idéologiques etc., pouvaient, dans certaines circonstances, devenir des « causes productrices d'effets ».

• La théorie des phases successives pouvait s'appliquer à l'Europe mais pas à la Russie car la logique de son développement historique était différente.

Or Engels confirmera la première objection et Marx la seconde.

1. Dans une lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890, c'est-à-dire bien après la mort de Bakounine, Engels écrit : « D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle », formulation qui donne à l' « économie » une définition extrêmement large. « Ni Marx, ni moi, n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. »

> C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque. » (Lettre à J. Bloch, 21 septembre 1890.)

2. Marx, quant à lui, relativisera sa théorie de l'histoire dans deux correspondances, toutes deux consacrées à la Russie. La modification d'optique de Marx est la conséquence de la lecture attentive qu'il a faite d'*Etatisme et anarchie*. L'ouvrage était paru en 1873 et contenait notamment de larges développements sur la situation sociale de la Russie, sur sa dissolution interne ainsi que sur les perspectives d'évolution du mouvement révolutionnaire. Marx avait lu le livre, et les notes et commentaires qu'il a écrits en marge du texte de Bakounine constituent les seuls – et à vrai dire très superficiels – éléments de réfutation théorique des idées de l'anarchiste, alors que jusqu'alors il s'était cantonné aux invectives, aux injures et aux calomnies.

On constate, à partir de cette date, une nette modification d'optique chez Marx et Engels sur la Russie. Bakounine rappelle constamment

dans son livre qu'à côté du gouvernement russe il y a un *peuple* russe. Il importe peu de savoir si Bakounine y est pour quelque chose, mais dans la mesure où ils ont lu le livre, celui-ci ne peut pas ne pas les avoir un tant soit peu influencés. Les textes où Engels s'intéresse à la situation sociale de la Russie sont postérieurs à la publication du livre de Bakounine : « Les problèmes sociaux de la Russie » (1875) ; « Les éléments d'un 1789 russe » (1877) ; « La situation en Russie » (1878), etc. Les lettres de Marx à Mikhaïlovski datent de 1877, celles à Vera Zassoulitch de 1881.

– en 1877 Marx écrit à un correspondant russe, Mikhaïlovski, que c'est une erreur de transformer son « esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de la marche générale fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés » (Pléiade III, 1555).

– en 1881, il écrit à Vera Zassoulitch que la « fatalité historique » de la genèse de la production capitaliste est expressément restreinte aux pays de l'Europe occidentale » (Pléiade, II, 1559).

C'est là, de la part de Marx, une reconnaissance posthume de la validité des réserves que Bakounine avait formulées sur les deux piliers du « matérialisme historique » – reconnaissance limitée à sa correspondance privée ; c'est dire que de telles déclarations n'auront aucune incidence sur le « marxisme réel », mécaniste, déterministe qui a déjà commencé à se développer. Une fois qu'il aura enfin compris qu'il existait un peuple russe opprimé – ce que Bakounine n'avait cessé de clamer – Marx aura cependant un peu tendance à verser dans l'excès inverse. Il s'enthousiasmera pour le mir, cette institution traditionnelle de la paysannerie qui devait permettre à la Russie de passer directement du féodalisme au communisme sans la transition capitaliste [102]. Dans sa préface à l'édition russe de 1882, Engels pense que « si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste ».

Ces illusions n'étaient pas partagées par Bakounine, qui ne voit dans le mir, la communauté rurale traditionnelle, aucune base d'évolution

[102] Voir sa correspondance avec Véra Zassoulitch en 1882.

positive. Le mir, dit-il, n'a jamais eu d'évolution interne. Le seul processus qui s'en dégage est la désintégration. Pressentant même le développement d'une nouvelle classe de koulaks, il ajoute que « tout moujik un peu plus aisé et un peu plus fort que les autres s'efforce aujourd'hui de toute son énergie de se dégager de la communauté rurale qui l'opprime et l'étouffe [103] ». « Apathie » et « improductivité », dit-il enfin, telles sont les principales caractéristiques de la communauté rurale russe.

L'hégémonie de la classe ouvrière allemande

On a souvent reproché à Bakounine d'exagérer lorsqu'il affirme que Marx assimile : 1°) la nécessité de l'unité allemande à un progrès historique qui, en centralisant l'Etat, concentre la puissance du prolétariat allemand ; 2°) les intérêts politiques du mouvement ouvrier allemand à ceux du mouvement ouvrier international. Il y a pourtant chez l'auteur du *Manifeste* une remarquable constance sur cette question :

♦ Dans la *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Marx fait une remarquable critique de l'impuissance politique de la bourgeoisie allemande, mais c'est pour constater l'appropriation, par le prolétariat, de la philosophie allemande et de la capacité théorique : il évoque le « radicalisme de la théorie allemande, donc *(sic)* de son énergie pratique », assimilation pour le moins idéaliste, qui lui permet de conclure que « l'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'Homme. La tête de cette émancipation, c'est la philosophie, son cœur le prolétariat »(**NOTE ?**)

♦ Dès 1844 Marx avait écrit que « le prolétariat allemand est le théoricien du prolétariat européen ». La vocation de la classe ouvrière allemande est ainsi toute tracée depuis le début. En 1844 il revient sur le thème : « (**NOTE ?**).. pas une seule des révoltes ouvrières françaises et anglaises n'a présenté un caractère aussi théorique, aussi conscient, que la révolte des tisserands silésiens. » Le prolétariat allemand, ajoute-t-il, est « le théoricien du prolétariat européen »... Le retard politique de l'Allemagne devient un avantage : « Ce n'est que dans le socialisme qu'un peuple philosophique peut trouver la *praxis* qui lui convient, et c'est donc dans le prolétariat seulement qu'il peut trouver l'élément actif de sa libération. »

---

[103] Cité par A. Lehning, Bakounine, Œuvres, VI, xxiv.

♦ Dans le *Manifeste* Marx déclare que « c'est sur l'Allemagne que les communistes concentrent leur action ».

♦ On connaît lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870, au début de la guerre franco-prussienne, expose que « les Français ont besoin d'être rossés. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'Etat sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. » Marx continue encore : « La prépondérance allemande transformera en outre, le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1966 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de *notre* théorie sur celle de Proudhon. »

♦ Dans la préface de 1874 de *La guerre des paysans en Allemagne*, Engels revient encore sur la supériorité théorique et pratique des ouvriers allemands, qui appartiennent au « peuple le plus théoricien de l'Europe ». « S'il n'y avait pas eu la philosophie allemande, en particulier celle de Hegel, le socialisme scientifique allemand – le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé – n'eût jamais été fondé. Sans le sens théorique parmi les ouvriers, ce socialisme scientifique ne se serait jamais aussi profondément ancré en eux(**NOTE ?**) » Il est évident que cette argumentation sert à légitimer la supériorité du prolétariat allemand.

♦ C'est incontestablement du point de vue de l'unité allemande qu'est subordonné le point de vue de Marx sur l'avenir du mouvement ouvrier européen. Ainsi le député socialiste de la Saxe, Liebknecht, reproche-t-il à la Confédération de l'Allemagne du Nord d'être un instrument de la Prusse, et au Reichstag d'être « la feuille de vigne de l'absolutisme nu » ? Il se fait traiter de prussophobe, d'austrophile fanatique, et, injure suprême, de fédéraliste. Le même Liebknecht se fera prendre à partie par Marx le 20 juillet 1870 pour s'être abstenu lors du vote des crédits de guerre.

♦ Engels reprend, trois semaines plus tard, l'idée de la lettre de Marx du 20 juillet. Le 15 août il explique que la victoire allemande est nécessaire à l'avenir du prolétariat et se félicite de l'union sacrée qui existe en Allemagne. La masse du peuple allemand, dit-il, et toutes les classes ont compris que c'est l'existence nationale qui est en jeu, « et elles ont

aussitôt réagi. Prêcher dans ces conditions l'obstruction à la politique du roi et faire passer « toutes sortes de considérations secondaires au-dessus de l'essentiel, comme le fait Wilhelm » (Liebknecht), lui paraît impossible [104]. Les « considérations secondaires », en l'occurrence, sont évidemment l'opposition à la guerre et les déclarations internationalistes de ouvriers parisiens et saxons ; « l'essentiel » étant la guerre nationale qui doit souder l'unité nationale allemande.

Conclusion : « Parti formel » et « parti historique »

L'obsession permanente de Marx est de créer un parti qui soit l'expression de ses idées, mais il ne fut pour rien dans la fondation de la Ligue des communistes.

Au lendemain de la révolution de 1848, les exilés de la Ligue des communistes s'étaient engagés dans des querelles sectaires. C'est à ce moment-là que fut publiée l'Adresse du comité central de la Ligue des communistes, un document très curieux et mal compris de la plupart des lecteurs marxistes.

Marx et Engels adhéreront éphémèrement à une Société universelle des communistes révolutionnaires, fondée en avril 1850 et d'inspiration blanquiste, dont ils démissionneront en octobre 1850. Aux querelles entre exilés communistes allemands s'ajouteront les querelles entre les différentes sectes socialistes présentes à Londres.

Marx et Engels passent les quelques années qui suivent l'échec de la révolution de 1848-1849 dans un isolement orgueilleux, affectant de se satisfaire de cet isolement qui leur accorde enfin du répit pour se consacrer à leurs travaux théoriques.

Les deux amis se drapent dans leur dignité en affectant de se mettre en réserve de la révolution. Ainsi Engels écrit-il à Marx le 13 février 1851 :

> « Enfin nous avons de nouveau l'occasion, pour la première fois depuis longtemps, de montrer que nous n'avons besoin ni de popularité, ni du soutien d'aucun parti de quelque pays que ce soit, nos positions n'ayant absolument rien à voir avec ces considérations dégradantes. Désormais nous ne sommes plus responsables que vis-à-

[104] *Écrits militaires*, L'Herne, p. 515.

vis de nous-mêmes, et lorsque le moment sera venu où ces messieurs auront besoin de nous, alors nous serons en mesure de dicter nos conditions. Au moins jusque-là nous serons tranquilles [105]. »

A ces déclarations vient s'ajouter le mépris pour tous ceux qui n'ont pas « saisi le premier mot » de leur doctrine, et pour le parti, constitué d'une « bande d'ânes ». Engels se réjouit de ne plus être l'expression de cette « meute bornée à laquelle on nous a associés toutes ces dernières années [106] ». Engels se réjouit enfin d'être débarrassé de la « racaille des réfugiés londoniens » et de pouvoir enfin « de nouveau travailler sans être dérangé », de pouvoir utiliser « le calme qui s'est instauré depuis 1850 pour nous remettre à bûcher ferme. »

L'attention de Marx se portera sur l'analyse de la situation des classes dans la France de l'après 1848. Ce sera *Les luttes de classes en France* et le *18 Brumaire*. Et surtout, Marx traverse un véritable désert de quinze ans pendant lequel il ne publie aucun travail économique, faute de trouver la méthode adéquate, malgré sa « découverte » du « matérialisme historique ». Bien entendu, les commentateurs marxistes s'efforcent de montrer que cette inactivité concernant les questions d'organisation n'est qu'apparente, et que l'intense activité théorique de Marx est avant tout une recherche militante sur la forme que devra prendre le parti, sur la « constitution du prolétariat en classe » qui ne saurait se réaliser sans l'élaboration d'une « théorie de classe » – tâche à laquelle Marx, précisément, se consacrerait. Cette approche, entérinée par de nombreux auteurs marxistes, légitime l'idée selon laquelle c'est le théoricien génial, et non la classe ouvrière par l'expérience pratique des luttes, qui invente l'idée de parti alors que les faits montrent que dans le feu des événements Marx n'avait *aucune idée* de ce que c'était.

Comme, malgré tout, Marx et Engels ne sont pas restés inactifs, théoriquement parlant, on peut toujours attribuer l'ensemble de leurs textes théoriques et de leur correspondance à la réflexion en vue de constituer un « parti de classe ».

---

[105] Lettre d'Engels à Marx, 13 février 1851.
[106] Marx, Engels, in : *Le parti de classe*, recueil de textes, Maspéro, T. II, pp. 51-52.

Ainsi, selon Roger Dangeville [107], Engels aurait fait la « distinction, désormais classique *[sic]*, entre parti formel (pratique) et parti historique (programmatique, théorique). Marx et Engels représentaient au plus haut point le parti historique, c'est-à-dire le communisme comme résultat de l'expérience de toute l'évolution humaine. De ce point de vue ils critiquaient le parti formel, – en l'occurrence social-démocrate –, qui tendait seulement vers une politique communiste. »

Ainsi, le « parti historique » peut être représenté par un nombre extrêmement faible de personnes : « La distinction établie par Marx entre parti formel et parti historique (celui-ci étant représenté par Marx-Engels) subsistera donc encore largement… » Il y aurait donc eu Marx-Engels d'un côté, tout le reste du mouvement ouvrier de l'autre. La distinction entre « parti formel et parti historique, l'un étant le parti programmatique, l'autre le parti d'action organisé » pourrait conduire le lecteur à soupçonner cette approche d'être idéaliste. Dangeville s'en défend :

> « Le parti programmatique lui-même n'est pas un parti abstrait pouvant, par exemple, se réduire à une sorte de bibliothèque où seraient consignés tous les ouvrages fondamentaux du socialisme. Lui-même est vivant et assure une continuité essentielle dans l'activité d'un groupe de *militants*, et non d'érudits. » (Note 98.)

Le retrait de l'activité réelle, formelle, conduit par conséquent à l'élaboration programmatique du parti « historique ». Ainsi, lorsque « la taupe Marx refait jour, c'est avec une vision encore plus claire et plus incisive : l'assurance que le programme communiste, le parti historique, est indestructible, que la victoire théorique du communisme est déjà complète ; que seul le parti formel, contingent, local, statutaire, peut être détruit momentanément sous les coups écrasants de l'adversaire, mais qu'avec la jonction entre le travail de sape théorique et l'activité des forces productives prolétariennes la crise reviendra et avec elle le parti formel, plus fort que jamais. » (Note 117.) Bien entendu, la tendance devrait conduire à ce que « le parti historique doit pratiquement coïncider avec le parti formel » (Note 28).

---

[107] Cf. Introduction et notes à *Le parti de classe*, textes choisis de Marx-Engels, Maspéro.

Mais si cette jonction ne s'opère pas, « Marx-Engels n'entendent pas soumettre le contenu de leur théorie ou de leur programme à la ratification de la masse ou des chefs du parti. À leurs yeux, la théorie et le programme découlent de tout le mouvement de la société vers le communisme, et ce n'est donc pas la majorité qui, démocratiquement, les établit ou les modifie – pas plus d'ailleurs que la direction du parti, voire les congrès. » (Note 7.) Stupéfiante affirmation.

Cette approche est symptomatique de la vision idéologique de l'histoire. Marx et Engels n'ont jamais eu avec le parti social-démocrate allemand le type de rapport qui est décrit ici. Si les deux hommes avaient effectivement des partisans dans le mouvement politique, ils n'étaient pas majoritaires et le destin du parti social-démocrate allemand leur a toujours échappé. Rien ne s'est passé comme ils l'auraient souhaité. La seule chose de vraie dans le délire de Dangeville est qu'ils se sont souvent trouvés totalement isolés, mais également impuissants.

C'est Lassalle, en 1862, qui « inventera » littéralement le parti ouvrier en Allemagne [108].

[108] On se reportera utilement aux ouvrages de Sonia Dayan :

• *Mythes et mémoire du mouvement ouvrier : le cas Ferdiand Lassalle,* L'Harmattan.

• *L'invention du parti ouvrier : aux origines de la social-démocratie 1848-1864*, L'Harmattan.

A propos 1
du..... 1
Manifeste communiste..... 1
I. – Le Contexte intellectuel 4
Le modèle de 1789..... 4
Un texte complexe 10
II. – Le contexte politique 12
L'insurrection de Cracovie 14
L'élection de Pie IX..... 16
La guerre du Sonderbund..... 18
III. – Les précurseurs 20
Le mouvement chartiste..... 21
L'influence de l'économie politique anglaise 30
La Ligue des communistes 35
IV. – « L'idée fondamentale et directrice du *Manifeste* » 42
L'Etat..... 53
L'idéologie 57
La classe ouvrière 58
La bourgeoisie 60
La conscience socialiste..... 64
La révolution..... 64
Le programme..... 69
V. – 1848 : Un test 73
Le sacrifice du parti 73
Marx exclu du premier parti communiste de l'histoire 82
La question nationale..... 86
L'hégémonie de la classe ouvrière allemande..... 100
Conclusion : « Parti formel » et « parti historique » 102